

# **Registre des délibérations - décisions**

**TOME I**

**SEANCE PUBLIQUE DU:**

**Lundi 23 juillet 2012**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 23/08/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

# SOMMAIRE

\*\*\*\*\*

## TOME I / VIII

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du  
23/07/2013 .....28

Délibérations et annexes .....29 à 200

## TOME II / VIII

Délibération et annexes .....201 à 399

## TOME III / VIII

Délibération et annexes ..... 400 à 599

## TOME IV / VIII

Délibérations et annexes .....600 à 799

## TOME V / VIII

Délibérations et annexes .....800 à 1000

## TOME VI / VIII

Délibérations et annexes .....1001 à 1200

## TOME VII / VIII

Délibérations et annexes .....1201 à 1400

## TOME VIII / VIII

Délibérations et annexes .....1401 à 1622

Décisions et annexes .....1623 à 1668



Secrétariat Général  
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 23 juillet 2012 à 16h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**Madame Le Maire,**



**Hélène MANDROUX**

PJ :

- PV du Conseil municipal du 25 juin 2012.
- Ordre du jour de la séance du 23 juillet 2012
- Synthèses des affaires du 23 juillet 2012.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

## Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 23 juillet 2012

16H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

M<sup>me</sup> le Maire Adoption de l'ordre du jour

M<sup>me</sup> le Maire Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Max LEVITA 1 Exercice 2012 - Affectation du résultat 2011 au Budget Principal

Max LEVITA 2 Exercice 2012 - Affectation du résultat 2011 au Budget Annexe

Max LEVITA 3 Exercice 2012 - Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe

### Développement économique

Marc DUFOUR 4 Création d'un marché de plein air à Celleneuve - Décision

Marc DUFOUR 5 Illuminations de Noël : Autorisation de signer le marché

Marc DUFOUR 6 Manège de chevaux de bois de la Comédie - Reconduction de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR 7 Création d'un marché de la brocante et des antiquités - Les Dimanches du Peyrou

Marc DUFOUR 8 Marché à procédure adaptée relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur - Avenant n°1

### Environnement, prévention, santé, culture scientifique et technique

Jacques TOUCHON 9 Elaboration de trames vertes et bleues urbaines et valorisation de friches. Autorisation de demande de subvention 2012

### Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

Philippe THINES 10 Sécurité des écoles Réaménagement de la rue Croix de Figuerolles entre la rue des Jonquilles et la Rue du Roc de Pézenas Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES 11 Avenue Heidelberg Accès au Grand Mail Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe 12 TRAVAUX DE MISE A 2 X 2 VOIES DE LA RUE DU PROFESSEUR BLAYAC

<b>THINES</b>		ET REAMENAGEMENT DU PARVIS DU LYCEE LEONARD DE VINCI REPRISE DU RESEAU D'EAU POTABLE Convention Constitutive de groupement de commandes Département de l'Hérault - Ville de Montpellier Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents
<b>Philippe THINES</b>	13	Lutte contre les inondations - Protection contre les inondations dans la vallée de la Mosson - Extension de compétence - Transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la compétence des Communes - Approbation
<b>Philippe THINES</b>	14	Récolement et cartographie du réseau d'Eclairage Public Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché
<b>Tranquillité publique</b>		
<b>Régine SOUCHE</b>	15	Marché de Maintenance de la Vidéoprotection Urbaine Autorisation de signer l'Avenant n° 1
<b>Action culturelle et patrimoine</b>		
<b>Philippe SAUREL</b>	16	Ouverture des Archives municipales et du Parcours muséographique à l'occasion des Journées du Patrimoine des 15 et 16 septembre 2012
<b>Philippe SAUREL</b>	17	Convention de partenariat entre les deux associations Parents et Amis de la Villa Saint Georges, Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma
<b>Rénovation urbaine</b>		
<b>Christian BOUILLE</b>	18	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
<b>Christian BOUILLE</b>	19	MONTPELLIER GRAND COEUR Concession d'aménagement Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)
<b>Christian BOUILLE</b>	20	MONTPELLIER GRAND COEUR Approbation de l'avenant n° 9 à la Convention territoriale Projet de renouvellement urbain quartier Centre
<b>Christian BOUILLE</b>	21	CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de l'Office public de l'habitat de la Communauté d'agglomération de Montpellier (ACM) - 3 rue Claparède 4 rue Général Vincent 23 rue Faubourg Figuerolles 16 rue de Metz 4 rue du Père Fabre 1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre
<b>Christian BOUILLE</b>	22	CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature ICF Sud-Est Méditerranée SA HLM 5/7 rue du Chapeau Rouge
<b>Christian BOUILLE</b>	23	OPERATION GRAND COEUR Immeubles dégradés Approbation du premier programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Méditerranée- Sud Comédie » Mise à l'enquête publique de la Déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe
<b>Christian BOUILLE</b>	24	PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°5 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)

<b>Christian BOUILLE</b>	25	QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant de clôture Approbation
<b>Sports, cohésion sociale, démocratie de proximité</b>		
<b>Patrick VIGNAL</b>	26	Convention Cadre d'objectifs entre la Ville de Montpellier et la SASP Montpellier Rugby Club pour les saisons 2012/2013, 2013/2014, 2014/2015 Convention d'attribution de subvention exercice 2012
<b>Patrick VIGNAL</b>	27	Convention cadre d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'Association Montpellier Rugby Club pour les années 2012, 2013 et 2014
<b>Patrick VIGNAL</b>	28	Marché négocié de prestations de service avec le club de haut niveau EUSRL Montpellier Agglomération Handball Autorisation de signature
<b>Patrick VIGNAL</b>	29	Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale
<b>Patrick VIGNAL</b>	30	Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain (n°1201) dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2012
<b>Patrick VIGNAL</b>	31	Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville
<b>Vie associative, Maisons pour Tous</b>		
<b>Sophie BONIFACE-PASCAL</b>	32	Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit
<b>Action internationale, jumelages</b>		
<b>Perla DANAN</b>	33	Mandat spécial Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages
<b>Urbanisme, aménagement durable et NTIC</b>		
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	34	Modification du plan local d'urbanisme APPROBATION
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	35	Montpellier Grand Cœur Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	36	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	37	Loi relative à la majoration des droits à construire Modalités de consultation préalable du public
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	38	ZAC du Coteau Déclaration de projet
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	39	Domaine de Grammont Désaffectation et déclassement partiel du domaine public communal, parcelles RH 6

partie, RH 7 partie, RI 20 partie, RI 22 et RI 24 partie

<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	40	Domaine de Grammont Cession par la Ville au "Montpellier Hérault Sport Club"( MHSC) du complexe sportif et des locaux du Centre de Formation de l'Audiovisuel parcelles RH 6 partie, RH 7 partie, RI 20 partie, RI 22, RI 23 et RI 24 partie
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	41	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Modification du programme des équipements publics
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	42	Opération Campus Convention de groupement de commandes Ville / PRES pour les études préalables du projet Campus Avenant
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	43	ZAC Port Marianne – Parc Marianne Agrément de candidature lot 16B1 (S.F.H.E.)
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	44	ZAC Port Marianne – Parc Marianne Agrément de candidature lot 16A (Icade Promotion / Arche Promotion)
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	45	Z.A.C. Port Marianne-Parc Marianne extension Vente à la S.E.R.M. d'un terrain Parcelles cadastrées SE 95p et SE 97p
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	46	Z.A.C. Port Marianne-Jardins de la Lironde Acquisition d'un gymnase à la Région Languedoc-Roussillon Rue Le Titien parcelle cadastrée RY 197 Proposition de dénomination du Gymnase "Georges Frêche"
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	47	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur nord-est de la place Ernest Granier et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	48	FONCIER Convention opérationnelle Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon / Ville de Montpellier ZAC du COTEAU Avenant n°1
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	49	Foncier Rue de l'Epire Acquisition emprise pour élargissement Propriété "Kaufman & Broad"
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	50	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété DEMES-CAUSSE 847, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 412p Promesse unilatérale de vente
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	51	Foncier Elargissement de la Rue Saint Cléophas "SCI Les Cambiadeurs"
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	52	FONCIER Domaine de BEAUREGARD 505, rue de la Méjanelle Vente à Monsieur François FONTES
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	53	Foncier rue des Papyrus Acquisition d'un espace vert Propriété d'ACM
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	54	Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques
<b>Michaël DELAFOSSÉ</b>	55	ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)

<b>Michaël DELAFOSSE</b>	56	ZAC LA FONTAINE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2011 Avenant n°9
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	57	ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2011 Avenant n°5
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	58	Zone d'aménagement concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	59	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°2 Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	60	Zone d'aménagement concerté Port Marianne-Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	61	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	62	Port Marianne - Jardins de la Lironde Infrastructures primaires Mandat Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	63	Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°11
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	64	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n° 11
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	65	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	66	Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°3 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	67	FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisition foncières VILLE / SERM Compte-rendu annuel à la collectivité (Exercice 2011) Avenant n° 11

### **Lutte contre l'exclusion**

<b>Annie BENEZECH</b>	68	Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Jasmin d'Orient (n°296) dans le cadre de la lutte contre l'exclusion Exercice 2012
---------------------------	----	---

### **Réussite éducative**

<b>Jean-Louis GELY</b>	69	Accueils de Loisirs Sans Hébergement Transfert de places
<b>Jean-Louis GELY</b>	70	Attribution d'une subvention à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole 34 pour la mise en place de classes de découverte durant la période rousse

**Jean-Louis  
GELY**

- 71 Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative

**Hélène  
QVISTGAARD**

### **Logement**

- 72 Modification du règlement d'attribution du dispositif "Clé Montpellier Logement Jeunes"

**Hélène  
QVISTGAARD**

- 73 CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU DEVELOPPEMENT D' ACTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES JEUNES ET PROMOTION DE L' AIDE MOBILI-JEUNES®

**Hélène  
QVISTGAARD**

- 74 Attribution d'une subvention à l'association "Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) de l'Hérault"

### **Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies**

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 75 Parc de stationnement sous place Georges Frêche Convention d'amodiation de 40 emplacements Ville de Montpellier / SARL GMH

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 76 Contrat de location Avenant n°1 Ville de Montpellier/Ecole Supérieure de Journalisme de Lille

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 77 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville – Mandat Ville / SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2011)

### **Politiques locales de déplacement, concertation, occupation non commerciale du domaine public, ressources humaines**

**Serge  
FLEURENCE**

- 78 Modification du tableau des effectifs

**Serge  
FLEURENCE**

- 79 Approbation de la convention cadre de partenariat avec le Centre National de Fonction Publique Territoriale

**Serge  
FLEURENCE**

- 80 Réalisation de travaux sur le boulevard du Jeu de Paume Protocole relatif aux études et travaux de dévoiement de réseaux France Telecom préalable à la requalification du boulevard entre la place Edouard Adam et la rue Marceau

### **Affaires juridiques, finances, administration de la collectivité**

**Max LEVITA**

- 81 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les exercices 2010 et 2011 sur la base de ses comptes administratifs

**Max LEVITA**

- 82 Attributions de subventions et cotisation à un organisme national - Exercice 2012

**Max LEVITA**

- 83 BULLE BLEUE GARANTIE D'EMPRUNT

<b>Max LEVITA</b>	84	Rapport annuel 2011 EFFIA Fourrière municipale
<b>Max LEVITA</b>	85	Rapport annuel 2011 SERM Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid
<b>Max LEVITA</b>	86	Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Laissac
<b>Max LEVITA</b>	87	Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Europa
<b>Max LEVITA</b>	88	Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Antigone
<b>Max LEVITA</b>	89	Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Comédie
<b>Max LEVITA</b>	90	Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Arceaux
<b>Max LEVITA</b>	91	Rapport annuel 2011 EFFIA Parc de stationnement Arc de Triomphe
<b>Max LEVITA</b>	92	Rapport annuel 2011 GDV SARL Aire d'accueil des gens du voyage de Bionne
<b>Max LEVITA</b>	93	Rapport annuel 2011 VINCI PARK Parc de stationnement Peyrou - Pitot
<b>Max LEVITA</b>	94	Rapport annuel 2011 VINCI PARK Parc de stationnement Foch
<b>Max LEVITA</b>	95	Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Gambetta
<b>Max LEVITA</b>	96	Transfert d'activités de la société APX à la société APX INTEGRATION Autorisation de signer l'avenant
<b>Max LEVITA</b>	97	Réalisation, aménagement de structures et matériels d'exposition, stockage, maintenance et entretien- Autorisation de signer le marché

### **Désignation de représentants**


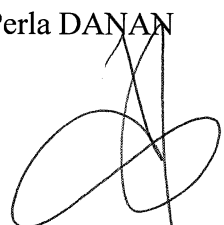


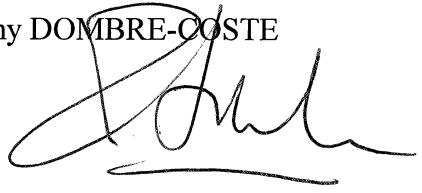

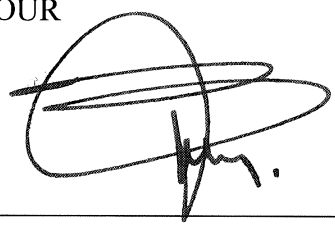
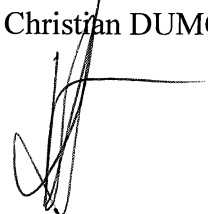
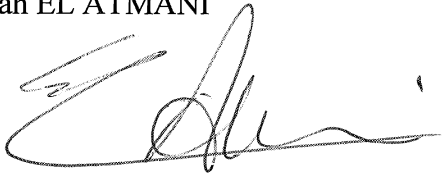




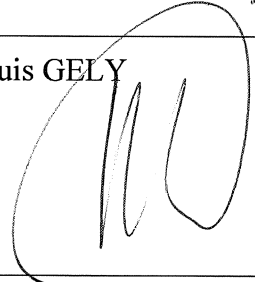
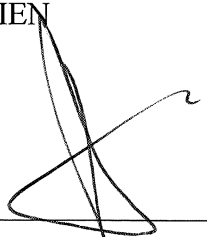

<b>Hélène MANDROUX</b>	98	SA d'HLM Un Toit pour Tous Désignation du représentant de la Ville à la Commission d'attribution de logements
----------------------------	----	--

<b>M<sup>me</sup> le Maire</b>	Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal
--------------------------------	---

# LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 23 juillet 2012

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

Magalie COUVERT 	Perla DANAN 
Michaël DELAFOSSE 	Gabrielle DELONCLE 
Fanny DOMBRE-COSTE 	Jacques DOMERGUE 
Marc DUFOUR 	Christian DUMONT 
Sarah EL ATMANI 	Laure FARGIER 
Serge FLEURENCE 	Christiane FOURTEAU 
Anne-Rose LE VAN 	Jean-Louis GELY 
Arnaud JULIEN 	Catherine LABROUSSE 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN</p> 
<p>Stéphane MELLA</p> 	<p>Nadia MIRAOU</p> 
<p>Christophe MORALES</p> 	<p>Christian DUPRAZ</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> <p><i>Procurator me LEVANS.</i></p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

## **Compte-rendu du Conseil municipal**

**Séance publique du lundi 23 juillet 2012**  
**Salle du Conseil municipal**

**Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle de l'Hôtel de Ville, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène MANDROUX.**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

**Absents :**

Martine PETITOUT.

**M<sup>me</sup> le Maire**

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 57

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

**M<sup>me</sup> le Maire**

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 57

Contre : /

Abstention : /

Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame MIRAoui et Monsieur MORALES (avec la procuration de Monsieur SUBRA)  
sortent de la séance.  
-----

**Max LEVITA** 1 Exercice 2012 - Affectation du résultat 2011 au Budget Principal  
Pour : 49  
Contre : /  
Abstention : 5  
Adopté à l'unanimité.

**Max LEVITA** 2 Exercice 2012 - Affectation du résultat 2011 au Budget Annexe  
Pour : 49  
Contre : /  
Abstention : 5  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame DE LA GRANGE et Messieurs SUDRES et LANNELONGUE entrent en séance.  
-----

**Max LEVITA** 3 Exercice 2012 - Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe  
Pour : 46  
Contre : 6  
Abstention : 5  
Adopté à la majorité.

### **Développement économique**

-----  
Messieurs GELY (avec la procuration de Madame LABROUSSE) et ARAGON (avec la procuration de Mademoiselle FARGIER) sortent de la séance.  
-----

**Marc DUFOUR** 4 Création d'un marché de plein air à Celleneuve - Décision  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur ARAGON (avec la procuration de Mademoiselle FARGIER) revient en séance.  
-----

**Marc DUFOUR** 5 Illuminations de Noël : Autorisation de signer le marché  
Pour : 55  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Marc DUFOUR** 6 Manège de chevaux de bois de la Comédie - Reconduction de l'exploitant - Décision - Autorisation  
Pour : 55  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur ZYLBERMAN entre en séance et récupère sa procuration.  
-----

**Marc DUFOUR** 7 Création d'un marché de la brocante et des antiquités - Les Dimanches du Peyrou  
Pour : 55

Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

- Marc DUFOUR**      8      Marché à procédure adaptée relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur - Avenant n°1  
Pour : 55  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

## **Environnement, prévention, santé, culture scientifique et technique**

-----  
Mademoiselle BLANPIED sort de la séance.  
-----

- Jacques TOUCHON**      9      Elaboration de trames vertes et bleues urbaines et valorisation de friches.  
Autorisation de demande de subvention 2012  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

## **Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain**

- Philippe THINES**      10      Sécurité des écoles Réaménagement de la rue Croix de Figuerolles entre la rue des Jonquilles et la Rue du Roc de Pézenas Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Mesdames COUVERT, QVISTGAARD, PRUNIER, BOYER et DOMBRE-COSTE sortent de la séance.  
-----

- Philippe THINES**      11      Avenue Heidelberg Accès au Grand Mail Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés  
Pour : 49  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

- Philippe THINES**      12      TRAVAUX DE MISE A 2 X 2 VOIES DE LA RUE DU PROFESSEUR BLAYAC ET REAMENAGEMENT DU PARVIS DU LYCEE LEONARD DE VINCI REPRISE DU RESEAU D'EAU POTABLE Convention Constitutive de groupement de commandes Département de l'Hérault - Ville de Montpellier Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents  
Pour : 49  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

- Philippe THINES**      13      Lutte contre les inondations - Protection contre les inondations dans la vallée de la Mosson - Extension de compétence - Transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la compétence des Communes - Approbation  
Pour : 49

Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Philippe  
THINES**

- 14 Récolement et cartographie du réseau d'Eclairage Public Appel d'offres ouvert -  
Autorisation de signer le marché  
Pour : 49  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

### **Tranquillité publique**

-----  
Monsieur ASLANIAN entre en séance et récupère sa procuration.  
-----

**Régine  
SOUCHE**

- 15 Marché de Maintenance de la Vidéoprotection Urbaine Autorisation de signer  
l'Avenant n° 1  
Pour : 40  
Contre : /  
Abstention : 9  
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

### **Action culturelle et patrimoine**

-----  
Monsieur MORALES entre en séance avec la procuration de Monsieur SUBRA.  
Madame BENOARGHA-JAFFIOL sort de la séance.  
-----

**Philippe  
SAUREL**

- 16 Ouverture des Archives municipales et du Parcours muséographique à l'occasion des  
Journées du Patrimoine des 15 et 16 septembre 2012  
Pour : 50  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Philippe  
SAUREL**

- 17 Convention de partenariat entre les deux associations Parents et Amis de la Villa  
Saint Georges, Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma  
Pour : 50  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

### **Rénovation urbaine**

**Christian  
BOUILLE**

- 18 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de  
l'habitat Attribution de subventions  
Pour : 50  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Mesdames PRUNIER, BOYER, DOMBRE-COSTE et BENOARGHA-JAFFIOL  
reviennent en séance.  
-----

**Christian  
BOUILLE**

- 19 MONTPELLIER GRAND COEUR Concession d'aménagement Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Christian  
BOUILLE**

- 20 MONTPELLIER GRAND COEUR Approbation de l'avenant n° 9 à la Convention territoriale Projet de renouvellement urbain quartier Centre  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Christian  
BOUILLE**

- 21 CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de l'Office public de l'habitat de la Communauté d'agglomération de Montpellier (ACM) - 3 rue Claparède 4 rue Général Vincent 23 rue Faubourg Figuerolles 16 rue de Metz 4 rue du Père Fabre 1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Christian  
BOUILLE**

- 22 CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature ICF Sud-Est Méditerranée SA HLM 5/7 rue du Chapeau Rouge  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame MIRAOUI revient en séance.  
Monsieur THINES sort de la séance.  
-----

**Christian  
BOUILLE**

- 23 OPERATION GRAND COEUR Immeubles dégradés Approbation du premier programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Méditerranée-Sud Comédie » Mise à l'enquête publique de la Déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Christian  
BOUILLE**

- 24 PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°5 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur SAUREL sort de la séance.  
-----

**Christian  
BOUILLE**

- 25 QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant de clôture Approbation

Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

## **Sports, cohésion sociale, démocratie de proximité**

Mesdames BLANPIED, COUVERT, QVISTGAARD et Messieurs THINES et GELY reviennent en séance.

Madame MIRAOUI sort de la séance.

**Patrick  
VIGNAL**

- 26 Convention Cadre d'objectifs entre la Ville de Montpellier et la SASP Montpellier Rugby Club pour les saisons 2012/2013, 2013/2014, 2014/2015 Convention d'attribution de subvention exercice 2012

Pour : 56  
Contre : 1 (Mme Le Van)  
Adopté à la majorité

**Patrick  
VIGNAL**

- 27 Convention cadre d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'Association Montpellier Rugby Club pour les années 2012, 2013 et 2014

Pour : 56  
Contre : 1 (Mme Le Van)  
Adopté à la majorité

**Patrick  
VIGNAL**

- 28 Marché négocié de prestations de service avec le club de haut niveau EUSRL Montpellier Agglomération Handball Autorisation de signature

Pour : 56  
Contre : 1 (Mme Le Van)  
Adopté à la majorité

**Patrick  
VIGNAL**

- 29 Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale

Pour : 57  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Patrick  
VIGNAL**

- 30 Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain (n°1201) dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2012

Pour : 57  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

Madame MIRAOUI revient en séance

**Patrick  
VIGNAL**

- 31 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville

Pour : 58  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Sophie  
BONIFACE-  
PASCAL**

## **Vie associative, Maisons pour Tous**

- 32 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit  
Pour : 58  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Perla DANAN**

## **Action internationale, jumelages**

- 33 Mandat spécial Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages  
Pour : 58  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur SAUREL revient en séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

## **Urbanisme, aménagement durable et NTIC**

- 34 Modification du plan local d'urbanisme APPROBATION  
Pour : 59  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 35 Montpellier Grand Cœur Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades  
Pour : 59  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 36 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions  
Pour : 59  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Messieurs POUGET et THINES sortent de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 37 Loi relative à la majoration des droits à construire Modalités de consultation préalable du public  
Pour : 57  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame MIRAOU et Messieurs SAUREL, ARAGON (avec la procuration de Mademoiselle FARGIER) et PASSET sortent de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 38 ZAC du Coteau Déclaration de projet  
Pour : 52  
Contre : /

Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 39 Domaine de Grammont  
Désaffectation et déclassement partiel du domaine public communal, parcelles RH 6 partie, RH 7 partie, RI 20 partie, RI 22 et RI 24 partie  
Pour : 52  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 40 Domaine de Grammont Cession par la Ville au "Montpellier Hérault Sport Club" (MHSC) du complexe sportif et des locaux du Centre de Formation de l'Audiovisuel parcelles RH 6 partie, RH 7 partie, RI 20 partie, RI 22, RI 23 et RI 24 partie  
Pour : 52  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Messieurs THINES et PASSET reviennent en séance.  
Madame BOYER sort de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 41 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Modification du programme des équipements publics  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur SAUREL revient en séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 42 Opération Campus Convention de groupement de commandes Ville / PRES pour les études préalables du projet Campus Avenant  
Pour : 54  
Contre : 1 (Mme Le Van)  
Adopté à la majorité

-----  
Madame LE VAN (avec la procuration de Monsieur VIGUIE) sort de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 43 ZAC Port Marianne – Parc Marianne Agrément de candidature lot 16B1 (S.F.H.E.)  
Pour : 52  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 44 ZAC Port Marianne – Parc Marianne Agrément de candidature lot 16A (Icade Promotion / Arche Promotion)  
Pour : 52  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Les administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : Mme DANAN, Messieurs PASSET, LEVITA, DUFOUR, GELY, FLEURENCE et MARTIN Jacques.

Madame BOYER revient en séance.

-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 45 Z.A.C. Port Marianne-Parc Marianne extension Vente à la S.E.R.M. d'un terrain  
Parcelles cadastrées SE 95p et SE 97p  
Pour : 45  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----

Monsieur ARAGON (avec la procuration de Mademoiselle FARGIER) revient en séance.

-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 46 Z.A.C. Port Marianne-Jardins de la Lironde  
Acquisition d'un gymnase à la Région Languedoc-Roussillon Rue Le Titien  
parcelle cadastrée RY 197  
Proposition de dénomination du Gymnase "Georges Frêche"  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 47 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, secteur nord-est de la  
place Ernest Granier et avenue Raymond Dugrand Concession d'aménagement  
Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Rapport spécial  
sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 48 FONCIER Convention opérationnelle Etablissement Public Foncier de Languedoc-  
Roussillon / Ville de Montpellier ZAC du COTEAU Avenant n°1  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 49 Foncier Rue de l'Epire Acquisition emprise pour élargissement Propriété "Kaufman  
& Broad"  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 50 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de  
Moularès) Propriété DEMES-CAUSSE 847, avenue du Pont Trinquat parcelle  
cadastrée DS 412p Promesse unilatérale de vente  
Pour : 53  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Monsieur SAUREL sort de la séance.

-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 51 Foncier Elargissement de la Rue Saint Cléophas "SCI Les Cambiadours"  
Pour : 52  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame LE VAN (avec la procuration de Monsieur VIGUIE) et Monsieur POUGET reviennent en séance.

Madame DOMBRE-COSTE et Monsieur THINES sortent de la séance.

Madame BOYER sort définitivement de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 52 FONCIER Domaine de BEAUREGARD 505, rue de la Méjanelle Vente à Monsieur François FONTES  
Pour : 40  
Contre : 6  
Abstention : 5  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 53 Foncier rue des Papyrus Acquisition d'un espace vert Propriété d'ACM  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 54 Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 55 ZAC OVALIE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 56 ZAC LA FONTAINE Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2011 Avenant n°9  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 57 ZAC MALBOSC Concession d'aménagement Ville/SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité Exercice 2011 Avenant n°5  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Jacques MARTIN quitte définitivement la séance et donne procuration à Monsieur MAILHE.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 58 Zone d'aménagement concerté des Grisettes Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /

Adopté à l'unanimité.

- Michaël DELAFOSSE** 59 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch Concession d'aménagement Ville/SERM Avenant n°2 Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 60 Zone d'aménagement concerté Port Marianne-Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 61 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 62 Port Marianne - Jardins de la Lironde Infrastructures primaires Mandat Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 63 Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°11  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 64 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n° 11  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 65 Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur Concession d'aménagement Ville / SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 66 Zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°3 Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 67 FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisition foncières VILLE / SERM  
Compte-rendu annuel à la collectivité (Exercice 2011) Avenant n° 11  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Annie  
BENEZECH**

- Lutte contre l'exclusion**
- 68 Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Jasmin d'Orient  
(n°296) dans le cadre de la lutte contre l'exclusion Exercice 2012  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis  
GELY**

- Réussite éducative**
- 69 Accueils de Loisirs Sans Hébergement Transfert de places  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis  
GELY**

- 70 Attribution d'une subvention à l'Association Départementale de l'Office Central de la  
Coopération à l'Ecole 34 pour la mise en place de classes de découverte durant la  
période rousse  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Madame BIGAS sort définitivement de la séance et donne procuration à Madame  
CAPUOZZI-BOUALAM.  
-----

**Jean-Louis  
GELY**

- 71 Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et  
la caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

## **Logement**

-----

Monsieur SAUREL revient en séance.  
Madame PRUNIER sort de la séance.  
-----

**Hélène  
QVISTGAARD**

- 72 Modification du règlement d'attribution du dispositif "Clé Montpellier Logement  
Jeunes"  
Pour : 51

Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Hélène  
QVISTGAARD**

- 73 CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU DEVELOPPEMENT D'ACTIONS EN FAVEUR DU LOGEMENT DES JEUNES ET PROMOTION DE L'AIDE MOBILI-JEUNES®  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Hélène  
QVISTGAARD**

- 74 Attribution d'une subvention à l'association "Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) de l'Hérault"  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

### **Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies**

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 75 Parc de stationnement sous place Georges Frêche Convention d'amodiation de 40 emplacements Ville de Montpellier / SARL GMH  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 76 Contrat de location Avenant n°1 Ville de Montpellier/Ecole Supérieure de Journalisme de Lille  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 77 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville – Mandat Ville / SERM Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2011)  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

### **Politiques locales de déplacement, concertation, occupation non commerciale du domaine public, ressources humaines**

**Serge  
FLEURENCE**

- 78 Modification du tableau des effectifs  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Serge  
FLEURENCE**

- 79 Approbation de la convention cadre de partenariat avec le Centre National de Fonction Publique Territoriale  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Serge  
FLEURENCE**

- 80 Réalisation de travaux sur le boulevard du Jeu de Paume Protocole relatif aux études et travaux de dévoiement de réseaux France Telecom préalable à la requalification du boulevard entre la place Edouard Adam et la rue Marceau  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

### **Affaires juridiques, finances, administration de la collectivité**

**Max LEVITA**

- 81 Communication au Conseil Municipal de Montpellier du rapport retraçant l'activité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les exercices 2010 et 2011 sur la base de ses comptes administratifs  
Pour : 51  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

-----  
Mademoiselle BLANPIED sort de la séance.  
-----

**Max LEVITA**

- 82 Attributions de subventions et cotisation à un organisme national - Exercice 2012  
Pour : 50  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Max LEVITA**

- 83 BULLE BLEUE GARANTIE D'EMPRUNT  
Pour : 50  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Max LEVITA**

- 84 Rapport annuel 2011 EFFIA Fourrière municipale  
Pour : 50  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**

- 85 Rapport annuel 2011 SERM Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid  
Pour : 50  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

-----  
Mesdames MIRAOU, PRUNIER, BLANPIED, DOMBRE-COSTE et Monsieur THINES reviennent en séance.  
-----

**Max LEVITA**

- 86 Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Laissac  
Pour : 55  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**

- 87 Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Europa  
Pour : 55

Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      88      Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Antigone  
Pour : 55  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      89      Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Comédie  
Pour : 55  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

-----  
Monsieur DELAFOSSE sort définitivement de la séance.  
-----

**Max LEVITA**      90      Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Arceaux  
Pour : 54  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      91      Rapport annuel 2011 EFFIA Parc de stationnement Arc de Triomphe  
Pour : 54  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      92      Rapport annuel 2011 GDV SARL Aire d'accueil des gens du voyage de Bionne  
Pour : 54  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      93      Rapport annuel 2011 VINCI PARK Parc de stationnement Peyrou - Pitot  
Pour : 54  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      94      Rapport annuel 2011 VINCI PARK Parc de stationnement Foch  
Pour : 54  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      95      Rapport annuel 2011 TAM Parc de stationnement Gambetta  
Pour : 54  
Contre : /  
Le Conseil prend acte.

**Max LEVITA**      96      Transfert d'activités de la société APX à la société APX INTEGRATION  
Autorisation de signer l'avenant  
Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Max LEVITA**      97      Réalisation, aménagement de structures et matériels d'exposition, stockage,  
maintenance et entretien- Autorisation de signer le marché

Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

### **Désignation de représentants**

**Hélène  
MANDROUX**

- 98 SA d'HLM Un Toit pour Tous Désignation du représentant de la Ville à la Commission d'attribution de logements

Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Hélène  
MANDROUX**

- 99 Festival des Villes Jumelles

Pour : 54  
Contre : /  
Adopté à l'unanimité.

**Mme le Maire**

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –  
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 19H30.

**Pour Madame Le Maire,  
Monsieur Le Premier Adjoint Suppléant**



**Serge FLEURENCE**

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Exercice 2012 - Affectation du résultat 2011 au Budget Principal

Max LEVITA rapporte :

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'affecter les résultats constatés dans la délibération en date du 25 juin 2012 portant adoption du Compte Administratif 2011 du Budget Principal de la Ville de Montpellier.

Le résultat de fonctionnement 2011 constaté est de 58 430 338,38 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2012 :

- Pour 11 149 968,56 euros en section de fonctionnement
- Pour 47 280 369,82 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2011 de la section d'investissement constaté est de 37 239 759,89 euros, il sera affecté sur l'exercice 2012 :

- Pour 37 239 759,89 euros en section d'investissement

Il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter l'affectation des résultats 2011 au budget principal.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Exercice 2012 - Affectation du résultat 2011 au Budget Annexe

Max LEVITA rapporte :

L'instruction comptable M49 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'affecter le résultat constaté dans la délibération en date du 25 juin 2012 portant adoption du Compte Administratif 2011 du Budget Annexe de la Ville de Montpellier.

Le résultat d'exploitation 2011 constaté est de 56 063,35 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2012 :

- Pour 56 063,35 euros en section d'exploitation.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter l'affectation du résultat 2011 au budget annexe.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 24 juillet 2012



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Exercice 2012 - Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier - Budget Principal et Budget Annexe

Max LEVITA rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2012 adopté le 16 décembre 2011 et de la Décision Modificative du 29 mai 2012, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Ce dernier permet en outre reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2011.

Le Budget Supplémentaire 2012 se présente de la façon suivante :

### I. BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 121 741 572,52 euros.

#### • Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **108 334 835,55 euros**.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2012
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	43 259 853,71	- 9 787 739,70	33 472 114,01
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	442 645,90	- 475 725,52	- 33 079,62
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	8 929 069,73	- 5 533 025,46	3 396 044,27

903	CULTURE	3 510 666,31	- 187 262,15	3 323 404,16
904	SPORT ET JEUNESSE	3 124 605,48	1 676 999,49	4 801 604,97
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	630 387,71	- 226 062,72	404 324,99
906	FAMILLE	2 122 374,14	- 1 688 357,58	434 016,56
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	38 643 159,53	- 14 030 429,63	24 612 729,90
909	ACTION ECONOMIQUE	378 652,24	452 904,94	831 557,18
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	316 600,00	- 600 000,00	- 283 400,00
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	168 759,24	- 33 000,00	135 759,24
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		37 239 759,89	37 239 759,89
<b>TOTAL</b>		<b>101 526 773,99</b>	<b>6 808 061,56</b>	<b>108 334 835,55</b>

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2012
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	59 261,90	2 616,00	61 877,90
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		78 464,00	78 464,00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	2 070 000,00	44 285,00	2 114 285,00
903	CULTURE	1 133 590,00	-	1 133 590,00
904	SPORT ET JEUNESSE	200 000,00	160 000,00	360 000,00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	39 822,54	-	39 822,54
906	FAMILLE	414 950,00	30 499,79	445 449,79
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	5 267 911,64	- 2 365 366,00	2 902 545,64
909	ACTION ECONOMIQUE	300 000,00	-	300 000,00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	79 199 406,89	3 072 513,75	82 271 920,64
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	-	1 796 647,00	1 796 647,00
913	TAXES NON AFFECTEES	-	-	-
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	5 232 241,48	5 232 241,48
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	176 121,09	-	176 121,09
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-	2 446 770,47	2 446 770,47
95	PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILATIONS	2 625 100,00	6 350 000,00	8 975 100,00
<b>TOTAL</b>		<b>91 486 164,06</b>	<b>16 848 671,49</b>	<b>108 334 835,55</b>

## Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **13 406 736,97** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2012
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	288 814,00	2 263 862,00	2 552 676,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-	37 480,00	37 480,00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	46 859,00	1 057 857,00	1 104 716,00
923	CULTURE	3 900,00	547 500,00	551 400,00

924	SPORT ET JEUNESSE	151 036,00	616 747,00	767 783,00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	451 859,00	- 3 340,00	448 519,00
926	FAMILLE	-	- 121 626,00	- 121 626,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	11 150,00	742 684,00	753 834,00
929	ACTION ECONOMIQUE	36 500,00	9 313,00	45 813,00
931	OPERATIONS FINANCIERES	-	- 400 000,00	- 400 000,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	-	10 630,02	10 630,02
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	-	5 232 241,48	5 232 241,48
936		-	- 23 500,00	- 23 500,00
939	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	-	2 446 770,47	2 446 770,47
<b>Total</b>		<b>990 118,00</b>	<b>12 416 618,97</b>	<b>13 406 736,97</b>

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2012
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	-	71 831,00	71 831,00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-	8 000,00	8 000,00
923	CULTURE	-	64 012,00	64 012,00
924	SPORT ET JEUNESSE	-	- 482 200,00	- 482 200,00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-	164 664,41	164 664,41
931	OPERATIONS FINANCIERES	-	215 000,00	215 000,00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	-	1 283 980,00	1 283 980,00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	-	931 481,00	931 481,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		11 149 968,56	11 149 968,56
<b>TOTAL</b>		-	<b>13 406 736,97</b>	<b>13 406 736,97</b>

## II. BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU PARKING DE L'HOTEL DE VILLE

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à **56 063,35 €**.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	DEPENSES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2012
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	-	56 063,35	56 063,35
<b>Total</b>		-	<b>56 063,35</b>	<b>56 063,35</b>

Chapitre	RECETTES D'EXPLOITATION	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2012
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	-	56 063,35	56 063,35
<b>Total</b>		-	<b>56 063,35</b>	<b>56 063,35</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement,
- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du Budget Annexe par chapitre en section d'exploitation,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

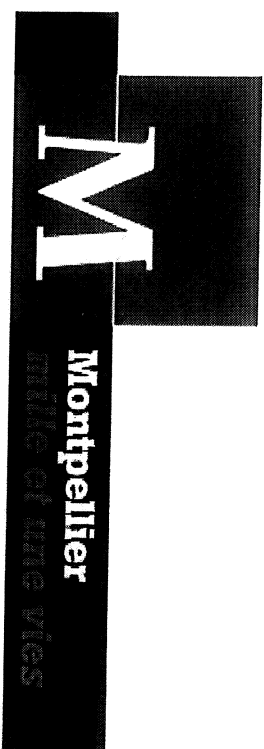
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX.**

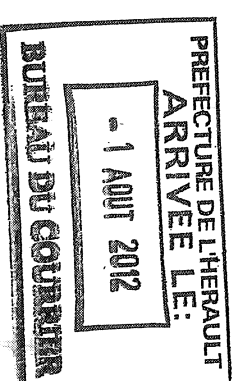
**Publiée le : 24 juillet 2012**



# VILLE DE MONTPELLIER

# BUDGET SUPPLEMENTAIRE

# 2012



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Création d'un marché de plein air à Celleneuve - Décision

Marc DUFOUR rapporte :

A la demande du Comité de quartier de Celleneuve et de la Présidence des marchés Paysans, la Ville envisage la création d'un marché de plein air sur l'esplanade de Celleneuve.

Ce marché exclusivement alimentaire se tiendra le mercredi de 7 h à 13 heures 30 sur l'esplanade de Celleneuve qui sera aménagée à cet effet (pose d'une borne alimentaire). Il s'agira d'un marché de quartier qui pourra accueillir entre 15 et 20 commerçants maximum. Afin de garantir la qualité des produits, il privilégiera les producteurs en circuit court et accueillera exclusivement des commerçants abonnés.

Une vingtaine de commerçants dont certains sont présents sur le marché des Arceaux ont été retenus par la Commission des Halles et Marchés. Il s'agit de commerçants dont certains sont producteurs dans les différents domaines attractifs et moteurs sur un marché (fruits et légumes, fromager, poissonniers, bouchers, traiteurs) et offrant une offre intéressante pour les habitants du quartier.

Afin d'aider au lancement de ce marché, il est proposé une exonération des droits de place pour une année.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser la création d'un marché de plein air sur l'esplanade Celleneuve,
- D'approuver l'exonération de droits de place jusqu'au 30 septembre 2013,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24 juillet 2012

Direction de l'Espace Public  
Service Gestion des Moyens  
Communs

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 347

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## ILLUMINATIONS DE NOEL ANNEES 2012, 2013, 2014 : Autorisation de signer le marché

Marc DUFOUR rapporte :

A l'occasion des fêtes de fin d'année, la Ville de Montpellier installe sur le domaine public des décors et motifs lumineux qui contribuent à l'activité commerciale des sites retenus et participant ainsi au développement de l'économie urbaine.

Le précédent marché d'une durée de 3 ans expirant en 2011, une consultation a été lancée pour une nouvelle période de 3 ans (2012-2013-2014) sous forme de marché à bons de commande. Dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur la base d'une prévision budgétaire d'un montant de 400 000 € HT.

Les critères de sélection des offres étaient les suivants :

Valeur technique au vu du mémoire technique : 70 %

Prix des prestations : 30%

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 3 juillet 2012, a décidé d'attribuer le marché à la société **BLACHERE ILLUMINATIONS**, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base un détail quantitatif estimatif de 394 909.19€ HT.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'opération d'illuminations des fêtes de fin d'année
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché des illuminations de Noël, conformément à l'avis de la Commission d'Appels d'Offres,

- D'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au budget du service Affaires Economiques, CRB 12700, fonction 929/91/1 nature 6238 au titre de l'année 2012
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relative à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 24 juillet 2012**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Manège de chevaux de bois de la Comédie - Reconduction de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Depuis 1988, Monsieur Daniel Beaumont exploite le manège des chevaux de bois sur la Place de la Comédie. Jusqu'en 2003, cette exploitation était saisonnière. Depuis le 10 juillet 2003, l'exploitation du carrousel se fait tout au long de l'année.

La concession d'occupation du domaine du public qui lie M Beaumont à la Ville de Montpellier arrive à expiration fin juillet 2012.

Compte tenu des réaménagements prévus sur la place de la Comédie et dans les établissements avoisinants et de l'intérêt de cette attraction particulièrement appréciée du public, il est proposé de prolonger d'un an la concession de la Ville avec l'exploitant actuel.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De reconduire par avenant l'exploitation du manège de chevaux de bois de la Comédie par concession à M Daniel Beaumont,
- D'accepter le projet d'avenant ci-joint,
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 24 juillet 2012

**MAIRIE DE MONTPELLIER**

**DIRECTION  
DE L'ESPACE PUBLIC**

AFFAIRES ECONOMIQUES

**KIOSQUE DIONYSOS**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC**

**AVENANT N°2**

**ENTRE**, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2 représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2012 désignée par les termes «*La Ville*»

**ET**, d'autre part :

- M. Daniel Beaumont domicilié résidence Le Reymer – Place des Tritons 6 avenue de l'Europe 34 280 La Grande Motte

désigné par les termes «*l'exploitant*» .

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 – Durée**

La durée de la convention est prolongée pour une période de un an à compter de la signature de la présente convention.

**ARTICLE 2 - Redevance**

L'article 4 de la convention initiale est modifié. La redevance trimestrielle à régler à trimestre échu est d'un montant de 2 375 € pour 2012. Le montant sera augmenté de 3 % en 2013.

Montpellier, le

L'exploitant,

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Création d'un marché de la brocante et des antiquités - Les Dimanches du Peyrou

Marc DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier mène des actions fortes en faveur du commerce et de la vie des quartiers. Le commerce non sédentaire est un élément important de l'animation et de la vie économique locale.

La Ville de Montpellier souhaite par ailleurs créer un marché spécifique dédié aux antiquités et à la brocante, réservé aux professionnels, dont certains ont déjà une boutique en semaine.

Les Jardins du Peyrou présentent tout le potentiel pour y organiser un marché de brocante et d'antiquité qui concourt à l'animation générale du quartier. Ce marché se déroulera tous les dimanches matins à partir de septembre 2012.

Les Dimanches du Peyrou seront réservés aux professionnels abonnés afin de garantir la qualité, la traçabilité des biens et la bonne tenue des étals. Ce marché, accueillera entre 40 et 50 exposants. La priorité sera donnée aux professionnels locaux. Les chineurs pourront aussi trouver des conseils d'experts.

L'objectif des Dimanches du Peyrou est de faire revivre cet espace dédié aux sorties en famille.

Ce marché sera géré par un prestataire, Mme Camille Cattan, retenue après appel à candidatures.

Afin de favoriser le lancement de ce marché, il est proposé d'exonérer les professionnels de droits de place durant une année.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la création d'un marché de la brocante et des antiquités aux jardins du Peyrou,

- D'approuver l'exonération de droits de place jusqu'au 30 septembre 2013,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24 juillet 2012**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Marché à procédure adaptée relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur - Avenant n°1

Marc DUFOUR rapporte :

La Ville a conclu un marché avec l'entreprise CITEOS, attribué par la Commission d'Appel d'Offres du 20 septembre 2011 et approuvé par délibération du Conseil Municipal du 3 octobre 2011.

Ce marché prévoit les travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur concernant les halles et marchés et les manifestations commerciales.

Ce marché a été conclu pour une durée d'un an à compter du 18 novembre 2011, date de la notification, reconductible trois fois.

Le montant annuel des commandes est de minimum 50 000 € HT et maximum 125 400€ HT

Il est proposé aujourd'hui d'établir un avenant à ce marché afin d'en augmenter le montant maximum annuel.

En effet, en raison d'un nombre à celui estimé des opérations de maintenance sur les marchés, mais aussi du déplacement des chalets effectué en urgence pour des raisons de sécurité lors des Hivernales 2011 et ayant nécessité des modifications sur les installations électriques, le montant maximum prévu du marché ne permet pas de faire face à l'ensemble des besoins de la Ville dans ce domaine.

La Commission d'Appel d'Offres du 3 juillet 2012 a approuvé l'augmentation du montant maximum du marché à 144 200€ HT, soit 15% supplémentaires, afin d'intégrer toutes ces dépenses et notamment celle, incompressible, relative à la tenue des Estivales 2012.

Un nouveau marché sera lancé lors de la fin du marché actuel, prévoyant un montant maximum de commande plus important et permettant d'assurer la totalité des prestations nécessaires sur l'année.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la conclusion d'un avenant au marché 1M363127 avec la société CITEOS
- D'approuver le prélèvement des dépenses supplémentaires sur le budget de la Ville, sur les lignes de crédit 17635, 13498 et 20215, natures correspondantes 6233, 6233 et 2315.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer l'avenant avec la société CITEOS ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 24 juillet 2012**

**DIRECTION  
DE L'ESPACE PUBLIC**

AFFAIRES ECONOMIQUES/  
GESTION DES MOYENS COMMUNS

N/Réf. : CD

**RAPPORT : Avenant au marché 11M363.1270**  
**Travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur**

**1. PRESENTATION DU MARCHE**

La Ville a conclu un marché avec l'entreprise Citeos, attribué par la Commission d'Appel d'Offres du 20 septembre 2011 et approuvé par délibération du Conseil Municipal du 3 octobre 2011.

Ce marché prévoit les travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur concernant les halles et marchés et les manifestations commerciales.

Ce marché a été conclu pour une durée d'un an à compter du 18 novembre 2011, date de la notification, reconductible trois fois.

Le montant annuel des commandes est de minimum 50 000 € HT et maximum 125 400€ HT

**2. AVENANT**

Il est proposé aujourd'hui d'établir un avenant à ce marché afin d'en augmenter le montant maximum annuel.

En effet en raison de la multiplication des opérations de maintenance sur les marchés mais aussi du déplacement des chalets effectué en urgence pour des raisons de sécurité lors des Hivernales 2011 et ayant nécessité des modifications sur les installations électriques, le montant maximum est déjà quasiment atteint alors qu'il reste encore 4 mois d'exécution.

A ce jour il reste 20 000 € HT de possibilité de commande sur le marché.

Les dépenses prévisionnelles sont de 38 800 € HT

- Estivales 2012, branchements pose et dépose : 30 000 € HT
- Maintenance marché : 5 000 € HT
- Travaux urgents : 3 800 € HT (précaution)

### 3) PROPOSITION

Il est donc proposé d'augmenter le montant maximum du marché à 144 200€ HT, soit 15% supplémentaires, afin d'intégrer toutes ces dépenses et notamment celle, incompressible, relative à la tenue des Estivales 2012.

Le marché actuel ne sera pas reconduit car il ne correspond plus à nos besoins.

Un nouveau marché sera lancé prévoyant un montant maximum de commande plus important et permettant d'assurer la totalité des prestations nécessaires sur l'année.

Il est demandé à la Commission d'Appels d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

M. le Directeur de l'Espace Public

Pour Mme Le Maire et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint des Services

Bernard DEVAU

Laurent BOURLET

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Elaboration de trames vertes et bleues urbaines et valorisation de friches. Autorisation de demande de subvention 2012

Jacques TOUCHON rapporte :

Montpellier a mis en place, depuis plusieurs années, un schéma directeur du Réseau vert, pour favoriser la présence de la nature en ville et renforcer les espaces naturels urbains. La Ville souhaite aujourd'hui les connecter entre eux et concrétiser ainsi le maillage vert et bleu urbain, au travers d'opérations d'aménagement, de réhabilitation et de gestion écologique.

Ce projet vise à la mise en œuvre de continuités biologiques sur la frange sud est de Montpellier par la création des trames vertes et bleues à partir du Réseau Vert et des délaissés ainsi que la remise en bon état des connexions écologiques entre le Domaine de Grammont et l'Agriparc du mas Nouguier.

Dans le cadre de la Stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020, un des engagements de l'Etat 2011-2013 consiste à mettre en œuvre des incitations pour une reconquête d'un niveau plus élevé de biodiversité d'espaces naturels et pour une amélioration de la fonctionnalité des écosystèmes.

Cet engagement s'est traduit par le lancement d'appels à projets « Appel à Projets Trame Verte et Bleue Urbaine » pour lequel la Ville de Montpellier a proposé un projet qui a reçu un avis favorable du comité de sélection, puis du Ministre en charge de l'écologie le 7 février 2012.

Ce projet se fait en partenariat avec l'Atelier Coloco, paysagistes CEDE- CNRS, Maison de la télédétection : Irstea, UMR TETIS UM2 et Agropolis International.

Le cout des aménagements prévus est de 378 762,54 € HT.

Cette opération peut être subventionnée à hauteur de 200 000 € par l'Etat et de 10 000 € par le Conseil Général et 60 000 € du syndicat du bassin du lez.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les demandes de subvention et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24 juillet 2012**



**Convention N° pour le financement du projet  
« MISE EN ŒUVRE DE CONTINUITES ECOLOGIES SUR LA  
FRANGE SUD EST DE MONTPELLIER »**

**Financé dans le cadre des appels à projets pour la stratégie  
nationale pour la biodiversité**

**Entre**

L'Etat – représenté par le Préfet de La Région Languedoc-Roussillon  
ci-après dénommé DREAL LANGUEDOC-ROUSSILLON  
et

La Ville DE MONTPELLIER

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

représenté par Madame Hélène MANDROUX, maire de Montpellier-, dûment habilité aux fins des  
présentes par *le conseil municipal, -en date du*

**Il a été convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE**

Dans le cadre de la Stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020, un des engagements de l'Etat 2011-2013 consiste à mettre en œuvre des incitations pour une reconquête d'un niveau plus élevé de biodiversité d'espaces naturels et pour une amélioration de la fonctionnalité des écosystèmes.

Cet engagement s'est traduit par le lancement d'appels à projets « Appel à Projets Trame Verte et Bleue Urbaine » pour lequel le Bénéficiaire a proposé un projet qui a reçu un avis favorable du comité de sélection, puis du Ministre en charge de l'écologie le 7 février 2012. Le porteur de projet a reçu notification de l'acceptation de son dossier par courrier du Directeur général de l'Aménagement, du Logements et de la Nature.

Mis en forme : Non Surlignage

**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités selon lesquelles l'Etat apporte un soutien financier au bénéficiaire pour la mise en œuvre du projet par lui présenté dans le cadre de l'appel à projets Trame Verte et Bleue, Urbaine et valorisation de friches

**Article 2. Description et durée du projet du projet**

Le projet porte sur Elaboration de trames vertes et bleues urbaines et valorisation de friches. Il vise à la mise en œuvre de continuités biologiques sur la frange sud est de Montpellier par la création des trames vertes et bleues à partir du Réseau Vert et des délaissés et la remise en bon état des connexions

écologiques entre le Domaine de Gramont et l'Agriparc du mas Nouguier.

Le détail de ce projet, ses coûts, sa localisation géographique ainsi que le calendrier de réalisation des opérations font l'objet de l'annexe 1.

Mis en forme : Couleur de police :  
Rouge

### Article 3. Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire et s'exécute pendant toute la période de réalisation définie par le calendrier faisant l'objet de l'annexe 1. Elle expirera au plus tard dans les 180 jours consécutifs à la fin des travaux telle que fixée par le calendrier sus mentionné.

La présente convention pourra, en fonction de l'évolution des travaux, être prolongée par voie d'avenant.

### Article 4. Coût total du projet, dépense subventionnable et contribution financière du ministère

#### 4.1 – coût total du projet et dépense subventionnable

Le coût total du projet détaillé à l'annexe XX à la présente convention est arrêté à la somme de trois cent soixante dix huit mille sept cent soixante deux euros et cinquante deux centimes quatre cent cinquante trois mille euros (453 000 378 762,52 € H.T.).

La part subventionnable détaillée dans la même annexe est arrêtée à la somme de quatre cent cinquante trois mille euros (453 000 €) Elle comprend les coûts de :

- phase Etude : 88 000 €
- phase Travaux : 365 000 €

(les postes « Etudes » et « Accompagnement » comprennent également le suivi et l'évaluation des actions

#### 4.2 – contribution financière de l'Etat

La contribution que l'Etat s'engage à apporter au financement des dépenses réelles du dit projet est plafonnée à la somme de deux cent mille euros (200 000 €). *ce qui représente 44,15 % de la part subventionnable exposée ci-dessus.*

Aucune subvention complémentaire ne pourra être sollicitée auprès du ministère, y compris en cas de défaillance d'autres contributeurs potentiels.

Mis en forme : Couleur de police :  
Rouge

### Article 5. Dispositions financières

#### 5.1 - Imputation budgétaire

Cette subvention relève du programme 113 « Urbanisme, paysages, eau et biodiversité » Action 8 - Fonds d'intervention pour la biodiversité et la restauration écologique - Sous-action 802 et s'impute ainsi qu'il suit :

Domaine fonctionnel	Centre financier	Centre de coût	Code activité	Compte PCE	Montant
0113-08-02	EALE034034	0113-LANG-E034	02	011301FI0202	200 000 €

### 5.2 - Modalités de règlement

La subvention sera engagée dans son intégralité dès la signature et fera l'objet de versements comme il suit :

1. une avance correspondant à 20 % du montant de la contribution exposée à l'article 4, soit Quarante mille euros (40 000 €) versée à la signature de la convention attributive de subvention
2. un acompte de 30 % au fin du troisième trimestre 2012 sur rapport intermédiaire du projet soit Soixante mille euros (60 000 €)
3. des acomptes seront versés pour l'année 2013 sur demande du bénéficiaire tout au long du projet plafonné à 80 % du montant de la subvention
4. le solde 20 % de la subvention au terme fixé par le calendrier de réalisation des travaux et après vérification du service fait.

Les versements cumulés de l'avance et des acomptes successifs ne peuvent excéder 80 % du montant de la subvention exposée à l'article 4.2, soit *cent soixante mille euros (160 000 €)*. Le paiement du solde est exigible après achèvement de l'intégralité des travaux.

Tant les acomptes que le solde de la subvention se calculent par application du taux de subvention mentionné à l'article 4.2, au montant total des dépenses présenté par le bénéficiaire.

Le versement de chaque acompte et du solde sont effectués sur justification de l'avancement du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la convention. Cette justification comprendra les copies des factures effectivement acquittées par le bénéficiaire.

L'état d'avancement du projet et la conformité des travaux réalisés sont attestés par le compte rendu de visite établi par les services chargés des opérations de suivi et d'évaluation mentionnés à l'article 6.

Les montants calculés pourront faire l'objet de réfections dont les motifs seront exposés dans le compte-rendu sus mentionné.

### 5.3 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire est le Trésorier Payeur Général de la Région Languedoc-Roussillon  
L'ordonnateur secondaire délégué est le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon.

### 5.4 Paiement

L'Etat se libérera des sommes dues par virement administratif du comptable assignataire mentionné ci-dessus, au compte ouvert au nom ~~du bénéficiaire (ou de l'agent comptable si collectivité ou établissement public)~~ XXXXX à (nom de l'établissement bancaire) sous les coordonnées suivantes :

Mis en forme : Barré

Domiciliation	<del>adresse de l'établissement bancaire</del> Banque de France
Code banque	30001
Code guichet	00572
N° de compte	E3400000000-10
Clé RIB	

## **Article 6. Evaluation, suivi et contrôle**

Pendant la durée d'exécution de la convention, le bénéficiaire aura un correspondant unique qui est le service responsable suivant : DREAL Languedoc-Roussillon Service BEP

*Ce dernier* s'informerait du respect par le bénéficiaire de ses engagements et des conditions de réalisations du projet telles qu'elles sont définies à l'annexe 1.

L'évaluation des réalisations est effectuée en fonction des critères et selon le calendrier détaillés dans l'annexe 1.

La DREAL Languedoc-Roussillon confie le suivi des travaux, au *Service Biodiversité, Eau, Paysage*. A ce titre ce service effectuera les visites de conformité préalables à la réception des travaux. Les visites font l'objet d'un compte-rendu détaillant les réalisations, leur conformité avec le projet initial objet de la convention, l'avancement par rapport au projet déterminant la part à verser par l'Etat. Les services de l'Etat en charge des visites de conformité rédigent le compte rendu dans un délai de huit (8) jours calendaires consécutifs à la visite et le soumettent à l'approbation du bénéficiaire. Passé un délai de huit (8) jours calendaires sans observations le compte rendu est réputé approuvé dans toutes ses clauses et peut être joint au dossier de liquidation pour règlement de la dépense.

Les visites doivent impérativement avoir lieu dans les quinze jours consécutifs à la fin de la phase, précisée dans le calendrier de réalisation. Passé ce délai, sans visite ni compte-rendu, les prestations sont payables de plein droit au bénéficiaire qui en fait la demande par lettre recommandée avec avis de réception postal.

## **Article 7. Clause de reversement**

Si une différence entre le plan de financement initial et le plan de financement final amène un dépassement du taux maximum de cumul des aides publiques, les sommes perçues en excédent donneront lieu à un reversement.

A l'issue de la visite d'évaluation, lorsque les observations du compte-rendu conduisent à des invalidations de travaux, supérieures au solde restant dû, le bénéficiaire sera tenu au reversement de la partie invalidée.

De même la DREAL Languedoc-Roussillon pourra par ailleurs exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées dans les cas exposés aux articles 8, 9 10 de la présente convention.

Le bénéficiaire sera avisé des sommes à reverser par voie de lettre recommandée avec avis de réception postal.

La DREAL Languedoc-Roussillon demandera à la direction régionale des finances publiques d'émettre un titre de perception à l'encontre du bénéficiaire aux fins de recouvrement.

## **Article 8. Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire informe la DREAL Languedoc-Roussillon de la date réelle de début des travaux de réalisation du projet. Cette information prend la forme d'un courrier recommandé avec avis de réception postal adressé au service chargé du suivi et de l'évaluation du projet mentionné à l'article 6.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas employer tout ou partie des subventions octroyées à des fins autres que celles prévues par la présente convention.

Tout manquement à ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de la convention au torts exclusifs du bénéficiaire et à l'obligation de remboursement tel qu'exposé à l'article 7.

Le bénéficiaire est soumis aux obligations de compte-rendu et de facilitation des contrôles prévus par les textes en vigueur pour ce qui concerne notamment la communication à partir de l'exercice pour lequel une subvention a été attribuée et pendant cinq (5) ans, de ses comptes de résultat et de bilan. Il s'engage :

- à retracer de manière distincte dans sa comptabilité les financements relatifs au projet objet de la présente convention ;

Le bénéficiaire veille à ce que le plan de financement de son projet en permette la réalisation effective dans les conditions prévues par la présente convention, tant pour le calendrier de réalisation que le niveau de qualité. Il signale par écrit à la DREAL Languedoc-Roussillon tout retard ou dégradation significatif constaté dans le déroulement de son opération qui entraînerait des modifications au calendrier initial en précisant le nouveau terme envisagé. Dans le cas où le projet objet de la présente convention ne pourrait être mis en œuvre ou mené à terme dans les conditions prévues, il en avise sans délai la DREAL Languedoc-Roussillon qui prend les dispositions appropriées.

#### **Article 9. Modalités de fin de la convention**

En dehors du délai d'expiration fixé par le calendrier de réalisation du projet faisant l'objet de l'annexe 1, la présente convention prend fin dans les cas suivants :

- *manquements du bénéficiaire à ses obligations :*

En dehors du cas mentionné à l'article 8, tout manquement à ses obligations par le bénéficiaire fera l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal par lequel la DREAL Languedoc-Roussillon le met en demeure de régulariser sa situation. Le silence gardé par le bénéficiaire dans les quinze (15) jours consécutifs à la réception de la mise en demeure emporte résiliation de plein droit de la convention à ses torts exclusifs.

- *fausse déclaration :*

Toute fausse déclaration du bénéficiaire emporte déclaration de la nullité de la convention et l'expose au reversement des sommes perçues sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

- *incapacité permanente du bénéficiaire à poursuivre la réalisation du projet*

Il peut être mis fin à la présente convention sur demande du bénéficiaire invoquant son incapacité à poursuivre la réalisation du projet. Cette demande sera présentée par lettre recommandée avec avis de réception postal avec les justifications de l'incapacité invoquée. Au vu des motifs exposés la DREAL Languedoc-Roussillon dispose d'un délai de trente (30) jours consécutifs à la réception de la demande pour annoncer sa décision. Le silence gardé par l'administration au terme de ce délai emporte acceptation de la demande.

Dans ce cas il sera dressé un état définitif des réalisations, de leurs coûts réels et de la différence avec les avances et acomptes déjà versés. Lorsque le coût réel arrêté est inférieur aux versements déjà effectués l'administration procède à la liquidation du solde restant dû en faveur du bénéficiaire. Dans le cas inverse, le bénéficiaire est tenu au remboursement de la différence trop perçue selon les modalités prévues à l'article 7.

- *réalisation anticipée du projet*

L'achèvement conforme anticipé du projet entraîne la déclaration de clôture de la présente convention peut être déclarée achevée avant le terme prévu par le calendrier figurant dans l'annexe 1.

#### **Article 10. Autorisations nécessaires**

Le bénéficiaire de la subvention déclare faire son affaire de toutes les démarches auprès des autorités compétentes aux fins d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation du projet.

Le bénéficiaire présentera à la DREAL Languedoc-Roussillon au plus tard six (6) mois décomptés à la date de signature de la présente convention, une attestation sur l'honneur indiquant qu'il dispose de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux pour lequel il bénéficie d'une subvention. La non présentation de l'attestation dans ce délai, sans justification du bénéficiaire emporte annulation immédiate de la convention

#### **Article 11 . Système d'Information Nature et Paysage**

Le maître d'ouvrage s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la DREAL LR dans tous les documents produits dans le cadre de la convention attributive de subvention et à ce que les données recueillies dans le cadre de ces travaux soit considérées comme des données publiques identifiées et accessibles dans le cadre du SINP

Il devra pour cela adhérer au SINP (DREAL)

#### **Article 12. Logo et mentions du soutien**

Le responsable du projet est habilité à mentionner que la réalisation objet de la présente convention est conduite avec le soutien du ministère. Le logo autorisé est celui du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie.

Le responsable du projet pourra se prévaloir du terme de « Lauréat des appels à projets de la stratégie nationale pour la Biodiversité.,

#### **Article 13. Autres financements par le ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement aux associations**

Le projet mentionné dans la présente convention ne saurait intégrer d'autres concours éventuels de l'Etat apportés au bénéficiaire. Ainsi, les financements contribuant à la réalisation des objectifs du bénéficiaire relevant d'autres dispositifs soutenus par l'Etat feront l'objet de conventions distinctes.

#### **Article 14. Modifications**

Toute modification apportée au projet prendra la forme d'un avenant à la présente convention

#### **Article 15. Règlement des litiges**

Les parties conviennent de tenter de résoudre à l'amiable tout litige qui trouverait son origine dans l'exécution de la présente convention.

En cas d'échec de la procédure de résolution amiable et de désaccord persistant, le litige sera porté par

la partie la plus diligente par le tribunal administratif de Montpellier

#### Article 16. Pièces contractuelles

Constituent des pièces contractuelles :

- la présente convention et ses annexes
- ses avenants successifs
- l'attestation sur l'honneur du responsable du projet prévue à l'article 10
- les compte-rendus de visites dans leur intégralité

La présente convention a été établie en autant d'exemplaires originaux que de parties signataires.

A Montpellier , le

Vu au Contrôle budgétaire le

Sous le N°

Pour l'Etat, le	Pour le bénéficiaire <del>(-qualité- du signataire)</del> <i>Pour Madame le Maire. L'Adjoint délégué</i>
	<i>Prénom et NOM Jacques TOUCHON</i>

## **Séance publique du lundi 23 juillet 2012**

**Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents :**

Martine PETITOUT

## **Sécurité des écoles Réaménagement de la rue Croix de Figuerolles entre la rue des Jonquilles et la Rue du Roc de Pézenas Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés**

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche globale de modération de la vitesse et en particulier d'aménagement de sécurité aux abords des établissements scolaires depuis 2004.

Le diagnostic de sécurité réalisé en 2010 aux abords du groupe scolaire les Jonquilles a montré la nécessité de réaliser un aménagement sur la rue de la Croix de Figuerolles, mais il devait être précédé de l'opération de rénovation du groupe scolaire existant, opération aujourd'hui achevée.

Le projet d'aménagement de la voie entre la rue du Roc de Pézenas et la rue des Jonquilles comprend :

- L'agrandissement des trottoirs de part et d'autre de la voie par réduction de la largeur de la chaussée ;
- La création d'un large parvis piétonnier devant la nouvelle entrée du groupe scolaire après démolition d'un bâtiment existant ;
- La création d'un plateau surélevé sur la voie pour ralentir la vitesse des véhicules et sécuriser les traversées piétonnes ;
- L'organisation du stationnement longitudinal avec la création de places PMR aux abords du groupe scolaire ;
- La reprise et le redimensionnement du réseau d'eaux pluviales en préservant la transparence hydraulique du ruisseau Lantissargues existant ;
- L'enfouissement des réseaux aériens entre la rue du Roc de Pézenas et la rue des Jonquilles.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot n°1 Voirie, lot n°2 Eaux Pluviales et lot n°3 Eclairage Public) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :

- Garanties et capacités techniques et financières.
- Capacités professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise.
- Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 03 juillet 2012, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 : l'entreprise COLAS pour un montant de 238 033,67 € HT.
- Lot 2 : l'entreprise SCAM pour un montant de 87 756,50 € HT.
- Lot 3 : l'entreprise CEGELEC SUD-EST pour un montant de 69 863,54 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 9088221, programme 10239.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



**Publiée le : 24 juillet 2012**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Avenue Heidelberg Accès au Grand Mail Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain Mosson la Ville de Montpellier s'est engagée à améliorer le débouché Nord du Grand Mail en supprimant l'effet de coupure marqué par l'avenue d'Heidelberg, et à améliorer son ouverture vers les équipements publics majeurs du Centre Mosson et vers le site commercial des Halles 4 saisons qui participent à l'animation de ce cœur de quartier.

Pour affirmer cette ouverture et le rendre lisible aux usagers, le projet prévoit :

- La réduction de la largeur de chaussée de l'avenue d'Heidelberg à 6,00 m, en agrandissant les trottoirs, de part et d'autre de l'avenue
- La création d'un plateau surélevé en traversée de l'avenue au droit des flux piétons entre l'accès Nord du Grand Mail et l'entrée du parc ;
- Le réaménagement du parvis Sud des Halles, pour organiser les accès des véhicules de services et du marché forain tout en préservant la sécurité des piétons et l'accessibilité des PMR ;
- La création de zones de stationnement le long de l'avenue dimensionnées pour pouvoir accueillir les véhicules de livraison des commerces et des forains

Le revêtement de surface sera similaire à celui du Grand Mail et les plantations d'alignement existantes seront poursuivies. L'éclairage public du secteur sera entièrement rénové.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 2 lots (lot 1 Voirie, lot 2 Eclairage Public) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :

- Garanties techniques et financières.
- Références professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise.
- Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 03 juillet 2012, a retenu les entreprises suivantes :


- Lot 1: l'entreprise EUROVIA pour un montant de 475 150,00 € HT.
- Lot 2 : l'entreprise ETDE SA pour un montant de 38 436,15 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908221, programme 10178.

**En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

  
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24 juillet 2012**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

# TRAVAUX DE MISE A 2 X 2 VOIES DE LA RUE DU PROFESSEUR BLAYAC ET REAMENAGEMENT DU PARVIS DU LYCEE LEONARD DE VINCI REPRISE DU RESEAU D'EAU POTABLE Convention Constitutive de groupement de commandes Département de l'Hérault - Ville de Montpellier Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents

Philippe THINES rapporte :

Par convention de transfert de maîtrise d'ouvrage en date du 29 novembre 2011 le Département de l'Hérault a délégué à la Ville de Montpellier la réalisation des travaux de mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac dans le cadre de la ZAC Pierres Vives.

La Ville doit également réaliser les travaux de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci mitoyen à la rue du professeur Blayac.

Ces 2 opérations nécessitent la reprise de la conduite d'eau potable située sous la chaussée par la Communauté d'Agglomération.

Compte tenu de l'interdépendance de ces 3 opérations situées sur une même emprise, il devient souhaitable pour des raisons économiques et de déroulement des chantiers de passer un marché unique pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux.

Ce marché unique permettra notamment de réaliser des tranchées communes pour les réseaux et de réaliser à l'avancement les terrassements de voirie, la pose des réseaux humides, la pose des réseaux secs, l'aménagement de surface et les plantations.

Pour ce faire, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville sera désignée coordonnateur du groupement.

Elle sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la Commission d'Appels d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des collectivités pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

- **4 682 000 € HT soit 5 600 000 € TTC** pour la part voirie de mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac y compris l'éclairage et les plantations à la charge financière du Département de l'Hérault,
- **802 676 € HT soit 960 000 € TTC** pour la part voirie de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci et le dévoiement de la rue Emile Picard mise à double sens y compris l'éclairage et les plantations à la charge financière de la Ville ;
- **476 589 € HT soit 570 000 € TTC** pour la part de rénovation de la conduite d'eau potable située sous la chaussée à la charge financière de l'Agglomération y compris la fourniture et la pose de la canalisation, ainsi que la dépose du collecteur existant ;

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

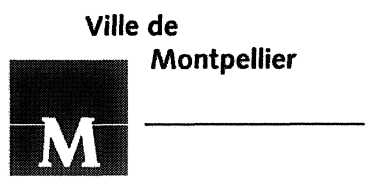
- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération pour les travaux de mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac, de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci mitoyen à la rue du professeur Blayac et de reprise de la conduite d'eau potable ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 24 juillet 2012**



**Département de l'Hérault**

**Ville de Montpellier**

**Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**CONVENTION CONSTITUTIVE  
DE GROUPEMENT DE COMMANDES**

***MISE A 2 X 2 VOIES DE  
LA RUE DU PROFESSEUR BLAYAC  
ET REAMENAGEMENT DU  
PARVIS DU LYCEE LEONARD DE VINCI  
A MONTPELLIER  
Reprise du réseau d'eau potable***

Entre :

Le Département **de l'Hérault**, sise ....., représentée par.....,  
agissant en vertu de la délibération d..... en date du

ci-après dénommée "le CG34",

d'une part

et

La **Ville de Montpellier**, sise 1 rue place Georges Frèche 34267 MONTPELLIER Cedex 2,  
représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la  
délibération du conseil municipal en date du

ci-après dénommée "la Ville",

d'autre part

et

La **Communauté d'Agglomération de Montpellier**, sise 50 place Zeus – BP 9531 – 34045  
MONTPELLIER cedex 01, représentée par son Vice-Président et Président de la commission  
Assainissement, Monsieur Louis Pouget, agissant en vertu de la délibération du conseil de la  
Communauté d'Agglomération en date

et ci-après dénommée "l'Agglomération",

d'autre part

PROJET

Ayant exposé que dans le cadre de la ZAC Pierre Vives :

- Le Département de l'Hérault, doit procéder à la mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac, en continuité de la RD 65, avec création de larges trottoirs plantés et aménagement d'une piste cyclable à double sens le long du lycée Léonard de Vinci ;
- La Ville de Montpellier doit procéder au réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci jouxtant la rue du professeur Blayac et au dévoiement de la rue Emile Picard mise à double sens ;
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit procéder à la rénovation de la conduite d'eau potable située sous la chaussée qui comprend la fourniture et la pose de la canalisation, ainsi que la dépose du collecteur existant ;
- L'imbrication de ces 3 projets est telle qu'ils nécessitent pour des raisons économiques et de planning de chantier, des travaux de terrassements communs et des travaux de pose de réseaux et d'aménagement de surface à l'avancement. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux.
- Le coût estimé des travaux s'élève à :
  - **4 682 000 € HT soit 5 600 000 € TTC** pour la part voirie de mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac à la charge financière du CG 34,
  - **802 676 € HT soit 960 000 € TTC** pour la part voirie de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci et le dévoiement de la rue Emile Picard mise à double sens à la charge financière de la Ville ;
  - **476 589 € HT soit 570 000 € TTC** pour la part de rénovation de la conduite d'eau potable située sous la chaussée à la charge financière de l'Agglomération qui comprend la fourniture et la pose de la canalisation, ainsi que la dépose du collecteur existant ;

**Les parties sont convenues de ce qui suit :**

#### **Article 1 –Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre le CG34, la Ville et l' Agglomération et de définir ses modalités de fonctionnement dans le cadre des dispositions de l'article 8 du code des marchés publics.

Elle s'inscrit dans le cadre de la convention financière de transfert de maîtrise d'ouvrage passée entre la Ville et le CG34 du 29 novembre 2011.

#### **Article 2 –Champ d'intervention du groupement**

Le groupement de commandes est constitué pour la passation et l'exécution d'un marché unique sur la commune de Montpellier, ayant pour objet :

- la mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac, en continuité de la RD 65, avec création de larges trottoirs plantés et aménagement d'une piste cyclable à double sens le long du lycée Léonard de Vinci ;

- le réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci jouxtant la rue du professeur Blayac et au dévoiement de la rue Emile Picard mise à double sens ;
- la rénovation de la conduite d'eau potable située sous la chaussée ;

### **Article 3 - Coordonnateur du groupement :**

Les trois parties conviennent de désigner la Ville, coordonnateur du groupement qui est à ce titre chargé de la gestion de la procédure de passation du marché.

La Ville est en outre mandatée pour signer, notifier et exécuter le marché de travaux au nom de l'ensemble des membres du groupement dans la limite des montants indiqués en préambule.

Le Conseil Municipal délibérera sur l'attribution des entreprises du marché de travaux au nom de l'ensemble des membres du groupement

### **Article 4 - Procédure d'appel d'offres :**

En qualité de coordonnateur, la Ville est chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence.

La commission d'appel d'offres compétente pour recevoir, analyser les offres et désigner le titulaire des marchés est celle de la Ville.

Le président de la Commission d'Appels d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des collectivités pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

L'analyse des offres sera effectuée conjointement par le CG34 et la Ville pour les sous-chapitres communs concernés. L'Agglomération analysera le sous-chapitre qui la concernera.

### **Article 5 - Maîtrise d'œuvre :**

Par convention du 29 novembre 2011 passée entre la Ville et le CG34, la Ville assurera la maîtrise d'œuvre complète (étude et travaux) de la mise à 2 X 2 voies de la rue du professeur Blayac, et du réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci.

L'Agglomération assurera la maîtrise d'œuvre complète (étude et travaux) de rénovation de la conduite d'eau potable située sous la chaussée qui comprend la fourniture et la pose de la canalisation, ainsi que la dépose du collecteur existant.

Les études de projet seront menées conjointement par les services de la Ville et de l'Agglomération et aboutiront à la production d'un dossier de synthèse et d'un dossier de consultation des entreprises validé par simple lettre par les trois parties.

Pour la phase travaux, une équipe de maîtrise d'œuvre mixte sera constituée de représentants de la Ville et de représentants de l'Agglomération.

Cette équipe est pilotée par le coordonnateur, toutefois les ordres de service d'engagement des travaux seront réalisés

- Par le CG34 pour les travaux de mise à 2X2 voies de la rue du professeur Blayac
- Par la Ville pour les travaux du parvis du lycée Léonard de Vinci
- Par l'Agglomération pour les travaux de rénovation du réseau d'eau potable.

En cas de litige ou de conflit d'intérêts dans l'exécution du marché de travaux, les membres du groupement rechercheront une solution par voie de conciliation.

**Article 6 – Modalités de répartition et de financement des études et des travaux :**

Le marché de travaux sera un marché à prix unitaires et comportera 6 chapitres répartis comme suit :

- Chapitre I : voirie
- Chapitre II : assainissement pluvial
- Chapitre III : adduction d'eau potable
- Chapitre IV : éclairage public
- Chapitre V : régulation trafic
- Chapitre VI : espace vert

Pour permettre un partage équitable et légitime des coûts de réalisation des différents travaux, le détail quantitatif et estimatif du marché sera établi en trois sous-chapitres :

- Un sous-chapitre « voirie/CG 34 » qui mettra à la charge financière du CG 34 les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un sous-chapitre « voirie/Ville » qui mettra à la charge financière de la Ville les dépenses relevant de sa compétence ;
- Un sous chapitre « eau potable » qui mettra à la charge financière de l'Agglomération les dépenses relevant de sa compétence.

La répartition des travaux par chapitre est la suivante :

Travaux de voirie Communs	Travaux en tranchée commune	Travaux séparés
Répartition des coûts sur la base du plan masse de découpage des travaux élaborée en phase projet et validée par les trois parties	Répartition des coûts sur la base d'une coupe type élaborée en phase projet et validée par les trois parties.	Prise en charge de l'ensemble des coûts par le maître d'ouvrage compétent

La facturation établie par le titulaire du marché devra respecter cette répartition par sous-chapitre.

#### **Article 7 – Documents nécessaires à la réception des travaux :**

Les essais et les plans de récolement nécessaires à la réception des différents ouvrages seront commandés et financés par le coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur du groupement devra programmer l'intervention de ses prestataires, en accord avec les représentants qualifiés des membres du groupement pour ne pas perturber le déroulement général du chantier.

#### **Article 8 – Réception des travaux :**

La réception de travaux est organisée par le coordonnateur du groupement qui conviera les représentants qualifiés des membres du groupement.

#### **Article 9 – Modalités de paiement :**

Au fur et à mesure de l'avancement du projet, et en fonction des modalités propres à chaque marché, chaque collectivité réglera par mandat administratif selon le délai de paiement réglementaire la situation et/ou le décompte correspondant aux sous-chapitres des travaux lui revenant, l'acte d'engagement du marché prévoyant explicitement cette répartition des paiements. En aucun cas une collectivité ne peut se substituer ou ne sera tenue responsable des retards pouvant subvenir dans les règlements des sommes dues par l'autre partie.

#### **Article 10 – Frais de gestion des procédures :**

Il n'est pas prévu de frais de gestion de procédures pour le coordonnateur. En particulier, les frais induits par la consultation sont à sa charge.

#### **Article 11 – Durée de la convention :**

La présente convention s'inscrit dans le planning prévisionnel de réalisation des travaux indiqué dans la convention financière de transfert de maîtrise d'ouvrage passée entre la Ville et le CG34 du 29 novembre 2011.

Elle s'éteint après le solde des comptes de l'opération et après expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

#### **Article 12 – Contrôle de légalité :**

Le coordonnateur est chargé de transmettre les marchés de maîtrise d'œuvre et le marché de travaux au contrôle de légalité.

#### **Article 13 – Modalités de sortie du groupement et résiliation de la convention :**

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes sous réserve d'un préavis de 3 mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée de l'autre partie.

Le retrait de l'un des membres du groupement entraîne la résiliation de la présente convention.

Toutefois, le retrait du groupement et la résiliation de la convention ne pourront intervenir qu'à l'issue de la passation du marché de travaux, sauf décision contraire et unanime des membres du groupement.

Les conditions de résiliation de la convention seront réglées par voie d'avenant.

#### **Article 14 – Avenant :**

Les avenants aux marchés de travaux suivront la même forme et la même procédure de passation du marché que le marché initial.

#### **Article 15 – Litiges :**

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait en triple exemplaire,

A Montpellier, le

Pour le **Département de l'Hérault**

Le Président

A Montpellier, le

Pour la **Ville de Montpellier**

Pour Le Maire  
L'adjoint délégué  
P. THOMES

A Montpellier, le  
Pour la **Communauté d'Agglomération  
de Montpellier**

Le Vice-Président délégué  
L. POUGET

PROJET

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Lutte contre les inondations - Protection contre les inondations dans la vallée de la Mosson - Extension de compétence - Transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la compétence des Communes - Approbation

Philippe THINES rapporte :

Par délibération n°5921 du 29 juin 2004, le Conseil de Communauté avait sollicité les Communes en vue du transfert de compétence en matière de lutte contre les inondations, pour permettre le traitement des enjeux liés aux risques de crues à une échelle du territoire appropriée et la mise en œuvre devenue urgente du programme de protection de la basse vallée du Lez.

Par arrêté préfectoral n°2004-1-2813 du 19 novembre 2004, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a ainsi autorisé le transfert de compétence concernant :

- Les travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre inondations dans la basse vallée du Lez,
- L'étude générale en vue de l'élaboration d'un schéma global de lutte contre les inondations dans les secteurs habités des zones urbanisées (hors réseau pluvial) de la Communauté d'Agglomération.

Par délibération n°8473 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté avait à nouveau sollicité les Communes pour l'extension de la compétence « travaux » à l'ensemble de la vallée du Lez en vue d'assurer une gestion globale et cohérente des travaux d'aménagement hydraulique sur le bassin du Lez en complément de ceux réalisés sur la basse vallée. L'extension de la compétence « travaux » à la vallée du Lez a été autorisée par arrêté préfectoral n°2009-1-2799 en date du 23 octobre 2009.

De la même manière, il convient aujourd'hui d'engager sur la vallée de la Mosson les démarches en vue de la protection contre les inondations des secteurs densément urbanisés et permettre ainsi à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de gérer de manière efficace et cohérente les aménagements hydrauliques à l'échelle de son territoire situé sur le bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens. Pour cela, une étude hydraulique du bassin versant de la Mosson a été réalisée et a permis de préciser le fonctionnement du bassin

versant en période de crue, d'identifier les secteurs à enjeux et de déterminer les aménagements potentiels pour protéger les principaux secteurs urbanisés.


Pour permettre la réalisation du programme de travaux correspondants qui sera retenu, il est proposé de demander l'extension de la compétence définie par les arrêtés préfectoraux n°2004-1-2813 du 19 novembre 2004 et n°2009-1-2799 du 23 octobre 2009, à l'ensemble de la vallée de la Mosson située sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il convient pour cela de se prononcer favorablement à cette proposition et de solliciter l'avis des conseils municipaux des Communes membres, qui exercent aujourd'hui cette compétence, conformément aux dispositions de l'article L.5211.17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Approuver l'extension de compétences de la Communauté d'Agglomération telle que définie comme suit « réalisation de travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations sur l'ensemble de la vallée de la Mosson, sur le territoire des Communes membres »,
- Autoriser Madame le Maire à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**  
  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24 juillet 2012**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Récolement et cartographie du réseau d'Eclairage Public Appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet les travaux de récolement et cartographie du réseau d'éclairage public sur la Ville de Montpellier ;

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application de l'article 33 – alinéa 3, des articles 57 à 59, et de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif au marché à bons de commande ;

Le montant annuel des prestations est compris entre 25 000 € HT et 100 000 € HT ;

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, reconductible trois fois pour une période d'un an, soit une validité maximum de quatre ans.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

- au niveau des candidatures :
  - garanties techniques et financières
  - références professionnelles (qualifications et références de l'entreprise)
- au niveau des offres :
  - valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %)
  - prix des prestations (40 %)

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 03 juillet 2012, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse à savoir celle du groupement PAGES TIP / ODM ;

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget primitif 2012 ;

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'attribution du marché n° 2H 75 au groupement PAGES TIP / ODM ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24 juillet 2012**



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Marché de Maintenance de la Vidéoprotection Urbaine Autorisation de signer l'Avenant n° 1

Jacques MARTIN rapporte :

Par délibération n° 2010/177 en date du 3 mai 2010, le Conseil Municipal a confié à la société CIRCET sise 83210 Solliès-Pont le marché à bons de commande de maintenance du système de vidéoprotection urbaine. Ce marché référencé 0G421140 a été conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification datant du 25 mai 2010 avec possibilité de reconduction par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Les prestations font l'objet de bons de commandes pour un montant annuel compris entre un montant minimum de 5 000,00 Euros H.T. et un montant maximum de 50 000,00 Euros H.T.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, l'aménagement des locaux techniques du nouveau Centre Supérieur Urbain dans le nouvel Hôtel de Ville a considérablement impacté le marché de maintenance de la Vidéoprotection Urbaine.

Il s'avère qu'à ce jour, le montant maximum du marché a été atteint sur l'exercice 2011-2012 et nécessite une revalorisation pour la période 2012-2013 afin d'assurer l'année de maintenance à couvrir pour optimiser la sûreté de l'espace public sous vidéoprotection.

Il est donc proposé de passer un avenant n° 1 avec la société CIRCET, titulaire du marché de maintenance de la vidéoprotection urbaine.

Compte tenu des éléments, l'avenant n° 1 a pour objet d'augmenter le seuil maximum de l'exercice en cours à 60 000,00 Euros H.T.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'avenant n° 1 au marché 0G421140 relatif à la maintenance du système de vidéoprotection urbaine avec la société CIRCET conformément à l'avis favorable de la commission d'appel d'offres du 03 juillet 2012.

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjointe déléguée à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville : D.R.T.P – Service Ressources Communes : Nature 6156 – Fonction 921 120 |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24 juillet 2012**



**DIRECTION DES  
AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA  
COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER CEDEX 02

Correspondant : Madame le Maire

**Titulaire du marché :**

GROUPE CIRCET  
Représenté par Monsieur le Directeur

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
Maintenance du système de vidéosurveillance urbaine

*N° du marché :*  
0G421140

*Notifié le :*  
26 mai 2010

*Montant initial du marché :*

Montant HT Mini :	20 000,00 Euros
Montant HT Maxi :	200 000,00 Euros
Montant TTC Mini :	20 000,00 Euros
Montant TTC	200 000,00 Euros
Maxi :	

*Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : 3 juillet 2012*

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

### C. Objet de l'avenant

#### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) : l'aménagement des locaux techniques du nouveau Centre Superviseur Urbain dans le nouvel hôtel de ville a considérablement impacté le marché de maintenance de la vidéoprotection urbaine.

Il s'avère qu'à ce jour, le montant maximum a été atteint sur l'exercice 2011-2012 et nécessite une revalorisation pour la période 2012-2013 afin d'assurer l'année de maintenance à couvrir pour optimiser la sûreté de l'espace public sous vidéoprotection.

#### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix. Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 10 000 € HT soit 11 960 € T.T.C., soit en toutes lettres : dix mille euros hors taxe soit onze mille neuf cent soixante euros.

Le montant du contrat annuel est donc porté à cinq mille € HT minimum – soixante mille € HT maximum, sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme, d'une part suivant les prestations réellement exécutées et justifiées, et d'autre part par l'application des modalités de variation des prix prévues au contrat.

La plus-value s'élève donc à 20 % du contrat initial.

#### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

#### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

#### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

### D. Signatures des parties

A ....., le

L'entrepreneur,  
Monsieur le Directeur

Pour Madame le Maire  
l'Adjoint Délégué

Régine SOUCHE

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre

recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Ouverture des Archives municipales et du Parcours muséographique à l'occasion des Journées du Patrimoine des 15 et 16 septembre 2012

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier participe aux Journées du Patrimoine en ouvrant au public un certain nombre de sites présentant un intérêt patrimonial et souvent inaccessibles au public.

Ainsi, pourront être visités :

- les Archives municipales (Médiathèque centrale Emile Zola) avec la présentation d'une exposition sur les « Objets insolites » conservés aux Archives ainsi qu'une démonstration de restauration de documents d'archives par l'atelier Lez'Art doc,
- ainsi que la Chapelle et la Pharmacie de la Miséricorde, le Musée de l'histoire de Montpellier (Xème – XVIème siècle), crypte Notre-Dame des Tables et le Musée du Vieux Montpellier qui composent le Parcours Muséographique.

Le thème national retenu pour cette 29<sup>ème</sup> édition des Journées du Patrimoine est « les patrimoines cachés ».

Il est d'usage que l'entrée aux divers sites soit gratuite lors des Journées du Patrimoine, afin de les rendre accessibles à tous.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'ouverture au public des Archives Municipales et du Parcours muséographique lors des prochaines Journées du Patrimoine, les 15 et 16 septembre 2012 ;
- D'approuver la gratuité des entrées au Parcours muséographique durant ces deux mêmes journées.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 24 juillet 2012

Liste des sites partenaires contactés par l'Office de Tourisme pour apparaître dans le dépliant des IDP de Montpellier

- Hôtel de ville
- Bureau de Madame le Maire
- Domaine de Grammont
- Mikvé
- Carré Sainte Anne
- Pavillon Populaire
- Eglise des Dominicains
- Temple et cimetière protestant
- Cathédrale Saint-Pierre
- Pénitents blancs
- Pierres-vives
- Domaine d'Ô
- Mas d'Alco et Domaine du Département
- Jardin des Plantes
- Château de Flaugergues
- Château de la Mogère
- Hôtel Haguenot
- Hôtel Saint-Côme
- Hôtel Magnol
- Association Saint-Roch
- Hôtel de Guidais
- Saint-Charles, Maison des Chœurs
- Agora
- Musée des Moulages
- Bibliothèque de théologie
- IUFM, ancienne écoles normales d'instituteurs et d'institutrices
- Ex-EAI, Ecole d'Application de l'Infanterie

- Ouvrages de l'aqueduc Saint-Clément (sous réserve)
- Jardin de Partage de la Cavalerie (sous réserve)
- Collège des Ecossais (sous réserve)
- Association Cœur de Livres (sous réserve)
- Villa des Cents Regards (sous réserve)
- Eglise Saint-Roch (sous réserve)
- Préfecture (sous réserve)
- Théâtre Jean Vilar (sous réserve)

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## Convention de partenariat entre les deux associations Parents et Amis de la Villa Saint Georges, Halte Pouce et le cinéma municipal Nestor Burma

Philippe SAUREL rapporte :

Les deux associations montpelliéraines Parents et Amis de la Villa Saint Georges et Halte Pouce dont l'objet principal porte sur l'intégration des personnes handicapées unissent leurs moyens pour organiser en commun un programme de projections au cinéma Nestor Burma. Ces deux associations agissent dans le cadre de l'association nationale « Cinéma différence » qui existe depuis 2005 et dont la marraine est l'actrice Sandrine Bonnaire qui a une expérience vécue du handicap. L'objet est de promouvoir partout en France par le biais d'un réseau national d'associations l'accès des personnes en situation de handicap, au monde de la culture et des loisirs et en particulier l'accès aux cinémas.

Ces séances de cinéma se dérouleront en règle générale tous les 3<sup>ème</sup> dimanche de chaque mois à partir de septembre. Elles sont ouvertes à tous, comme une séance classique, mais aménagées pour un public particulier, généralement exclu des loisirs culturels.

Considérant que ces actions s'intègrent dans le champ de la politique culturelle de la Ville en faveur de l'accès des personnes en situation de handicap, il est décidé de formaliser ces séances avec le cinéma municipal Nestor Burma et les deux associations Parents et Amis de la Villa Saint Georges et Halte Pouce au travers d'une convention de partenariat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Nom de la structure :  
Intitulé du Projet :  
Montant attribué :  
Thématique :



## Convention de partenariat

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 23 juillet 2012.

### D'une part,

Et :

Les deux associations montpelliéraines :

- Parents et Amis de la Villa Saint Georges, 21 avenue Maurin représentée par M. Luca Cipeletti, président ;
- Halte Pouce, 1620 rue Saint Priest, représentée par M. Roman Bresson, président.

### D'autre part,

### Préambule

Les deux associations pré-citées agissent d'un commun accord dans le cadre du réseau national développé par l'association « Ciné-ma différence » et dont l'objet porte notamment sur l'accès aux loisirs et à la culture des personnes en situation de handicap, par le biais du cinéma ainsi que par tout autre biais, domaine ou moyen de culture ou de loisirs. La marraine est l'actrice Sandrine Bonnaire.

**Il a été convenu ce qui suit :**

### Article 1 – Objet :

Les associations Parents et Amis de la Villa Saint Georges, Halte Pouce décident d'unir leurs efforts pour organiser au cinéma municipal Nestor Burma un programme à l'année de séances de cinéma réservées en priorité aux personnes en situation de handicap. Les projections auront lieu en principe tous les 3<sup>ème</sup> dimanche de chaque mois à partir de septembre. La programmation est réalisée en partenariat avec l'association nationale « Ciné-ma différence ». Madame Fabienne Desmons de l'association Parents et amis de la Villa Saint Georges est la coordinatrice sur Montpellier du projet « Ciné-ma différence ». L'accord couvre la saison 2012 – 2013.

### Article 2 – Engagement du cinéma Nestor-Burma

Le cinéma Nestor Burma s'engage à :

- Respecter la charte « Ciné-ma différence » ;
- Fournir les films choisis ;

- Informer le personnel du cinéma sur les spécificités du public à qui ces séances sont destinées en priorité.
- Assurer les conditions nécessaires à l'accueil des personnes en situation de handicap :
  - . une salle accessible aux personnes en fauteuil ;
  - . un son limité pour ne pas agresser les oreilles sensibles ;
  - . une lumière baissant progressivement au démarrage du film ;
- Diffuser l'information sur les séances « Ciné-ma différence » via ses canaux de diffusion habituels.
- Ne pas mettre en place des séances poursuivant des objectifs identiques ou s'adressant aux publics prioritaires des séances « Ciné-ma différence », sans l'appui d'une association membre de l'association nationale *Ciné-ma différence*.

### **Article 3 – Engagement des associations Parents et amis de la Villa Saint Georges et Halte Pouce**

Les deux associations pré-citées s'engagent à :

- Mettre en œuvre des actions de communication autour des séances « Ciné-ma différence » organisée dans les locaux du cinéma Nestor Burma ;
- Assurer l'information du public de ces séances ;
- Participer à l'information du personnel du cinéma sur les spécificités du public à qui ses séances sont destinées en priorité ;
- Assurer la présence d'une équipe de bénévoles tout au long de la séance pour favoriser des conditions de déroulement d'une séance agréable pour tous ;
- Entretenir et gérer les relations avec l'association nationale *Ciné-ma-différence*.

### **Article 4 – Conditions tarifaires**

Les séances « Ciné-ma différence » seront proposées au tarif unique de 3 euros par personnes. Les responsables et bénévoles assurant l'accueil pourront assister à ces séances à titre gratuit.

### **Article 5 – Durée**

Cet accord de partenariat est conclu pour la durée de la saison 2012 – 2013 qui commence en septembre 2012 et se terminera en juillet 2013. Il est renouvelable par tacite reconduction.

Fait en quatre exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour les associations  
Parents et Amis de la Villa Saint Georges  
et Halte Pouce

L'Adjoint délégué à la culture

**Philippe SAUREL**

La coordinatrice du projet  
« Ciné-ma différence »

**Fabienne DESMONS**

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Opération programmée d'amélioration de l'habitat

### Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Synd cop rue du Nord chez FONCIA LMG, 11 rue du Nord (parties communes)	4.000,00 €
<b>Total :</b>	<b>4.000,00 €</b>

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 4.000,00 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 24 juillet 2012

## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Concession d'aménagement

### Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011)

### Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

De 2003 à 2008, le programme a évolué nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Le dernier avenant (avenant n° 10, DCM du 26 mars 2012), considérant la complexité de l'opération de renouvellement urbain, la ténacité et la patience nécessaire à sa mise en œuvre, a prolongé la concession jusqu'au 30 juin 2017.

Ainsi, depuis le début de la concession, le total du bilan est passé progressivement de 65 928 600 € HT à 119 659 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 23 835 292 € HT, soit 24 707 437 € TTC (sur 14 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

Conjointement à l'avenant n°10 à la Concession d'aménagement, la convention de trésorerie a été modifiée (avenant n° 4)

En 2011, le programme prévisionnel n'a fait l'objet que de modifications mineures. Le total du bilan est ajusté à 119 782 000 € HT, mais la participation d'équilibre de la Ville est inchangée. Ainsi le Compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2011 ne nécessite pas de nouvel avenant.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Montpellier Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2011, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2011,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2011,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire,

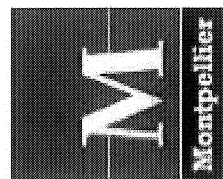
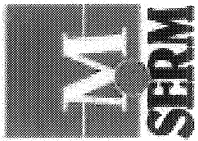
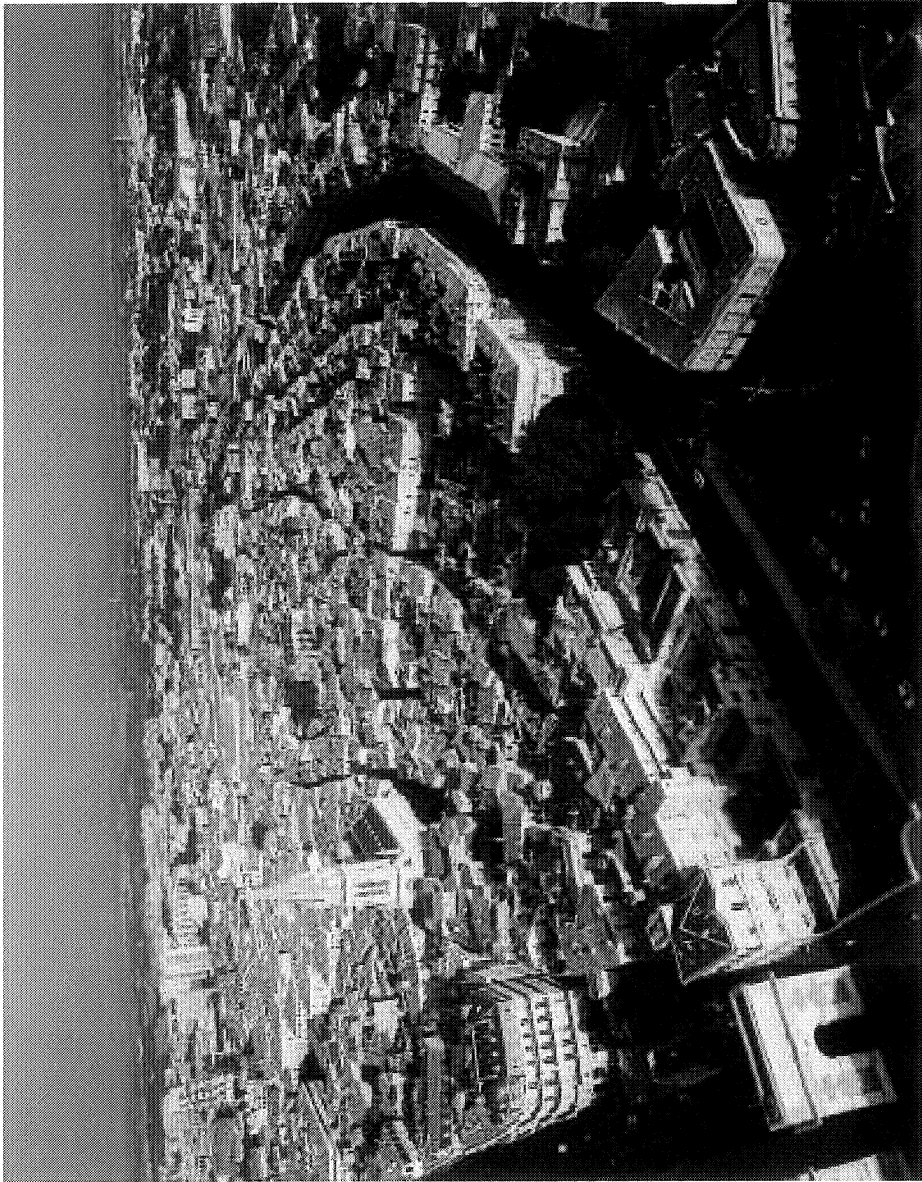
**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

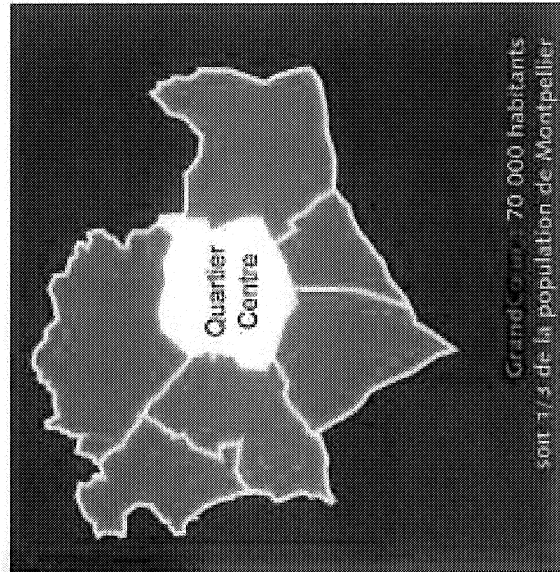
**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 24/07/2012** |



**MONTPELLIER GRAND CŒUR**  
**Concession d'aménagement 2003-2017**  
**Compte rendu annuel à la collectivité**  
**Exercice 2011**





# CR 01415 MONTPELLIER GRAND COEUR

Régulé HT en K€ - Arrêté au 31/12/2011

Concession : VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention : 28/07/2003

Date de fin convention : 01/01/2017

	Bilan	2011			2012				2013					2014	2015	2016	2017	Bilan
Intitulé	Approuv	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau
<b>CHARGES</b>	<b>102 840</b>	<b>7 190</b>	<b>70 971</b>	<b>3 525</b>	<b>2 776</b>	<b>1 820</b>	<b>2 719</b>	<b>10 840</b>	<b>3 161</b>	<b>2 766</b>	<b>2 160</b>	<b>2 480</b>	<b>10 566</b>	<b>4 460</b>	<b>3 742</b>	<b>1 951</b>	<b>277</b>	<b>102 807</b>
10 ÉTUDES	1 709	143	1 168	24	71	34	96	225	26	26	24	24	101	100	80	35		1 709
12 ACQUISITIONS	72 365	4 152	53 714	2 963	2 003	1 089	1 580	7 635	2 447	2 058	1 361	1 361	7 226	2 288	1 522	116		72 501
14 TRAVAUX BÂTIMENT	7 778	1 324	3 988	88	311	302	181	882	251	251	356	356	1 214	605	450	606		7 745
15 HONORAIRES sur TRAVAUX	443	48	256	17	18	65	20	120	23	23	17	17	80	30	30	30		546
17 RÉMUNÉRATION	14 576	1 086	8 538	319	337	294	429	1 379	315	308	377	379	1 379	971	1 024	849	277	14 416
18 FRAIS DIVERS	1 972	167	1 379	105	25	26	84	240	89	89	14	14	206	105	79	63		2 072
19 TVA NON RECUPERABLE																		
21 FRAIS FINANCIERS CT	932	1	788															788
22 FRAIS FINANCIERS LT	3 063	269	1 140	10	10	10	329	360	10	10	10	329	360	360	557	253		3 031
<b>PRODUITS</b>	<b>100 473</b>	<b>5 215</b>	<b>45 636</b>	<b>331</b>	<b>1 468</b>	<b>2 432</b>	<b>6 109</b>	<b>10 340</b>	<b>4 881</b>	<b>2 078</b>	<b>4 285</b>	<b>4 361</b>	<b>15 606</b>	<b>7 911</b>	<b>10 478</b>	<b>10 379</b>	<b>60</b>	<b>100 404</b>
30 LOYERS		-2																
50 VENTES DE TERRAINS ET	17 204		6 786				267	267	1 339	58	2 676	2 676	6 750	726	1 279	1 674		17 482
51 VENTES AU CONCEDANT	235			118	118			235										235
52 VENTES DE BATIMENTS	54 139	3 408	17 321	79	1 019	689	5 734	7 521	2 882	1 444	898	1 398	6 622	5 909	8 149	7 739		53 261
53 PARTICIPATIONS	3 947	89	2 526		86			86	423	423	196	196	1 238	113				3 963
55 PARTICIPATION CONCEDANT	23 073	1 576	17 848	135	135	1 482		1 751	98	98	473	49	717	993	900	805	60	23 073
56 PRODUITS FINANCIERS	67	8	67															67
57 REMBOURSEMENTS DIVERS	106	51	54		52													106
58 PRODUITS DIVERS	1 701	84	1 034		58	262	109	428	139	55	42	42	278	170	150	161		2 222
<b>RÉSULTAT</b>	<b>-2 367</b>	<b>-1 975</b>	<b>-25 335</b>	<b>-3 194</b>	<b>-1 309</b>	<b>612</b>	<b>3 390</b>	<b>-501</b>	<b>1 720</b>	<b>-688</b>	<b>2 126</b>	<b>1 881</b>	<b>5 040</b>	<b>3 451</b>	<b>6 736</b>	<b>8 428</b>	<b>-217</b>	<b>-2 397</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>49 800</b>	<b>2 008</b>	<b>11 856</b>					<b>1 959</b>	<b>1 959</b>				<b>7 985</b>	<b>7 985</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>18 000</b>	<b>43 800</b>
60 AMORTISSEMENT EMPRUNT	22 000											6 000	6 000			10 000		16 000
62 REMBOURSEMENT AVANCE	22 000	2 000	6 000				2 000	2 000				2 000	2 000	2 000	2 000	8 000		22 000
64 REMBOURSEMENT AVANCE	4 000		4 000															4 000
65 VERSEMENT AVANCE A			26				-26	-26										
67		8	30				-15	-15				-15	-15					
69 VERSEMENT AVANCE à	1 800		1 800															1 800
90 FLUX DE TVA																		
9030 Flux de TVA																		
<b>MOBILISATIONS</b>	<b>49 800</b>	<b>5 000</b>	<b>33 800</b>	<b>2 000</b>				<b>2 000</b>				<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>		<b>43 800</b>
70 MOBILISATION EMPRUNT	22 000	3 000	16 000															16 000
72 MOBILISATION AVANCE	22 000	2 000	12 000	2 000				2 000				2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		22 000
74 MOBILISATION AVANCE	5 800		5 800															5 800
77 DEPOTS ET																		
78 Remboursement avances versées																		
91 créditeurs divers																		
<b>MOYENS DE FINANCEMENT</b>		<b>2 992</b>	<b>21 944</b>	<b>2 000</b>			<b>-1 959</b>	<b>41</b>				<b>-5 985</b>	<b>-5 985</b>			<b>-16 000</b>		
<b>TRESORERIE</b>		<b>-3 602</b>			<b>-4 870</b>	<b>-6 282</b>	<b>-5 766</b>	<b>-3 851</b>	<b>-3 851</b>	<b>-2 131</b>	<b>-2 906</b>	<b>-780</b>	<b>-4 796</b>	<b>-4 796</b>	<b>-1 345</b>	<b>5 392</b>	<b>-2 180</b>	<b>-2 397</b>





## CR 07415 GRAND COEUR GESTION

Règle HT en K€ - Arrêté au 31/12/2011

Concession d'exploitation : VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention : 28/07/2003

Date de fin convention : 01/01/2017

Intitulé	2011		2012				2013				2014	2015	2016	2017	Bilan	
	Approuv	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Nouveau
<b>CHARGES</b>	<b>4 432</b>	<b>521</b>	<b>2 229</b>	<b>66</b>	<b>74</b>	<b>208</b>	<b>269</b>	<b>616</b>	<b>76</b>	<b>76</b>	<b>188</b>	<b>188</b>	<b>465</b>	<b>463</b>	<b>314</b>	<b>4 615</b>
12 ACQUISITIONS	1 653	267	684			110	168	278	10	10	129	129	200	200	150	1 790
14 TRAVAUX BATIMENTS	2 046	179	1 197	46	54	61	61	222	48	48	35	35	180	180	99	2 043
15 Honoraires	228	30	96	8	8	12	12	40	7	7	7	7	30	30	30	254
17 REMUNERATIONS	505	45	251	12	12	24	27	76	12	12	17	17	55	53	35	528
18 Frais Divers																
<b>PRODUITS</b>	<b>5 394</b>	<b>473</b>	<b>3 206</b>	<b>132</b>	<b>132</b>	<b>196</b>	<b>196</b>	<b>657</b>	<b>131</b>	<b>131</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>480</b>	<b>450</b>	<b>311</b>	<b>5 580</b>
30 LOYERS	4 943	414	3 025	118	118	182	182	602	104	104	107	107	425	395	261	5 128
31 Récupération charges	418	55	148	14	14	14	14	55	28	28			55	55	50	418
56 Recettes Financieres																
58 Produits divers	34	3	34													34
<b>RESULTAT</b>	<b>962</b>	<b>-48</b>	<b>978</b>	<b>67</b>	<b>59</b>	<b>-12</b>	<b>-73</b>	<b>41</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>-81</b>	<b>-81</b>	<b>15</b>	<b>-13</b>	<b>-3</b>	<b>965</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>522</b>	<b>16</b>	<b>586</b>						<b>-16</b>	<b>-16</b>	<b>-16</b>	<b>-16</b>				<b>522</b>
90 FLUX DE TVA																
91 Débiteurs créditeurs																
92 Débiteurs divers	522	16	586						-16	-16	-16	-16	-63			522
<b>MOBILISATIONS</b>	<b>522</b>	<b>16</b>	<b>567</b>						<b>-11</b>	<b>-11</b>	<b>-11</b>	<b>-11</b>	<b>-44</b>			<b>522</b>
91 Débiteurs créditeurs	522	16	567						-11	-11	-11	-11	-44			522
<b>MOYENS DE</b>		<b>-1</b>	<b>-19</b>						<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>19</b>			
<b>TRESORERIE</b>		<b>969</b>		<b>1 036</b>	<b>1 094</b>	<b>1 083</b>	<b>999</b>	<b>999</b>	<b>1 059</b>	<b>1 119</b>	<b>1 042</b>	<b>966</b>	<b>981</b>	<b>968</b>	<b>965</b>	<b>965</b>

Concession : VILLE DE MONTPELLIER  
Date de convention : 27/03/2003  
Date de fin convention : 01/01/2017

**CR 07416 GRAND COEUR CARRE MONTMORENCY**  
Régie HT en NE - Arrêté au 31/12/2011



Intitulé	Bilan		2011		2012				2013				2014	2015	2016	2017	Bilan
	Approuv	Année	Cumul	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Nouveau
<b>CHARGES</b>	<b>624</b>		<b>624</b>														<b>624</b>
2 ACQUISITIONS	198		198														198
4 TRAVAUX BATIMENTS	151		151														151
7 REMUNERATIONS	276		276														276
<b>PRODUITS</b>	<b>1 095</b>		<b>1 095</b>														<b>1 095</b>
10 LOYERS	1 089		1 089														1 089
18 PRODUITS DIVERS	6		6														6
<b>RESULTAT</b>	<b>471</b>		<b>471</b>														<b>471</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>																	
10 FLUX DE TVA																	
11 Débiteurs créditeurs																	
12 Débiteurs divers																	
<b>MOBILISATIONS</b>																	
11 Débiteurs créditeurs																	
<b>MOYENS DE</b>																	
<b>TRESORERIE</b>		471			471	471	471	471	471	471	471	471	471	471	471	471	471



**CR 01417 GRAND COEUR PASSERELLE CORUM**  
Règlé HT en K€ - Arrêté au 31/12/2011

Concession : VILLE DE MONTPELLIER  
Date de convention : 09/05/2005  
Date de fin convention : 01/01/2017

Intitulé	2011		2012				2013				2014	2015	2016	2017	Bilan	
	Approuv	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jul-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jul-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Nouveau
CHARGES	3 498	937	3 119		196	9		205								3 324
13 Travaux d'aménagement	70	27	27													27
14 TRAVAUX BATIMENT	2 783	839	2 571		149			149								2 720
15 HONORAIRES sur TRAVAUX	404	12	303		35	8		43								346
17 REMUNERATION	241	58	217		12	1		13								230
21 Frais financiers court terme																
PRODUITS	3 498	50	3 378			120		120								3 498
53 Autres participations	75															
55 PARTICIPATION CONCEDEANT	3 378	50	3 378													3 378
56 Recettes Financieres	45					120		120								120
RESULTAT		-887	260		-196	111		-85								174
AMORTISSEMENTS																
64 REMBOURSEMENT AVANCE																
90 FLUX DE TVA																
9030 Flux de TVA																
MOBILISATIONS																
74 MOBILISATION AVANCE																
MOYENS DE																
TRISORERIE		58		58	-174	-63	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174

**CR 01415C GRAND COEUR CONSOLIDE**

Réglé HT en K€ - Arrêté au 31/12/2011

Concession : VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention : 28/07/2003

Date de fin convention : 01/01/2017

		Bilan		2011		2012					2013					2014	2015	2016	2017	Bilan
Intitulé		Approuv	Année	Cumul	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	Oct-Dec	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau	
<b>CHARGES</b>		<b>119 659</b>	<b>8 648</b>	<b>85 208</b>	<b>3 591</b>	<b>3 046</b>	<b>2 037</b>	<b>3 082</b>	<b>11 755</b>	<b>3 237</b>	<b>2 842</b>	<b>2 348</b>	<b>2 694</b>	<b>11 121</b>	<b>4 951</b>	<b>4 204</b>	<b>2 265</b>	<b>277</b>	<b>119 782</b>	
10	ETUDES	1 715	143	1 174	24	71	34	96	225	26	26	24	24	101	100	80	35		1 715	
12	ACQUISITIONS	79 108	4 419	59 489	2 963	2 003	1 199	1 748	7 913	2 457	2 068	1 490	1 490	7 505	2 488	1 722	266		79 382	
13	Travaux d'aménagement	70	27	27															27	
14	TRAVAUX BÂTIMENT	14 629	2 342	9 778	134	514	363	242	1 253	299	299	391	391	1 379	785	630	705		14 530	
15	HONORAIRES sur TRAVAUX	1 282	90	862	24	61	85	32	202	30	30	24	24	107	60	60	60		1 352	
17	RÉMUNÉRATION	16 181	1 190	9 865	331	362	319	456	1 468	327	320	394	396	1 437	1 026	1 077	884	277	16 033	
18	FRAIS DIVERS	2 139	167	1 546	105	25	26	84	240	89	89	14	14	206	105	79	63		2 239	
19	TVA NON RECUPERABLE																			
21	FRAIS FINANCIERS SUR CT	1 471	1	1 327				94	94				26	26	26				1 473	
22	FRAIS FINANCIERS SUR MT/LT	3 063	269	1 140	10	10	10	329	360	10	10	10	329	360	360	557	253		3 031	
27	FRAIS COMMERCIALISATION																			
<b>PRODUITS</b>		<b>119 659</b>	<b>5 737</b>	<b>62 515</b>	<b>463</b>	<b>1 600</b>	<b>2 748</b>	<b>6 306</b>	<b>11 116</b>	<b>5 012</b>	<b>2 209</b>	<b>4 392</b>	<b>4 468</b>	<b>16 082</b>	<b>8 391</b>	<b>10 928</b>	<b>10 690</b>	<b>60</b>	<b>119 782</b>	
30	LOYERS	6 032	413	4 114	118	118	182	182	602	104	104	107	107	421	425	395	261		6 217	
31	RÉCUPÉRATIONS CHARGES LOCATIVES	418	55	148	14	14	14	14	55	28	28			55	55	55	50		418	
50	VENTES DE TERRAINS ET DROITS	17 204		6 786				267	267	1 339	58	2 676	2 676	6 750	726	1 279	1 674		17 482	
51	VENTES AU CONCÉDANT	235			118	118			235										235	
52	VENTES DE BATIMENTS	63 214	3 408	26 396	79	1 019	689	5 734	7 521	2 882	1 444	898	1 398	6 622	5 909	8 149	7 739		62 336	
53	AUTRES PARTICIPATIONS	4 022	89	2 526		86			86	423	423	196	196	1 238	113				3 963	
55	PARTICIPATIONS DU CONCEDANT	26 452	1 626	21 226	135	135	1 482		1 751	98	98	473	49	717	993	900	805	60	26 452	
56	PRODUITS FINANCIERS	112	8	67			120		120										187	
57	REMBOURSEMENTS DIVERS	209	51	156		52			52										209	
58	PRODUITS DIVERS	1 763	87	1 095		58	262	109	428	139	55	42	42	278	170	150	161		2 283	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-2 911</b>	<b>-22 693</b>	<b>-3 128</b>	<b>-1 446</b>	<b>711</b>	<b>3 224</b>	<b>-639</b>	<b>1 775</b>	<b>-633</b>	<b>2 045</b>	<b>1 774</b>	<b>4 961</b>	<b>3 440</b>	<b>6 724</b>	<b>8 425</b>	<b>-217</b>		
<b>AMORTISSEMENTS</b>		<b>50 322</b>	<b>2 024</b>	<b>12 494</b>				<b>1 959</b>	<b>1 959</b>	<b>-29</b>	<b>-29</b>	<b>-29</b>	<b>7 956</b>	<b>7 869</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>18 000</b>		<b>44 322</b>	
60	AMORTISSEMENT EMPRUNT	22 000											6 000	6 000			10 000		16 000	
62	REMBOURSEMENT AVANCE	22 000	2 000	6 000				2 000	2 000				2 000	2 000	2 000	2 000	8 000		22 000	
64	REMBOURSEMENT AVANCE D'AUTRE	4 000		4 000															4 000	
65	VERSEMENT AVANCE A OPERATION			26				-26	-26											
67	DEBITEURS CREDITEURS DIVERS		8	83				-15	-15	-13	-13	-13	-28	-68						
69	VERSEMENT AVANCE à AUTRE	1 800		1 800															1 800	
90	FLUX DE TVA																			
91	Débiteurs créditeurs																			
92	Débiteurs divers	522	16	586						-16	-16	-16	-16	-63					522	
<b>MOBILISATIONS</b>		<b>50 322</b>	<b>5 016</b>	<b>34 367</b>	<b>2 000</b>				<b>2 000</b>	<b>-11</b>	<b>-11</b>	<b>-11</b>	<b>1 989</b>	<b>1 956</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>		<b>44 322</b>	
67	CREDITEURS DIVERS																			
70	MOBILISATION EMPRUNT	22 000	3 000	16 000															16 000	
72	MOBILISATION AVANCE COLLECTIVITÉ	22 000	2 000	12 000	2 000				2 000				2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		22 000	
74	MOBILISATION AVANCE D'AUTRE	5 800		5 800															5 800	
77	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS																			
78	Remboursement avances versées																			
91	Débiteurs créditeurs	522	16	567						-11	-11	-11	-11	-44					522	
<b>MOYENS DE FINANCEMENT</b>			<b>2 991</b>	<b>21 872</b>	<b>2 000</b>			<b>-1 959</b>	<b>41</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>-5 967</b>	<b>-5 913</b>			<b>-16 000</b>			
<b>TRESORERIE</b>			<b>-1 223</b>		<b>-2 619</b>	<b>-4 116</b>	<b>-3 405</b>	<b>-1 418</b>	<b>-1 418</b>	<b>374</b>	<b>-392</b>	<b>1 671</b>	<b>-2 371</b>	<b>-2 371</b>	<b>1 069</b>	<b>7 792</b>	<b>217</b>			

# **OPERATION : 01415 MONTPELLIER GRAND COEUR**

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n°95 127

CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 25 juillet 2003  
reçue en Préfecture le 28 juillet 2003 et notifiée à la société le 1er août 2003

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION DU BIEN	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX T.T.C. en Euros	CONDITIONS
7-févr.-11	2 appartements lots 4 et 5	76,20 m²	10 rue du Général Vincent IZ 094	CRAPS	SERM	96 800 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 12-mai-10
7-févr.-11	1 appartement lot 3	58,01 m²	13 rue du Général Vincent IZ 110	HAIECH	SERM	60 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 30-juil-10 commission d'agence 5 000€
18-févr.-11	1 immeuble entier	220 m²	21 rue de Lorraine HL 217	CALAZEL	SERM	246 400 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 04-févr.-11
28-févr.-11	1 immeuble entier	1921 m²	2 rue Montpelliérêt HN 232	Ville de MONTPELLIER	SERM	674 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 02-août-10
7-mars-11	1 appartement vide lot 1	26,64m²	18 rue du Berger HP 221	Ville de MONTPELLIER	SERM	33 300 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 09-nov-10

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION DU BIEN	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX T.T.C. en Euros	CONDITIONS
6-avr.-11	1 appartement vide	18 m²	7 rue Guillaume Pellicier IZ 089	AMIRI GHOBADI	SERM	23 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 10-nov-10
17 mai 011	2 appartements 1 garage occupés	55,45m² 15m²	11 rue du Nord IZ 410	BRIGLIA	SERM	80 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 13 avril 011
7-juin-11	1 immeuble entier occupé	492 m²	47 avenue G. Clemenceau ET 72 et ET 73	CROUZET	SERM	781 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 21-déc-11
30-juin-11	immeuble entier occupé		18 rue Pagès IZ 067	SCI PAGES	SERM	230 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 11-mai-10 commission d'agence 10450€ TTC
11-juil.-11	2 appartements occupés	42,43m²	10 rue du Général Vincent IZ 094	GALLAIRAND	SERM	48 099 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 04-janv-11
11-juil.-11	1 appartement 2 greniers occupé	45 m²	12 rue du Général Vincent IZ 093	ESPEILLAC	SERM	61 100 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 10-févr-11 commission d'agence 6000€ TTC

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION DU BIEN	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.T.C. en Euros	CONDITIONS
29-juil.-11	2 appartements (lots 4 et 5) dont 1 occupé	40,43 m²	16 Faubourg Figuerolles IZ115	GHAZAL	SERM	65 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 29-mars-11
20-sept.-11	immeuble entier pour partie occupé	929m²	4 rue Rigaud HW 448	Consorts DEBRUS	SERM	700 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 02-mai-11
7-oct.-11	1 appartement avec bureaux et local occupé	52,20 m²	13 rue Guillaume Pellicier IZ 092	ESPEILLAC Jeanine	SERM	68 200 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 10-mars-11
13-oct.-11	1 appartement et 1 pièce lots 10 et 11	49 m²	7 rue Guillaume Pellicier IZ 089	VINAY Sylvie	SERM	60 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 06-juin-11
14-oct.-11	1 appartement vide lot 12	39,25m	7 rue Guillaume Pellicier IZ 089	THURET Pierre Emmanuel	SERM	73 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 26-août-11
27-oct.-11	1 appartement 1 atelier vide (lots 4 et 5)	76 m² 85 m²	31 rue du Père Fabre IZ 261	Consorts MOULIN	SERM	175 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 30-mars-11

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION DU BIEN	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUEREUR	PRIX T.T.C. en Euros	CONDITIONS
4-nov.-11	1 appartement vide (lot 2)		3 rue Guillaume Pellicier IZ 087	M. IRKHA	SERM	33 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 27-sept-11
9-nov.-11	1 commerce vide (lot 22)	119,22m²	13 boulevard Ledru Rollin HS 233	Mme PIOTELAT	SERM	300 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 07-oct-11
28-déc.-11	1 appartement vide (lot 4)	32 m²	12 rue du Général Vincent IZ 093	Melle BENALY	SERM	38 400 €	commission d'agence 15.000€ TTC Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux du 06-oct-11
28-déc.-11	1 appartement occupé (lot 6)	22,40m²	6 rue Daru IZ 130	Melle BENALY	SERM	47 000 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux 06-oct-11
28-déc.-11	2 appartements occupés (lots 2-4-8)	85 m²	13 rue Guillaume Pellicier IZ 092	Melle BENALY	SERM	104 600 €	Paiement sur présentation du certificat notarié avis des services fiscaux 06-oct-11

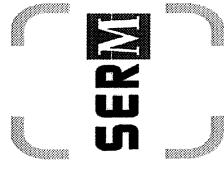
# OPERATION GRAND CŒUR - RELOGEMENTS 2011

Annexe

LOGEMENT INITIAL			LOGEMENT D'ACCUEIL			
Adresse	Composition familiale	Type	adresse	Type	Observations	
1 rue St Vincent de Paul	1	T1	Maroc		Départ spontané	22-janv
5 rue Daru	1	T1	795 avenue Monsieur TESTE	T5	ERILIA	02-févr
6 rue Fbg Figuerolles	1	T3	67 rue des îles Tonga, Res Wallabies	T2	ACM	22-févr
1 rue St Vincent de Paul	1	T1	11 rue de la Merci	T1	ADOMA	01-mars
13 rue Général Vincent	2 + 3	T3	795 avenue Monsieur TESTE	T2	ERILIA	31-mars
7 rue Guillaume Pellicier	2 + 2	T1	251 av Georges Brassens	T3	FDI	20-avr
9 rue en Gondeau	1	T1	Algérie		Départ spontané	26-avr
12 rue Général Vincent	1 + 1	T2	8 rue Bernard de Trévières	T3	NLM	16-mai
6 rue Joachim Colbert	1	T1	11 rue des Ecoles Laiques	T2	ICF	16-mai
7 rue Guillaume Pellicier	2	T2	8 rue Bernard de Trévières	T2	NLM	30-mai
7 rue Madières	1	T1	12 rue d'Alger	T2	ACM	01-juin
6 rue Fbg Figuerolles	1 + 1	T1	Res les lavandières	T2	ACM	17-juin
9 rue en Gondeau	1	T1	Algérie		Départ spontané	22-juin
31 Cours Gambetta	1	T1	Maison de retraite		CCAS	27-juil
4 rue Rigaud	1 + 1	T2	13 avenue de Nîmes	T3	ICF	25-oct
10 rue Général Vincent	1	T1	13 avenue de Nîmes	T2	ICF	25-oct
7 rue Madières	1	T1	12 rue d'Alger	T1	ACM	27-oct
7 rue Guillaume Pellicier	1	T1	12 rue d'Alger	T2	ACM	31-oct
37 boulevard de Strasbourg	1	T2	320 rue Fra Angelico	T2	ACM	13-déc

**CESSIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011**

**MONTPELLIER GRAND COEUR**



SERM Montpellier

# RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE ANNEE 2011

---

*Article L 1524-3 du code général des collectivités territoriales*

## OPERATION D'AMENAGEMENT: Montpellier Grand Cœur

### 1 - Rappel du contexte administratif de l'opération :

- Une convention publique d'aménagement a été signée le 25 juillet 03 entre la ville de Montpellier et la SERM approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 03, modifiée par avenants successifs.
- L'article 8 de ladite convention prévoit l'exercice des prérogatives de puissance publique par la SERM pour ce qui concerne les acquisitions ou les prises à bail par la voie amiable ou l'expropriation des terrains et immeubles bâtis nécessaires à l'opération.
- Délibération du Conseil Municipal en date du 09/05/2005 approuvant la délimitation du périmètre de restauration immobilière « Figuerolles-Parc Clémenceau » et arrêtant le dossier de Déclaration d'Utilité Publique joint à la demande de saisine du Préfet pour la prise de l'arrêté d'ouverture d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique des travaux de restauration immobilière de la 1<sup>er</sup> Phase .
- Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n° 2005-I-1237 du 30 mai 2005 Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le premier programme de travaux de restauration immobilière pour 54 immeubles compris dans le PRI « Figuerolles – Parc Clémenceau ». Ledit arrêté a été prorogé par arrêté préfectoral en date du 20 avril 2010 sous le N° 2010-I-1370.
- Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n° 2006-I-571 du 2 mars 2006 Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le deuxième programme de travaux de restauration immobilière pour 98 immeubles compris dans le PRI « Figuerolles – Parc Clémenceau ». Ledit arrêté a été prorogé par arrêté préfectoral en date du 15 février 2011 sous le N° 2011-01-423.
- Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n° 2007-I-1272 du 3 juillet 2007 Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le troisième programme de travaux de restauration immobilière pour 56 immeubles compris dans le PRI « Figuerolles – Parc Clémenceau »
- Délibération du Conseil Municipal en date du 31/01/2006 approuvant la délimitation du périmètre de restauration immobilière « Nord Ecusson » et arrêtant le dossier de Déclaration d'Utilité Publique joint à la demande de saisine du Préfet pour la prise de l'arrêté d'ouverture d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique des travaux de restauration immobilière de la 1<sup>er</sup> Phase .
- Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n° 2006-I-572 du 2 mars 2006 Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a déclaré d'utilité publique le premier programme de travaux de restauration immobilière pour 66 immeubles compris dans le PRI « Nord Ecusson ». Ledit arrêté a été prorogé par arrêté préfectoral en date du 15 février 2011 sous le N° 2011-01-422.

## 2 - Avancement de l'opération :

En 2011, la SERM a acquis :

- Sur la 1<sup>er</sup> déclaration d'utilité publique du PRI « Figuerolles- Parc Clémenceau » 4 unités foncières sur 218 unités répertoriées sur les 54 immeubles
- Sur la 2<sup>ème</sup> déclaration d'utilité publique du PRI « Figuerolles- Parc Clémenceau » 11 unités foncières sur 285 unités foncières sur les 98 immeubles
- Sur la 3<sup>ème</sup> déclaration d'utilité publique du PRI « Figuerolles- Parc Clémenceau » aucune unité foncière sur 219 unités foncières sur les 56 immeubles
- Sur la 1<sup>er</sup> déclaration d'utilité publique du PRI « Nord Ecusson » aucune unité foncière sur les 269 unités foncières sur les 66 immeubles

OPERATION : Montpellier "Grand Coeur"

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE

Bilan en application de l'art L 1524-3 CGCT

ANNEE 2011

DUP du 30 mars 2005 : 1er phase travaux du PRI "Figueroles- Parc Clémenceau"

ACQUISITIONS AMIABLES SOUS D.U.P.

Nature du bien	Références cadastrales	Surface cadastrale (m²)	Surface utile du bien acquis (m²)	Prix TIC* en €	Date signature acte notarié
Appartement	IZ n° 110		63	60 000,00	7 février 2011
Appartement	IZ n° 115		40	65 000,00	29 juillet 2011
Appartements	IZ n° 92		74	68 800,00	7 octobre 2011
Appartements	IZ n° 130		22,4	47 000,00	28 décembre 2011

OPERATION : Montpellier "Grand Coeur"

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE

Bilan en application de l'art L 1524-3 CGCT

ANNEE 2011

DUP du 30 mars 2005 : 1er phase travaux du PRI "Figuerolles- Parc Clémenceau"

ACQUISITIONS AMIABLES SOUS D.U.P.

Nature du bien	Références cadastrales	Surface cadastrale (m²)	Surface utile du bien acquis (m²)	Prix TIC* en €	Date signature acte notarié
Appartement	IZ n° 110		63	60 000,00	7 février 2011
Appartement	IZ n° 115		40	65 000,00	29 juillet 2011
Appartements	IZ n° 92		74	68 800,00	7 octobre 2011
Appartements	IZ n° 130		22,4	47 000,00	28 décembre 2011

OPERATION : Montpellier "Grand Coeur"  
RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE  
Bilan en application de l'art L 1524-3 CGCT

ANNEE 2011                      DUP du 07 juillet 2007 : 3ème phase travaux du PRI "Figueroles- Parc Clémenceau"  
ACQUISITIONS AMIABLES SOUS D.U.P.

Nature du bien	Références cadastrales	Surface cadastrale (m²)	Surface utile du bien acquis (m²)	Prix TIC* en €	Date signature acte notarié

OPERATION : Montpellier "Grand Coeur"  
 RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE  
 Bilan en application de l'art L 1524-3 CGCT

ANNEE 2011                      DUP du 02 mars 2006 : 1er phase travaux du PRI "Nord Ecusson"

Nature du bien	Références cadastrales	Surface cadastrale (m²)	Surface utile du bien acquis (m²)	Prix TIC* en €	Date signature acte notarié

SOCIETE D'EQUIPEMENT DE  
LA REGION  
MONTPELLIERAINE

S.E.R.M.

**VILLE DE MONTPELLIER**



**GRAND COEUR**

Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Exercice 2011

## OPERATION CONSOLIDEE GRAND CŒUR

### I – PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1 Situation administrative.

La Ville a confié à la SERM une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 26 juin 2003, reçue en Préfecture le 18 juillet 2003, signée le 25 juillet 2003, reçue en Préfecture le 28 juillet 2003 et notifiée à la SERM le 1<sup>er</sup> août 2003.

Par avenant n°1 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 29 juillet 2004, reçue en Préfecture le 28 août 2004, signé le 23 septembre 2004, enregistré en Préfecture le 22 octobre 2004, le Conseil Municipal a :

- confié à la SERM l'étude et la réalisation de travaux de voirie nécessaire à l'hôtel du Corum et à la passerelle de la Citadelle,
- modifié le montant de sa participation financière.

Suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par avenant n°2 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2005, reçue en Préfecture le 09 août 2005, signé le 7 novembre 2005, enregistré en Préfecture le 8 novembre 2005, le Conseil Municipal a :

- modifié le montant de la participation financière,
- ainsi que les conditions de rémunération de la SERM pour sa mission d'acquisition.

Par avenant n°3 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 10 mai 2006, reçue en Préfecture le 24 mai 2006, signé le 7 juin 2006, enregistrée en Préfecture le 28 juin 2006, le Conseil Municipal a décidé :

- d'intégrer la mise en œuvre du protocole transactionnel entre la ville, la CCI, la CAM, la SERM et la SCI Odysseum 2, celui-ci ayant pour objet d'engager une politique de concertation sur le développement du centre ville.

Par avenant n°4 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2006, reçue en Préfecture le 22 août 2006, signé le 30 août 2006, enregistré en Préfecture le 14 septembre 2006, le Conseil Municipal a décidé :

- d'intégrer les acquisitions définies par la nouvelle stratégie commerciale et pour le respect du protocole transactionnel « Centre Ville/Odysseum »,
- d'intégrer la négociation commerciale stratégique sur le boulevard Louis Blanc, non prévue initialement,
- d'intégrer la réactualisation du montant des travaux et honoraires techniques liés aux aménagements définitifs des abords du futur hôtel du Corum et la passerelle de la Citadelle.

Par avenant n°5 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2007, reçue en Préfecture le 31 juillet 2007, signé le 12 octobre 2007, enregistré en Préfecture le 5 novembre 2007, le Conseil Municipal a décidé :

Ainsi, l'évolution de l'opération prenant en compte :

- l'intégration de 100 logements supplémentaires à réaliser. Le programme passe donc de 1500 à 1600 logements.
- l'augmentation du prix du foncier qui n'avait été réévalué depuis le début de l'opération.
- l'intégration d'une acquisition stratégique constituant une réserve foncière importante afin de respecter la redynamisation et l'ambition commerciale sur le quartier Sud Comédie.
- l'intégration d'une provision, compte tenu du différentiel d'actualisation des travaux de la passerelle et des travaux supplémentaires dus à la nouvelle implantation de l'hôtel du Corum,
- de modifier en conséquence la participation publique à l'équilibre de l'opération.

Par avenant n°6 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 24 juillet 2008, reçue en Préfecture le 05 août 2008, enregistré en Préfecture le 18 août 2008, le Conseil Municipal a décidé :

- de proroger l'OPAH RU Gambetta/Clemenceau/Nord Ecusson
- de revoir le coût moyen d'acquisition au m<sup>2</sup> des locaux commerciaux sur différents locaux en fonction des différentes études dans le cadre du protocole Centre ville/Odyseum la stratégie commerciale.
- d'intégrer un montant des travaux supplémentaires pour la réalisation de locaux à vocation artisanale en contrebas de l'hôtel de Sully, suite aux conclusions de l'étude technique de maîtrise d'œuvre.
- de réajuster le prix de revient des ouvrages de la Passerelle et des VRD des abords de l'hôtel du Corum destinés à être remis à la collectivité.

Par avenant n° 7 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 27 juillet 2009, reçue en Préfecture le 5 août 2009, signé le 3 septembre 2009, enregistré en Préfecture le 16 novembre 2009, le Conseil Municipal a décidé le réajustement du bilan prévisionnel de la manière suivante :

- En modifiant, pour l'adapter aux réalités opérationnelles, la répartition du programme de production de logements, entre constructions neuves sur « friches urbaines » et réhabilitation de bâti ancien (diminution du volume des acquisitions à programme global constant),
- En anticipant sur une prolongation de 6 mois de l'actuelle OPAH-RU Gambetta / Clemenceau / Figuerolles / Nord Ecusson (frais d'animation et de conduite d'opération), en cohérence avec la nouvelle OPAH RU envisagée de 2010 à 2012,
- En réévaluant le coût de la passerelle du Corum en fonction des résultats de l'appel d'offre de travaux.

Par avenant n° 8 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2010, reçue en Préfecture le 29 juillet 2010, signé le 23 août 2010, enregistré en Préfecture le 3 septembre 2010, le Conseil Municipal a décidé le réajustement du bilan prévisionnel de la manière suivante :

- le recalage général dans le temps des acquisitions et des cessions liées à la réalité opérationnelle ;
- le recalage des prix de cessions des commerces à la baisse afin d'être cohérent avec le prix du marché ;
- l'intégration de la mise en œuvre de la nouvelle OPAH RU Gambetta, Figuerolles, Ecusson Nord au niveau de l'ingénierie ;
- L'intégration de travaux supplémentaires liés aux abords de la passerelle.

Par avenant n°9 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, reçu en Préfecture le 1<sup>er</sup> août 2011, signé le 29 août 2011, enregistré en Préfecture le 1 septembre 2011, le Conseil Municipal a décidé

- de modifier le périmètre de la Concession Grand cœur afin de pouvoir requalifier l'entrée de ville avenue François Delmas,
- de diminuer la participation concernant l'opération de la passerelle et de ses abords en fonction du bilan de l'opération.

Par avenant n°10 approuvé par Délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, reçu en Préfecture le 30 mars 2012, signé le 14 mai 2012, enregistré en Préfecture le 5 juin 2012, le Conseil Municipal a décidé :

- la prorogation de l'opération jusqu'au 30 juin 2017, afin de finir le programme de la concession d'aménagement, en tenant compte de la complexité du cadencement des acquisitions et des cessions des volets logements et commerces.
- La modification de la participation publique à l'équilibre de l'opération liée aux coûts du portage supplémentaire et d'ingénierie induits par la prolongation nécessaire du contrat.

Le bilan financier a pris comme référence le bilan approuvé au Conseil Municipal du 26 mars 2012.

## 1.2 Programme

L'opération Montpellier Grand Cœur se décline en 3 volets :

- le logement : réactiver et diversifier le marché du logement par la rénovation (construction de logements neufs) et par la réhabilitation de logements anciens,
- le commerce et l'activité économique : dynamiser le secteur économique et constituer une offre immobilière adaptée aux besoins du commerce, des services et de l'artisanat,
- les équipements publics : améliorer la vie quotidienne par la création d'équipements, le renforcement de l'offre de services municipaux, l'aménagement des espaces publics et la mise en valeur du patrimoine.

Le programme de la concession établi sur une période de 10 ans prévoit :

- la production de 1 600 logements dont 500 logements sociaux, représentant 1/3 de logements dits sociaux (c'est-à-dire par financement aidé), 1/3 d'accession privée par des investisseurs, 1/3 de logements privés réhabilités par des propriétaires traditionnels dans le cadre des OPAH RU.
- des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location, revente) et la création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeubles.

- la création de 150 places environ de stationnement résidentiel auxquelles s'ajoutent les places associées aux logements neufs,
- l'animation et le suivi des OPAH de Renouvellement Urbain et des OPAH,
- la réalisation d'équipements publics,
- le curetage d'îlots.

Le total des dépenses comporte les différentes acquisitions, les frais de relogements, les frais d'études opérationnelles, les travaux d'aménagement et immobiliers, les frais de commercialisation et de conduite d'opération.

### 1.3 Intervenants

Outre l'ensemble des intervenants intégré dans la Mission centre ville, composé de :

- 12 personnes représentant l'équipe de la SERM, titulaire de la convention,
- les services municipaux chargés du suivi et de l'animation de l'opération Grand Cœur,

divers prestataires en assistance et conseils techniques et juridiques interviennent.

Pour l'année 2011,

- les cabinets de géomètres : BOTTRAUD-BARBAROUX et ENJALBERT ont été missionnés sur les relevés d'état des lieux du bâti.

- les cabinets d'architectes : Sébastien DELABARRE, Jean Denis SCHAUER, Vincent CHAPAL, Jean LAFORGUE, Stéphane BARRIQUAND, Renaud GAVACH, Gaël LHENRY ont été missionnés sur le montage et dépôt des autorisations administratives de travaux.

## II – AVANCEMENT PHYSIQUE DE L'OPERATION EN 2011

Pour mener à bien cette opération, des outils d'aménagement sont mis en place, de manière progressive :

### 2.1 La conduite des OPAH renouvellement urbain et de copropriétés dégradées

#### 2.1.1 OPAH RU et de copropriétés dégradées Gambetta Figuerolles / Nord Ecusson

Suite à la réforme de la réglementation de l'Anah, un avenant à la convention signée le 31 août 2010 a été négocié et acté par les partenaires le 15 juillet 2011.

Cet avenant modifie quelque peu les objectifs quantitatifs qui sont fixés à la réhabilitation de :

- 79 logements locatifs privés en loyer maîtrisé
- 62 logements de propriétaires occupants modestes
- 20 logements de propriétaires occupants faisant l'objet de travaux d'économie d'énergie ouvrant droit à une Aide de Solidarité Ecologique
- 25 parties communes d'immeubles assimilés à des copropriétés dégradées
- 18 parties communes d'immeubles assimilées en sortie d'insalubrité
- 55 parties communes d'immeubles ne relevant ni de la copropriété dégradée ni de l'insalubrité

Soit un objectif de 141 logements améliorés et 98 parties communes de copropriétés fragilisées.

A ce jour :

37 immeubles sont concernés par des travaux  
 14 parties communes d'immeubles dont 4 en copropriétés dégradées  
 11 logements de propriétaires occupants  
 10 logements de propriétaires bailleurs dont 8 en loyer conventionné social et 2 en loyer intermédiaire

Impact économique TTC : 1,8M€  
 Subventions publiques engagées : 790 000€

### 2.1.2 OPAH RU et de copropriétés dégradées Saint Guilhem- Laissac – Sud Comédie

La SERM a réalisé une étude pré opérationnelle d'OPAH RU sur 5 secteurs :

- Saint Roch
- Sainte Anne
- Laissac
- Saint Sauveur
- Sud Comédie – Méditerranée

en s'attachant à diagnostiquer les problématiques liées à l'habitat indigne, la copropriété et la précarité énergétique principalement.

Un diagnostic sur certains ilots particulièrement dégradés a été présenté.

Il a été conclu qu'une nouvelle OPAH RU avec un volet copropriétés dégradées serait mise en œuvre entre l'Anah, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier pour une durée de 5 ans.

Elle sera opérationnelle au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012.

## 2.2 Procédure :

### Périmètre de Restauration Immobilière et Déclaration d'Utilité Publique de travaux

La 1<sup>ère</sup> DUP de travaux sur le quartier Figuerolles - Clemenceau portant sur 54 immeubles est mise en application depuis le 30 mai 2005 par Arrêté préfectoral n° 2005-I-1237 prorogé le 20 avril 2010 jusqu'au 29 mai 2015 par Arrêté préfectoral n° 2010-I-1370.

- 54 immeubles ont été informés des obligations de travaux,
- 29 immeubles ont obtenu l'Autorisation d'Urbanisme (DP/Déclaration Préalable et ex AST/ Autorisation Spéciale de Travaux) à fin 2011,
- *année 2010 :*
  - 8 immeubles ont débuté les travaux (28 logements).
  - 6 immeubles ont terminé les travaux (21 logements).
- *année 2011 :*
  - aucun immeuble n'a débuté des travaux,
  - 3 immeubles ont terminé les travaux (14 logements).
- *année 2012 :*
  - 3 immeubles devraient débiter les travaux (18 logements).

La 2<sup>ème</sup> DUP de travaux sur le quartier Figuerolles - Clemenceau portant sur 99 immeubles est mise en application depuis le 2 mars 2006 par Arrêté Préfectoral 2006-I-571 prorogé le 15 février 2011 jusqu'au 1er mars 2016 par Arrêté préfectoral n°2011-01-423.

- 98 immeubles ont été informés des obligations de travaux,
- 26 immeubles ont obtenu l'Autorisation d'Urbanisme (DP/Déclaration Préalable et ex AST/Autorisation Spéciale de Travaux) à la fin 2011,
- *année 2010 :*
  - 6 immeubles ont débuté les travaux (15 logements).
  - 6 immeubles ont terminé les travaux (14 logements).
- *année 2011 :*
  - 2 immeubles ont débuté les travaux (9 logements).
  - 2 immeubles ont terminé les travaux (9 logements).
- *année 2012 :*
  - 2 immeubles devraient débiter les travaux (7 logements).

Pour ces deux programmes de DUP, la procédure de mise en enquête parcellaire, portant sur 68 immeubles s'est traduite par deux enquêtes publiques aux cours des mois d'avril et mai 2009. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable aux deux enquêtes.

La 3<sup>ème</sup> DUP de travaux sur le quartier Figuerolles - Clemenceau portant sur 56 immeubles est mise en application depuis le 3 juillet 2007 par Arrêté préfectoral n° 2007-I-1272. Les notifications aux (co)propriétaires (244) et syndics (21) ont été faites au cours du 1er trimestre 2008.

- 56 immeubles ont été informés des obligations de travaux,
- 9 immeubles ont obtenu l'Autorisation d'Urbanisme (DP/Déclaration Préalable et ex AST/Autorisation Spéciale de Travaux) à la fin 2011,
- *année 2010 :*
  - 5 immeubles ont débuté les travaux (19 logements).
  - 3 immeubles ont terminé les travaux (16 logements).
- *année 2011 :*
  - 5 immeubles ont débuté les travaux (22 logements).
  - 3 immeubles ont terminé les travaux (13 logements).
- *année 2012 :*
  - 3 immeubles devraient débiter les travaux au cours de l'année 2012 (17 logements).

La 1<sup>ère</sup> DUP de travaux sur le quartier Ecusson Nord portant sur 66 immeubles est mise en application depuis le 2 mars 2006 par Arrêté préfectoral n°2006-I-572, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2016 par Arrêté préfectoral n°2011-01-422.

- 66 immeubles ont été informés des obligations de travaux,
- 11immeubles ont obtenu l'Autorisation d'Urbanisme (DP/Déclaration Préalable et ex AST/Autorisation Spéciale de Travaux) à la fin 2010,
- 1 immeuble a débuté les travaux (4 logements).
- 3 immeubles ont terminés les travaux (11 logements).
- *année 2011 :*
  - 3 immeubles a débuté les travaux (18 logements).
  - aucun immeuble n'a terminé les travaux.
- *année 2012 :*
  - 2 immeubles devraient débiter les travaux (7 logements).

Une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux de réhabilitation sera mise en œuvre en 2012 sur le secteur « Sud Comédie-Gare ».

## 2.3 - Programmation

### Réhabilitation d'immeubles entiers :

#### A – Logements privés

Dans l'Ecusson ou dans les faubourgs en réhabilitation lourde : 15 immeubles soit un potentiel d'environ 56 logements à réhabiliter, parkings et locaux d'activités (travaux fin 2012/2013) seront mis en commercialisation auprès de propriétaires privés s'engageant à réaliser les travaux de remise aux normes.

Deux biens mis à étude feront l'objet d'un programme avec projet de surélévation. Ils sont situés sur Faubourg du Courreau et devraient représenter 12 logements.

#### B – Logements sociaux publics

L'avenant ANRU n°8 en cours de signature valide l'intégration de 3 nouvelles opérations au titre de la programmation auprès des bailleurs sociaux publics :

- un deuxième lot pour les bailleurs sociaux représentant 20 logements en acquisition amélioration sur 7 adresses auprès de l'Office Public d'HLM de la Communauté d'Agglomération.
- Ce dossier est assorti d'une cession de terrain situé rue Lafeuillade, permettant ainsi la réalisation d'une soixantaine de logements avec un programme mixte - logements PLUS/PLAI et PSLA.
- un troisième lot représentant 13 logements en acquisition amélioration sur le site de l'ancienne Ecole St Joseph située au 5/7 rue du Chapeau Rouge auprès d'ICF Sud Est Méditerranée

L'opération de l'îlot Vernière proposée à ICF Sud Est Méditerranée, depuis 2010, pour un programme de construction neuve de 11 logements et commerces ; bloquée par un recours sur le permis de construire, est abandonnée. Cette décision a été motivée par la perte des subventions majorées par l'ANRU, les délais de mise en route du chantier ayant été dépassés.

Enfin, une nouvelle opération est proposée dans le cadre du programme ANRU en construction neuve, située au 31 cours Gambetta au bailleur SFHE. Cette opération, comprenant 14 logements en PLUS/PLAI, stationnements et commerce, est cependant conditionnée à son intégration dans le futur avenant de clôture de la convention PRU Centre. Ce dernier doit être validé et signé d'ici la fin d'année 2012.

#### C – Divers

Dans le cadre des dispositions contractuelles ANRU, la FONCIERE LOGEMENT lance son appel d'offres promoteur/maître d'œuvre sur une partie du terrain situé rue de Lafeuillade pour la réalisation d'une opération d'une dizaine de logements en construction neuve.

### Opération d'aménagement de l'ancien lycée Mendès-France à l'avenue Clemenceau:

L'année 2012 sera consacrée à la définition du programme et de l'outil d'aménagement souhaités.

Il est aujourd'hui proposé qu'un permis d'aménager comprenant un règlement de lotissement soit déposé d'ici la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2012 sur la base d'un programme créant 5 îlots

Ce programme se décompose comme suit :

- Ilot 1 : 2.892 m<sup>2</sup> de Surfaces Plancher
- Ilot 2 : 4.673 m<sup>2</sup> de Surfaces Plancher
- Ilot 3 : 1.765 m<sup>2</sup> de Surfaces Plancher
- Ilot 4 : 3.066 m<sup>2</sup> de Surfaces Plancher
- Ilot 5 : 2.361 m<sup>2</sup> de Surfaces Plancher
- Le front bâti de l'avenue Clémenceau de la tranche conditionnelle du projet (conditionné par l'acquisition d'une dernière parcelle et la relocalisation de deux activités commerciales importantes : Speedy et Market chinois), quant à lui, apporterait un potentiel de 4.709 m<sup>2</sup> de Surfaces Plancher.

Soit un total global de 19.466 m<sup>2</sup> pour environ 230 logements, dont 51 logements individuels.

Cependant, cette proposition demande une modification du PLU.

#### Démolitions :

En janvier 2010 la consultation de la maîtrise d'œuvre pour assurer la démolition de l'ancien lycée a été lancée.

Par ordre de service en date du 14 avril 2010 le BET GEPRAL a été désigné pour conduire cette opération.

Suite à consultation en avril 2010, DEKRA CONSEIL HSE a été retenu comme coordinateur sécurité santé des travaux de démolition. Son marché a été notifié le 21 juin 2010.

Les permis de démolir pour chacun des 2 îlots ont été déposés le 17 mai 2010 et obtenus le 20 juillet 2010. Aucun recours n'a été déposé sur ces 2 autorisations d'urbanisme après affichage réglementaire.

La consultation des entreprises de démolition a été lancée à la fin août 2010. Par ordre de service en date du 2 novembre 2010 l'entreprise TPM a été retenue pour effectuer ces travaux.

Les travaux sur l'îlot n°1 entre l'avenue Clémenceau et la rue des Orchidées se sont terminés à la fin de l'année 2011 avec une réception partielle le 9 décembre 2011 et une définitive le 14 février 2012.

## **2.4 Cessions**

Pour l'année 2011 les cessions se sont réparties de la manière suivante :

### **A – Programmes Accession en réhabilitation**

3 biens ont été vendus à des propriétaires occupants avec condition de réalisation de travaux (15 rue de la Palissade, 1 rue de la Palissade et 19 rue du Père Fabre)

### **B – Programmes privés mixtes (libre et social privé)**

- réhabilitation :

8 rue St Ursule – 3 rue Lallemand – 12 rue Pralon – 37 Bd de Strasbourg – 1 rue Collège Duvergier – 7 rue Général Vincent – 11 rue Général Vincent – 6 rue Faubourg Figuerolles – 5 rue Haguenot : Cessions à des particuliers pour du logement locatif.

Programme : 24 logements dont 14 en loyer libre - 1 en loyer intermédiaire et 9 en loyer conventionné.

- commerce :

Un commerce situé 4 place Carnot a été cédé à son locataire en place, un tabac-presse.

### **C – Implantation Ecole Polytechnique Féminine**

La Ville de Montpellier, à travers la concession d'aménagement Grand cœur, ayant proposé le site de l'îlot 2 de l'ancien Lycée Mendès France pour l'implantation de l'Ecole Polytechnique Féminine, la cession du bien a été signée en date du 13 juillet 2011 pour une surface utile de 3.500 m². L'ouverture de l'école est programme pour une partie à la rentrée 2012.

### **2.5 Demande de subventions publiques**

Pour mémoire, la signature de la convention urbaine ANRU sur le quartier Centre est intervenue le 8 janvier 2007. Le calendrier de son avenant de clôture déterminant l'état d'avancement, l'état du solde des programmes ainsi qu'un calendrier d'achèvement d'opérations et donc de versement final est prévu pour la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2012.

Chacun des dossiers de demande de subventions ayant atteint 70% de versement du montant global, le solde ne sera versé qu'à la livraison des programmes y afférents.

Pour l'année 2011, seul le solde de la subvention de l'Agglomération relatif à l'étude liée à la stratégie commerciale a été réglé pour un montant de 3.375€.

Les subventions CDC liées à la convention ANRU, forfaitaires et annuelles font quant à elles, l'objet d'une demande et d'un paiement au 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année de 85.630€.

### **2.6 Etudes et « actions commerces et artisanat »**

#### **1 – Dynamisation du commerce et de l'artisanat**

Conformément aux objectifs sur la dynamisation du commerce et de l'artisanat liés aux enjeux et protocoles signés par la ville et la SERM, des actions significatives sur différents axes ont été mises en place pour agrandir l'armature commerciale du centre ville de Montpellier, Métropole régionale.

Concernant le projet de requalification du boulevard du Jeu de Paume, devant l'absence d'avancées tangibles et significatives dans le processus opérationnel de la requalification du Boulevard du Jeu de Paume, la SERM a rencontré à plusieurs reprises le partenaire investisseur Financière Saxe afin d'étudier les difficultés rencontrées et envisager les dispositions à prendre pour parvenir à l'objectif fixé.

Différents scénarii et montages ont été proposés par la SERM et ont permis de démontrer la viabilité économique et financière de l'opération.

Néanmoins, le projet ne présentait plus pour cet investisseur une rentabilité suffisante au regard des critères de ses investissements habituels. Conformément aux engagements convenus, il a été envisagé de convenir de la caducité du protocole devant l'incapacité de l'opérateur à réaliser les acquisitions minimales définies. Depuis, cette caducité a été prononcé et accepté par la Financière Saxe. Une alternative opérationnelle est maintenant envisagée.

D'autre part, les actions destinées à permettre l'amélioration de l'armature commerciale de la ville ont été poursuivies. Dans un premier temps, il s'agissait, dans le respect des dispositions régissant le statut des baux commerciaux, de préciser à la fois la stratégie de maîtrise immobilière et la méthode de commercialisation afin d'orienter la qualité et la diversité du commerce par le choix des locataires et de leurs activités.

Certaines de ses actions d'ordre général visent à la dynamisation du commerce par la commercialisation à des activités commerciales « choisies », d'autres sont destinées à la mise en valeur des immeubles commerciaux (travaux sur façade, requalification des devantures commerciales...)

D'autres actions plus ciblées sont envisagées comme la mise en œuvre du circuit des artisans d'art dans le nord Ecusson et la reconversion de la rue du général Vincent en « rue de l'artisanat ».

Sur l'ensemble des secteurs identifiés comme prioritaires (Gambetta/Figuerolles-Nord Ecusson-Sud Comédie/Méditerranée et bd du Jeu de Paume), la Serm a en patrimoine à fin 2011:

85 locaux commerciaux de pieds d'immeuble, représentant 8357 m<sup>2</sup>.

- Dont 34 (40 % en nombre) sont occupés pour 3893 m<sup>2</sup> (46,6 % en surface)
- Et 51 (60 % en nombre) sont vacants pour 4464 m<sup>2</sup> (53,4 % en surface)

Nombre	Statut/Destination	%
34	Locaux occupés	40,00%
51	Locaux vacants	60,00%
	dont	
	Origine de la vacance	
6	Projet Jeu de Paume	11,76%
7	Projet "circuit des Métiers d'art". En cours de travaux.	13,73%
9	Projet de "rue de l'artisanat" rue du Général Vincent.	17,65%
3	Locaux vendus (sous compromis) qui seront occupés par l'acquéreur ou avec l'agrément de la SERM pour l'occupation future.	5,88%
8	Locaux dans immeuble vendu entier avec étages (négociation en cours)	15,69%
2	Travaux en cours de réalisation	3,92%
4	Locaux dans immeuble avec travaux en cours d'étude et de programmation	7,84%
12	En cours de commercialisation (programmation 8 en 2012, 4 en 2013)	23,53%

Pour les locaux occupés, l'intervention de la SERM s'effectue:

- par la gestion du locataire (respect du bail, gestion locative, validation des cessions de droit au bail...), gestion de l'interface entre le commerçant et le rôle du propriétaire de l'immeuble et le plus souvent des seuls murs (dans le cas de copropriété) par l'incitation à refaire sa devanture commerciale en accompagnement du ravalement de l'immeuble.

- par re-commercialisation soit directement à un commerçant-exploitant, soit à un investisseur (ce qui implique de dégager une rentabilité locative avérée : niveau de loyer satisfaisant et absence d'impayés).

Les ventes des immeubles commerciaux sont effectuées avec la garantie de maintien de l'activité en cours et/ou avec la condition d'obtenir l'agrément de la SERM en cas de mutations ultérieures.

## 2 - Opération Du Guesclin

Cette importante opération de renouvellement urbain (12000m<sup>2</sup> de SHON dont 6500m<sup>2</sup> de logements et 5500m<sup>2</sup> de commerces) a été lancée. L'équipe PRAGMA/SOCRI a été désignée lauréate du concours.

Les études sont finalisées et le permis de a été obtenu le 19 mars 2012.

La pré-commercialisation a débuté. La livraison des logements et commerces est prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

### 2.7 Acquisitions

En 2011, ont été acquis :

- 41 logements pour un montant de 1.687.000 € toutes indemnités comprises.
- 2 commerces (murs) représentant une surface de 286 m<sup>2</sup> pour un montant de 251.000 € soit un prix moyen de 877 €/m<sup>2</sup>
- 2 acquisitions en stratégie commerciale pour un montant de 1.166.000 €
- 318 m<sup>2</sup> de friches urbaines pour un montant de 781.000 €
- 4 places de stationnements pour 92.400€

Soit au total depuis le démarrage de la Concession 563 logements soit 27.791m<sup>2</sup>, 78 commerces soit 7.883m<sup>2</sup>, 17 fonds de commerce, 38.507m<sup>2</sup> de terrain à bâtir et 28 places de stationnement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, ont été acquis :

- 42 logements
- 731 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux
- 1 Fonds de Commerce

D'autre part, depuis le début de l'année 2011 a été engagée, parallèlement aux négociations foncières amiables, une procédure en fixation judiciaire des indemnités d'expropriation sur la 2<sup>ème</sup> DUP du Quartier « Figuerolles-Parc Clemenceau » concernant 12 immeubles représentant 24 propriétaires.

Début 2012, toujours en parallèle des négociations amiables, une nouvelle procédure en fixation judiciaire des indemnités d'expropriation sur la 2<sup>ème</sup> DUP du Quartier « Figuerolles-Parc Clemenceau » concernant 9 immeubles représentant 24 propriétaires.

## 2.8 Relogements

### 1 - Mission de relogement

Depuis le démarrage de l'opération, 186 relogements ont été effectués.

Pour ce qui est de l'activité Relogement de l'année 2011, 19 ont été effectués :

- 6 par ACM
- 2 par NLM
- 3 par ICF
- 3 départs libres avec accompagnement social du pôle relogement
- 2 par ERILIA
- 1 par ADOMA (pension de famille)
- 1 par FDI
- 1 par le CCAS

Les relogements ont baissé de moitié par rapport à l'année précédente. En effet, les bailleurs sociaux ont fait moins d'offre sur l'opération Grand Cœur.

## 2.9 Travaux

Au titre du portage, l'année 2011 a vu :

les travaux sur les immeubles suivants en cours:

- 3 Jean Jaurès, 10 rue de la Méditerranée, 8 rue de la Providence, 8 rue Cope Cambes.

la fin des travaux sur les immeubles suivants :

55 boulevard Clemenceau (livraison janvier 2011), 13 Pont de Lattes (livraison février 2011), 13 boulevard Clemenceau (livraisons février 2011), 8 rue Frédéric Bazille (livraison septembre 2011).

## 3. Equipements publics : Hôtel et Passerelle Corum

### 1 - Passerelle

Conformément aux prévisions du précédent CRAC, la passerelle a été mise en place au-dessus des voies ferrées lors de la coupure de la ligne prévue par la SNCF dans la nuit du 23 au 24 mai 2009. Les travaux sont à ce jour achevés et la phase réception des travaux est en cours. La passerelle sera remise à la ville de Montpellier qui la remettra elle-même à la Communauté d'agglomération qui la confiera en gestion au Corum courant 2012.

Les DGD ne sont pas finalisés. Le montant définitif des dépenses et des moyens de financement du crac sont en cours de finalisation.

Le projet des travaux des abords de la citadelle a été modifié afin d'améliorer l'interface côté citadelle entre l'ascenseur et le futur Hôtel. Les travaux sont achevés. seules quelques finitions potelets et bornes, permettant la levée des réserves, doivent être réalisées.

## 2 - Hôtel

L'hôtel « CROWNE PLAZA » quatre étoiles, enseigne internationale, est ouvert depuis le 1<sup>er</sup> juin 2011.

### III – AVANCEMENT FINANCIER ET REVISION DU BILAN PREVISIONNEL

#### 3.1 Etudes et travaux

Les volumes de travaux restent inchangés globalement par rapport au CRAC 2010.

#### 3.2 Acquisitions

Le volume global des acquisitions est augmenté de 1.248.000 € par rapport au CRAC 2010, lié notamment à l'augmentation des acquisitions à prévoir sur les locaux commerciaux, ainsi que l'augmentation des impôts fonciers liés au portage de 3 ans supplémentaires. Cependant, l'évolution par rapport au bilan validé lors de l'avenant de prolongation jusqu'en 2017 n'est que de +274 K€.

#### 3.3 Recettes

Des éléments importants sont à noter :

- recalage général dans le temps des acquisitions et des cessions lié à la réalité opérationnelle, par rapport notamment au temps de portage des terrains à aménager et aux immeubles à programmer sur nos objectifs de logements et de commerces.
- intégration des coûts de portage supplémentaires (travaux, impôts, ingénierie, ...)
- recalage des prix de cessions des logements à la baisse afin d'être cohérent avec le prix du marché en réalisant une modification du programme de logements privés, notamment par rapport à la réforme ANAH.
- intégration de la mise en œuvre de la nouvelle OPAH RU Laissac/Gare – Ecusson Sud au niveau de l'ingénierie d'animation.

Les recettes de loyers (logements et commerces) ont été augmentées de 1.615 K€ par rapport au CRAC 2010. Cette augmentation est due à la prolongation de l'opération jusqu'en 2017.

*Pour mémoire : le projet des bureaux du carré Montmorency a permis de dégager sur l'opération une trésorerie positive, avec une marge pour cette opération de 1.352K€.*

#### 3.4 Les participations publiques

Elles comprennent (*pour mémoire*)

- les subventions à recevoir de l'ANRU dans le cadre de la convention territoriale en date du 8 janvier 2007 signée avec l'Agence, la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse des Dépôts et Consignations. Ces subventions sont qualifiées de subventions exceptionnelles au sens des instructions fiscales et sont expressément situées hors du champ de la TVA.  
Une convention pluri annuelle avec la CDC a été signée en 2008, l'appel de fonds a été réglé à hauteur de 94 K€ en 2011.
- les subventions des contributeurs publics : Communauté d'Agglomération de Montpellier, ANAH sur l'OPAH RU Laissac Gare/Ecusson Sud ont été intégrées au CRAC pour un démarrage de l'opération à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2012.
- le prix de revient des ouvrages destinés à être remis à la Collectivité, financé par une participation d'équipement : la passerelle et les VRD des abords de l'hôtel du CORUM dont la valeur est actualisée dans le présent CRAC à 3.324.292 € HT, soit 3.975.853 € TTC au taux actuel de 19,6% de TVA.

### 3.5 Financements

La trésorerie de l'opération est actuellement portée par un prêt « GAÏA » de 10 M€ au total provenant de crédits de la CDC (au taux basé sur celui du Livret A, pour le portage foncier d'opérations incluant au moins 25% de logements sociaux comme l'est l'opération Grand Coeur).

Néanmoins, la trésorerie nécessite, du fait de la prorogation de l'opération, un financement moyen terme pour assurer le portage de l'opération jusqu'en 2017. Une négociation est en cours auprès de la CDC pour financer à nouveau 10 M€ répartis comme suit :

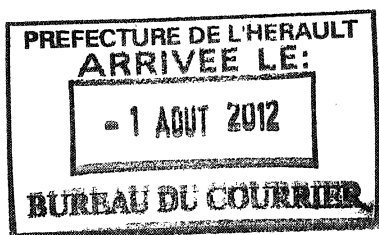
- 1,4 M€ correspondant à la prolongation du prêt Gaïa initial,
- 8,6 M€ correspondant à la mobilisation d'un nouveau prêt Gaïa.

Des avances de la Ville ont été mises en place au démarrage de l'opération à hauteur de 22 M€. Afin de ne pas pénaliser la trésorerie de l'opération, les remboursements ont été planifiés suivant l'avenant 4 à la convention d'avance à hauteur de 2M€ en 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 et 8M€ en 2016.

### Conclusion :

Tenant compte de l'ensemble des éléments ci-dessus, le total du bilan consolidé passe de 115.474 K€ au CRAC 2010 à 119.782 K€.

Les éléments financiers communiqués tiennent compte de l'impact de la prorogation de la concession



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Approbation de l'avenant n° 9 à la Convention territoriale

### Projet de renouvellement urbain quartier Centre

Christian BOUILLE rapporte :

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Centre, signée le 08 janvier 2007, a fait l'objet de plusieurs modifications entérinées par huit avenants, signés au niveau local ou national.

Afin d'entériner les modifications apportées au projet sur la cité Gély et de définir les modalités de clôture du programme de la convention, un avenant n°9 doit être signé par tous les maîtres d'ouvrage d'opération du PRU Centre qui entérinent les points suivants :

#### Cité Gély :

- Modification du plan général de restructuration des espaces publics de la cité Gély, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier,
- Réduction de 80 à 60 du nombre logements à démolir et à reconstruire (55 logements sur site et 5 hors site, dans l'opération rue Lafeuillade), sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier, conséquemment au point ci-dessus,
- Augmentation du programme de réhabilitation des logements qui ne sont pas démolis, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH
- Modification du contenu, du plan de financement et du calendrier de l'opération de résidentialisation, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH,
- Reconstruction de la salle de boxe, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier,
- Démolition/reconstruction de 13 garages, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH.

#### Clôture de la convention :

- Calendrier définitif des opérations en cours et à venir, qui conduit à définir la date limite de demande de soldes des subventions à l'ANRU au 30/06/2016 ;
- Identification d'une nouvelle opération de 14 logements sociaux publics en acquisition/amélioration au 31, cours Gambetta, par le bailleur social public SFHE

- Modification l'opération en construction neuve rue Lafeuillade de 28 à 41 logements sociaux publics, par le bailleur social public ACM-OPH,
- Entérinement du programme des logements sociaux publics produits en construction neuve (114 logements sociaux publics au lieu de 100) et en acquisition – amélioration (64 logements sociaux publics au lieu de 80)
- Modification du contenu du programme de requalification des voies de desserte des secteurs d'intervention prioritaire, en cohérence avec les opérations de logements dans Nord Ecusson et à la Cité Gély,
- Modification du contenu de l'opération de restructuration des locaux commerciaux,
- Réaffectation de subventions de l'ANRU (dégagées par la modification du projet de la cité Gély) en faveur du logement social public, de la requalification des espaces publics de la Cité Gély, de la restructuration des locaux commerciaux, de l'ingénierie de l'opération (GIP-DSUA pour le suivi financier et Ville pour le Plan stratégique local à réaliser),

**Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal:**

- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant n°9, dit 'de clôture' du PRU Centre ;
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène LEANDROUX**



**Publiée le : 24/07/2012**

# PROJET

## AVENANT n°9 NATIONAL DE CLOTURE

### DE LA CONVENTION PLURI-ANNUELLE DU PROJET DE RENOVATION URBAINE DE LA VILLE DE MONTPELLIER SUR LE QUARTIER CENTRE

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



\_\_\_\_\_

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES A L'AVENANT .....	3
ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION INITIALE.....	5
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS SUCCESSIVES .....	5
ARTICLE 4 : OBJET DE L'AVENANT .....	6
ARTICLE 5 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION INITIALE.....	8
ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE.....	30
ARTICLE 7 : ANNEXES .....	30

## Article 1 : Parties à l'avenant

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, établissement Public Industriel et Commercial de l'Etat, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 453 678 252 , dont le siège est à Paris (6<sup>ème</sup> arrondissement), 69 bis rue de Vaugirard, 75 006 Paris,

Ci- après dénommée l'ANRU ou l'Agence,

Représentée par son Directeur général, Pierre SALLENAVE,

ET

L'Etat, représenté par le préfet de la Région Languedoc Roussillon, préfet du département de l'Hérault ;

ET :

La commune de Montpellier, représentée par son Maire Hélène MANDROUX,

Ci-après dénommée le porteur de projet,

ET :

La Communauté d'agglomération de Montpellier, représenté par son Président Jean Pierre MOURE

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

ET :

Le bailleur ACM – OPH de la Communauté d'agglomération de Montpellier ; représenté par son Président, Louis POUGET,

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

ET :

Le bailleur ICF Sud Est Méditerranée, représenté par son Directeur Patrick AMICO,

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

ET :

Le bailleur ADOMA, représenté par son Directeur régional Michel PICOU

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

ET :

L'Association Foncière Logement (AFL), représentée par son Président, Bernard LUCAS,

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

ET :

Le bailleur SFHE-Arcade, représenté par \_\_\_\_\_ ,

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

ET

Le bailleur Hérault Habitat, représenté par son Directeur M. Pugens,

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

**Les parties ont convenu de ce qui suit :**

## Article 2 : Identification de la convention initiale

Convention pluriannuelle 686 de la Ville de Montpellier sur le quartier Centre signée à Paris le 08 janvier 2007.

## Article 3 : Modifications successives

N° de l'avenant	Date signature avenant	Nature de l'avenant	Nature des modifications
1	24 janvier 2008	Simplifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction une diversification des bailleurs sociaux maîtres d'ouvrage pour des opérations identifiées de logements en construction neuve et en acquisition amélioration</li> </ul>
2	07 avril 2008	Simplifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relocalisation de 38 des 60 reconstructions sur site de la cité Gély</li> </ul>
3	25 mai 2009	Simplifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modification de la localisation des reconstructions sur site de la cité Gély et de la répartition entre logements prévus sur site et hors site, sous maîtrise d'ouvrage d'ACM OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier</li> <li>• Modification du programme d'une opération déjà identifiée lors d'un précédent avenant simplifié, sous maîtrise d'ouvrage d'ACM OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier</li> <li>• Introduction d'opérations de logements en construction neuve, sous la maîtrise d'ouvrage ICF Sud Est Méditerranée</li> </ul>
4, 4 bis	25 mai 2009	Simplifié Plan de Relance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition et ajustement des financements exceptionnels de l'ANRU aux calculs définitifs des bases subventionnables des opérations inscrites dans le précédent avenant simplifié</li> </ul>
1	17 Juin 2010	National	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration d'opérations de production de logements, situées à proximité du périmètre PRU Centre</li> <li>• Introduction des opérations Plan de relance identifiées lors d'un précédent avenant simplifié</li> <li>• Recalage calendaire de deux opérations déjà identifiées dans un précédent avenant simplifié, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier</li> <li>• Recalage calendaire de 2 opérations déjà identifiées dans un précédent avenant simplifié, sous maîtrise d'ouvrage ICF Sud Est Méditerranée</li> <li>• Introduction d'opérations de logements en acquisition/amélioration, sous la maîtrise d'ouvrage ICF Sud Est Méditerranée</li> <li>• Prise en compte des coûts réels d'acquisition foncière par l'aménageur SERM pour la requalification des îlots dégradés</li> <li>• Redéploiement de la subvention allouée à la production de micro parkings résidentiels (opération plus justifiée)</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la proportion de PLAI par rapport au PLUS dans le programme de production de logements sociaux</li> <li>• Redéploiement de la subvention allouée à l'extension de l'école Auguste Comte (opération plus justifiée)</li> <li>• Prolongement de la mission du GIP DSUA</li> <li>• Augmentation de la participation de l'ANRU à l'opération de l'Ecole Calendreta Candola</li> <li>• Reclassement de l'opération nommée « animation OPAH RU » (au commentaire « Opération urgente ») afin de faciliter l'instruction des demandes d'attribution de subvention (DAS) par l'ANRU</li> </ul>
4 ter	16 juillet 2010	Simplifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modification de l'attribution de subventions Plan de relance (opération non retenue par non respect des délais impartis)</li> </ul>
8		Simplifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en conformité de la convention initiale signée le 08/01/2007 avec la convention type validée par le Conseil d'Administration de l'ANRU le 28 Avril 2010</li> <li>• Présentation de la démarche concernant l'évolution du projet relatif à la Cité Gély</li> <li>• Identification de nouvelles opérations en acquisition/amélioration</li> <li>• Intégration du site de Lafeuillade afin d'apporter les contreparties destinées à l'Association Foncière Logement et de réaliser une opération de logements sociaux en construction neuve</li> <li>• Majoration des subventions de l'ANRU pour la production de logements sociaux publics en construction neuve et en acquisition – amélioration pour revaloriser les bases subventionnables et se rapprocher des taux indiqués dans la convention,</li> <li>• Changement de famille vers la famille 'Aménagement' du programme d'installation de conteneurs enterrés et identification de la Ville comme maître d'ouvrage du génie civil, la CAM restant maître d'ouvrage de la partie équipement technique des installations.</li> </ul>

## Article 4 : Objet de l'avenant

- Modalités de clôture de la convention signée le 8/01/2007
- Calendrier définitif des opérations en cours et à venir,
- Dans la suite de la démarche concernant l'évolution du projet relatif à la Cité Gély présentée dans l'avenant n° 8 et à suite des études urbaines et paysagères conduites par une équipe pluridisciplinaire pour la Ville de Montpellier :
  - La modification du plan masse et le recalage calendaire de la restructuration urbaine de la cité Gély, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier
  - La réduction du nombre de logements à démolir à la Cité Gély, la modification du plan de financement et du calendrier des opérations de démolition de la cité Gély, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier
  - Conséquemment, la diminution du nombre de logements sociaux publics PLUS CD construits hors site

- L'augmentation du programme de réhabilitation des logements sociaux à la cité Gély
  - La modification du contenu, du plan de financement du calendrier de l'opération de résidentialisation de la cité Gély, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier
- 
- Identification d'une nouvelle opération de production de logements sociaux publics en acquisition/amélioration en vue de solder la programmation initiale
  - Adaptation du programme de production de logements sociaux publics entre construction neuve et acquisition – amélioration
  - Modification du contenu du programme de requalification des voies de desserte des secteurs d'intervention prioritaire
  - Modification du contenu de l'opération de restructuration des locaux commerciaux et majoration des subventions allouées
  - Réaffectation de crédits et de reliquats en faveur d'opérations nouvelles

## **Article 5 : Modifications de la convention initiale**

La convention mentionnée à l'article 2 du présent avenant et modifiée par les avenants successifs listés à l'article 3 du présent avenant est modifiée dans les conditions ci- après :

**Article 5.1 : L'article 1 du titre II de la convention – « le contenu du projet urbain » – est modifié comme suit :**

Le contenu du projet urbain est maintenu en centre ancien.

En ce qui concerne le projet de la Cité Gély, les réflexions amorcées lors des études sociologiques et de programmation urbaine et présentées lors de la réunion Technique Partenariale du 31 octobre 2010 se poursuivent avec l'appui d'une mission diligentée par l'ANRU, puis d'une équipe pluridisciplinaire (architecte, paysagiste, urbaniste et économiste) en charge de bâtir un AVP puis un APD sur les secteurs clefs.

Les grands objectifs du nouveau projet de rénovation de la Cité Gély sont définis comme suit:

- abandon de la création d'une voie centrale traversante et valorisation des espaces verts en « cœur de cité », par le réaménagement de la place existante (place blanche) et la création d'un nouvel espace à l'emplacement de la tour démolie, reliée par la création d'un mail piéton ; adaptation de la structure viaire de la cité pour améliorer sa desserte et pacifier les circulations internes ;
- réduction du nombre des démolitions (de 80 à 60 logements) ;
- restructuration des espaces publics qui sont rétrocédés par le bailleur social à la Ville ;
- valorisation des équipements : requalification complète des abords du centre commercial et du lieu culturel de 'La Chapelle' ; relocalisation des équipements publics pour les localiser en frontière de la cité de manière à mieux jouer un rôle d'intégrateur social et de mixité des publics (Maison pour tous implantée au parc de la Guirlande attenante à la cité, nouvelle salle de sport Farré le long de la rue Mas de Merle, à côté du gymnase Ramel) ; le centre social est démoli partiellement de manière à élargir la place blanche d'une part tout en maintenant des locaux associatifs dans les salles conservées.

Le plan d'aménagement des espaces validé par la Ville est joint en annexe2. .

**Article 5.2 : Les sous-articles de l'article 4 du titre III de la convention – « Les opérations approuvées par l'ANRU » – sont modifiés comme suit :**

### **Modification 1:**

**Famille concernée :** Démolition de logements sociaux (01)

**Objet :** Diminution du nombre de démolitions et réajustement du calendrier

*Modification de la ligne de l'annexe financière correspondante*

La démolition de l'immeuble bordant la place Blanche, rue Du Bellay ne s'impose plus dans le nouveau projet de restructuration des espaces publics.

La démolition de la tour et de l'immeuble « arche », rue Leconte de Lisle, correspondent dans le projet modifié à une nécessité pour améliorer le fonctionnement de l'espace public. Le nombre de démolitions est réduit de 80 à 60 logements, répartis comme suit:

- 24 logements (2 cages d'escalier) situés à l'extrémité d'une barre de près de 100 m de long, formant une arche qui génère un effet important de rupture spatiale et visuelle;
- 36 logements d'une tour R+ 9 qui pose des problèmes de sécurité et d'entretien :

Le calendrier prévisionnel est le suivant:

- Relogements : mi- 2010 / mi-2013
- Dossiers d'intention de démolition déposés
- DAS déposée dernier trimestre 2012
- Travaux : première phase : second semestre 2013

Une partie de l'opération n'étant plus justifiée, il est proposé de redéployer la subvention allouée à cette opération.

L'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Ligne initiale :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Démolition partielle cité Gély	ACM OPH Montpellier Agglomération	1 601 020 €	1 120 713 €	70%	80 logements	2008	2 (2)

Nouvelle ligne :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Démolition partielle cité Gély	ACM OPH Montpellier Agglomération	1 200 764 €	840 535 €	70%	60 logements	2012	2 (2)

**Modification 2:**

Famille concernée : Réhabilitation (05)

Objet : Augmentation du nombre de réhabilitations de logements à la Cité Gély et réajustement du calendrier

*Modification de la ligne de l'annexe financière correspondante*

Les 20 logements dont la démolition est non-justifiée par le projet de restructuration urbaine de la cité Gély doivent être intégrés au programme de réhabilitation dont bénéficient les 396 logements de la cité Gély et Zuccarelli. Le nombre total de réhabilitations s'élève donc à 416 logements.

Nouvelle ligne:

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...	Année démarrage	Semestre démarrage
Réhabilitation architecturale Gély Tranche complémentaire	ACM OPH Montpellier Agglomération	240 260€	59 914€	25%	20 logements	2012	2 (4)

### **Modification 3 :**

Famille concernée : Aménagements (08)

Objet : Augmentation de l'enveloppe financière du programme, modification du plan masse et recalage calendaire de la restructuration urbaine de la cité Gély, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier et intégration de l'opération de réhabilitation du square Figuerolles dans l'opération de restructuration des espaces publics ; identification du bailleur ACM OPH Montpellier Agglomération comme maître d'ouvrage de la démolition de 13 garages

*Plan joint en annexe n°2*

Cette opération bénéficie d'un report de subvention non utilisée en fonction de l'augmentation de son montant afin de couvrir l'ensemble des coûts liés au projet modifié et à son élaboration (prise en compte des coûts d'études préalables complémentaires, coût de la démolition partielle du centre social, coût d'acquisition du foncier afin de créer la liaison vers Fontcarrade, frais liés aux procédures de découpage foncier pour la démarche de clarification de la domanialité).

L'intervention de requalification du square Figuerolles vise à améliorer son accès depuis la rue du Faubourg Figuerolles ; cet aménagement s'inscrit pleinement dans la logique de traitement de la façade principale de la cité sur le faubourg environnant. Réunies tant dans leur phase de conception de l'aménagement que de conduite des travaux, il est proposé fusionner les deux opérations de requalification du square Figuerolles et de restructuration des espaces publics de la cité Gély.

Dans le projet modifié, la liaison entre la cité Gély et le faubourg est améliorée vers le Nord notamment par le réaménagement du carrefour rue Du Bellay, liée à la modification des sens de circulation et l'aménagement d'itinéraires piétons continus, qui induit la démolition d'une rangée de 13 garages propriétés du bailleur ACM OPH Montpellier Agglomération.

NB : ces garages sont reconstruits par le bailleur ACM OPH Montpellier Agglomération dans le cadre de la présente convention (cf. modification 4 de la famille 'Résidentialisation').

L'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Comment (mode cal subventio	Année démarrage	Semestre démarrage
Restructuration urbaine Cité Gély	Ville de Montpellier	4 000 000 €	1 000 000 €	25%		2008	2 (3)
Square Figuerolles	Ville de Montpellier	250 000€	62 500€	25%		2008	2 (2)

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Restructuration urbaine Cité Gély (square Figuerolles, démolition partielle centre social, ingénierie)	Ville de Montpellier	4 588 160 €	1 147 040 €	25%		2010	1 (12)
Restructuration urbaine Cité Gély – démolition des garages	ACM OPH Montpellier Agglomération	20 000 €	5 000€	25%	Financement de la reconstruction des garages en résidentialisation	2013	2 (2)

#### **Modification 4 :**

**Famille concernée :** Résidentialisation (06)

**Objet :** Modification du contenu, du plan de financement du calendrier des opérations de résidentialisation de la cité Gély, sous maîtrise d'ouvrage ACM-OPH de la communauté d'agglomération de Montpellier et recalage du calendrier

La mise en œuvre d'une résidentialisation 'classique' (fermeture physique d'espaces privés collectifs d'accès réservé aux habitants d'un immeuble) est écartée car ce concept ne correspond pas à la pratique des résidents de la cité et à leur notion "public/privé".

Ainsi la seule différenciation à faire pour les espaces extérieurs ne concerne que leur gestion (les intérieurs d'îlots restant en gestion ACM –bailleur). La quasi majorité des espaces publics sont ainsi intégrés dans le domaine public de la Ville. Le plan masse des espaces après rétrocession est joint en annexe 3.

Est intégrée à cette famille une nouvelle opération concernant la reconstruction des treize garages démolis dans le cadre de la restructuration des espaces publics.

*NB : la nette diminution de la surface des espaces restant en gestion ACM participe à contenir les charges de gestion locative afférentes, renforçant de ce fait cet objectif de la rétrocession dans le domaine public.*

L'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Résidentialisation Gély	ACM OPH Montpellier Agglomération	793 554€	396 777€	50%		2007	2 (2)

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Résidentialisation Gély	ACM OPH Montpellier Agglomération	760 000€	380 000€	50%	Opération préconventionnée	2013	2 (4)

### **Modification 5 :**

Famille concernée : Aménagement (08)

Objet : Modification du contenu du programme de requalification des voies de desserte des secteurs d'intervention prioritaire

L'intervention de rénovation urbaine des secteurs d'intervention prioritaire vise à être durable et globale : dans cet objectif, la requalification des espaces publics est cohérente avec le programme de réhabilitation des logements.

Le programme de requalification des voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire (VDIIP) envisagé initialement ne concerne que les îlots d'intervention prioritaire en centre ancien.

Pour des raisons de décalage calendaire des travaux de voirie dans le secteur de Gambetta (rues Daru, Général Vincent, Pellicier et Faubourg Figuerolles) et d'évolution des secteurs d'intervention de réhabilitation des logements dans le cadre du projet de rénovation urbaine dans Nord Ecusson (NB : la réhabilitation d'un îlot s'est conduite 'indépendamment' des subventions du PRU), il est proposé d'intégrer la section de la rue du Faubourg Figuerolles en façade de la cité Gély dans le programme des VDIIP.

En effet, l'intervention retenue sur cette section du Faubourg Figuerolles, axe aujourd'hui dédié à la circulation automobile mais qui doit jouer demain un rôle primordial d'interface et de lien entre la cité et le faubourg, vise à la fois à améliorer la qualité des espaces publics pour renouveler son image autant que pour permettre un meilleur fonctionnement de proximité (sécurisation des cheminements et des traversées piétonnes, réaménagement du stationnement des véhicules pour accéder aux commerces de proximité : boulangerie, pharmacie, etc.).

### **Modification n°6**

Famille concernée : Création de logements sociaux (02) en construction neuve et en acquisition – amélioration

Objet : Adaptation et identification du solde du programme de logements sociaux publics en construction neuve ; adaptation du programme de logements sociaux publics en acquisition amélioration

*Modification de la ligne de l'annexe financière correspondante*

Le programme global de production de logement social public dans le cadre du projet de rénovation urbaine Centre évolue afin de prendre en compte le fait qu'à la cité Gély, 20 logements ne sont pas démolis, donc non reconstruits, (cf. modification n°1) mais sont réhabilités.

La nouvelle répartition de la production de logement social est répartie comme suit :

PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX DU PRU CENTRE			
		programme initial	programme av. clôture
PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX PUBLICS NEUFS (FINANCEMENT ANRU)			
cité Gély	reconstruction sur site	60	55
centre ancien	reconstruction hors site	20	5
	construction neuve	100	114
	acquisition – amélioration	80	64
Résidence sociale des 4 Vents		59	59
TOTAL		319	297
PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX PRIVÉS (FINANCEMENT ANAH)			
centre ancien	logements conventionnés	40	49
TOTAL		359	346
démolitions		80	60
SOLDE DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX		279	286

Une opération de 14 logements sociaux publics (10 PLUS+4 PLAI) réalisée par le bailleur social SFHE au 31, Cours Gambetta est identifiée en construction neuve. Cette opération présente les caractéristiques typologiques d'une opération en acquisition – amélioration (d'un immeuble très dégradé anciennement propriété d'un marchand de sommeil dont les occupants ont été relogés dans le quartier, portage de l'immeuble par l'aménageur depuis fin 2006). Située dans le tissu de faubourg en zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysage (ZPPAUP) qui impose la préservation des façades existantes, et concerné par une servitude d'alignement à respecter pour restituer de la qualité urbaine rue de la Palissade, il est envisagé une opération de réhabilitation-surélévation. La nature et les coûts

de travaux sont ainsi assimilables à de la construction neuve. Répondant aux objectifs du programme de logement social produits en acquisition – amélioration et figurant comme tel dans le bilan de l'aménageur, la production de logement social public est financée en construction neuve.

La modification du nombre de logements démolis à la cité Gély implique la production de 2 PLUS CD supplémentaires.

Par ailleurs, le bailleur social ICF Méditerranée est contraint d'abandonner de l'opération Rue Vernière (11 logements) suite aux contentieux juridiques qui imposent un décalage de son calendrier opérationnel au-delà des délais de la CTRU Centre.

Afin de solder le programme de logements sociaux publics en construction neuve, le programme de l'opération du bailleur social ACM OPH Montpellier Agglomération rue Lafeuillade est modifié : comprenant initialement 19 PLUS + 6 PLAI + 3 PLUS CD, l'opération rue Lafeuillade intègre également 10 PLUS + 1 PLAI + 2 PLUS CD.

NB : le foncier nécessaire à la réalisation des PLUS CD est apporté par l'aménageur.

Des opérations soldées de production de logement social public dégagent des reliquats de subventions de l'ANRU ; il s'agit des opérations suivantes :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement prev.	Subvention ANRU prev.	Base de financement modifiée	Subvention ANRU modifiée
<b>Opérations de production de logement social soldées</b>					
D2b-Rue Reynes PLLSP en construction neuve 7PLUS-2 PLAI	ACM OPH Montpellier Agglomération	556 875€	60 173€ (11%)	556 875€	54 734€ (10%)
A2+B2+C2 Rue de la Merci PLLSP en acquisition – amélioration – 4PLAI	ADOMA	330 000€	68 792€ (21%)	330 000€	54 635€ (17%)
A2+B2+C2 (abis )Rue Fermaud PLLSP en acquisition – amélioration – 13PLAI	ADOMA	1 072 500€	223 574€ (21%)	1 072 500€	223 509€ (21%)
<b>Opérations de production de logement social qui font l'objet dont la subvention a été actualisée par DAS modificative</b>					
OPR D2e route de Nîmes PLLSP en construction neuve 15PLUS	ICF Méditerranée	2 443 618€	86 603€	2 443 618€	54 635€ (3%)
A2+B2+C2 d rue Daru PLLSP en acquisition – amélioration	ICF Méditerranée	247 500€	40 129€	247 500€	37 114€ (15%)

A2+B2+C2 f rue Ecole de Pharmacie PLSP en acquisition – amélioration 1 PLUS	ICF Méditerranée	82 500€	5 733€	82 500€	5 336€ (6%)
A2+B2+C2 g rue des Ecoles laïques PLSP en acquisition – amélioration 1 PLUS	ICF Méditerranée	82 500€	5 733€	82 500€	5446 € (7%)
<b>Montant total de subventions à redéployer</b>					<b>34 621€</b>

L'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Lignes initiales :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Reconstruction 22 logements PLUS CDGrand Coeur	ACM OPH Montpellier Agglomération	1 149 189 €	81 571 €	7 %	22 logements	2008	1 (5 )
D2 e PLLSP en construction neuve rue Lafeuillade 19PLUS- 6 PLAI- 3 PLUS CD	ACM OPH Montpellier Agglomération	1 824 276 €	390 000 €	21 %	28 logements Lafeuillade	2010	1 (3)
D2d - PLLSP en construction neuve - îlot Vernière - 8 PLUS - 3 PLAI	ICF Méditerranée	1 490 387€	82 342 €	6%	11 logements	2009	2 (3)
A2 + B2 + C2 ILOTS et DIFFUS PLLSP publics en acquisition amélioration 11 PLUS - 4 PLAI	Ville de Montpellier	1 237 500€	172 706 €	14%	15 logements	2012	2(4)

Lignes modifiées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
D2g PLLSP en construction neuve - 31 cours Gambetta - 10 PLUS - 4 PLAI	SFHE	1 155 000€	182 077€	16%	14 logements-OPPC	2013	1 (3 )
D2f PLLSP en construction neuve - Lafeuillade - 27 PLUS - 9 PLAI - 5 PLUS CD	ACM OPH Montpellier Agglomération	2 689 835 €	532 342 €	20 %	41 logements Lafeuillade-OPPC	2012	2 (4)

### **Mdification n°7 :**

Famille concernée : 09 – Equipements et locaux associatifs

Objet : Introduction d'une nouvelle opération de construction d'une salle de boxe à la Cité Gély

La construction d'un nouvel équipement sportif, en remplacement de la salle de boxe voisine qui avait brûlé en 2010, s'inscrit pleinement dans les objectifs de la rénovation de la Cité Gély :

- Mieux relier la cité au faubourg : ce nouvel équipement est implanté sur une des terrasses aménagées le long de la rue Mas de Merle et aura un accès direct vers la rue, ce qui supprimera l'effet de barrière spatiale existante aujourd'hui du fait du dénivelé entre la rue et le plateau sportif ;
- Encourager la mixité des publics : le programme de l'équipement est enrichi afin d'accueillir, outre des entraînements de boxe, des activités de musculation qui ont vocation à attirer un public plus large, qui permettra aux habitants de la Cité Gély et des alentours de se rencontrer ; la dimension de santé publique importe également ;
- Améliorer l'image de qualité de la Cité Gély: le nouveau bâtiment permettra de renouveler et de moderniser l'image du quartier ; une double signalétique (une lisible de loin et une de près) est prévue.

La livraison de l'équipement est prévue pour la rentrée de septembre 2013.

NB : La base de financement retenue intègre le montant lié au remboursement de l'assurance reçue par la Ville suite au sinistre sur l'ancienne salle de boxe

L'annexe financière de la convention est modifiée comme suit :

Nouvelle ligne créée :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Construction d'une salle de sports Cité Gély	Ville de Montpellier	200 000€	40 000 €	20%	Opération pré conventionnée	2013	1(2)

**Modification n°8 :**

Famille concernée : 10 – Aménagement d'espaces commerciaux et artisanaux

Objet : Modification du contenu de l'opération de restructuration des locaux commerciaux et majoration des subventions allouées

L'opération de restructuration des commerces vise à intervenir dans les secteurs du PRU Centre où le commerce souffre de désaffection commerciale, notamment liée à un vieillissement de l'outil commercial.

En maintenant intact l'objectif de dynamisation d'activités commerciales et artisanales par la restructuration immobilière de locaux commerciaux, le projet initial de la convention Centre validé par le CE de l'ANRU en 2005 a évolué pour s'adapter à l'avancement opérationnel. En effet, en vue de concentrer l'effet levier et de mettre en œuvre une stratégie spécifique de développement de filière, l'opération est ciblée dans les secteurs de Nord Ecusson et une rue de Figuerolles (rue Général Vincent).

En effet, autour de la dynamique initiée par la création des Ateliers des Métiers d'art en frontière du territoire de Nord Ecusson, la Ville et son aménageur la SERM ont souhaité pouvoir soutenir le développement de la filière de l'artisanat d'art. La démarche vise, d'une part, à proposer à un artisan d'art exerçant derrière la vitrine un dispositif de location avec conditions financières adaptées, d'un local qui aura été préalablement acquis et rénové par l'aménageur SERM; puis, au terme d'un délai de 2 à 5 ans afin de s'assurer de la pérennité de son activité, il sera proposé à l'artisan d'acquérir le local dans des conditions de prix correspondant au loyer mensuellement versé. D'autre part une promotion spécifique, sous forme de 'circuit' relayé par l'office de tourisme notamment, sera réalisée afin de faire connaître l'existence de ces ateliers boutiques.

Une démarche similaire est initiée rue Général Vincent à Figuerolles.

Le plan de financement initial était le suivant :

Coût total d'opération : 1 656 000€ (acquisitions, portage et travaux)

- part investisseur : 1 200 000€
- subvention de l'ANRU (plafonnée à hauteur de 30% du déficit de l'opération, qui est de 456 000€) : 136 800 €

Les études opérationnelles conduites par l'aménageur, au regard du patrimoine immobilier acquis ainsi que des travaux rendus nécessaires par la nature des futurs preneurs (artisans plutôt que commerçants) ou encore par la prise en compte de nouvelles exigences réglementaires (normes d'accessibilité PMR) ont permis d'établir un nouveau bilan qui, sur les bases du guide réalisé par l'ANRU, aboutit à :

- une réactualisation du coût de l'opération qui s'élève à 1 818 897€ ;

- un ajustement de la part investisseur qui est diminuée pour tenir compte des difficultés économiques réellement rencontrées par l'aménageur SERM.

Le nouveau plan de financement global de l'opération est ainsi le suivant :

Coût total d'opération : 1 818 897€ (acquisitions, portage et travaux)

- part investisseur : 1 000 000€
- subvention de l'ANRU (plafonnée à hauteur de 30% du déficit de l'opération) : 245 669 €

Il est proposé de redéployer des subventions sur cette opération.

Afin de traduire ce plan de financement global de l'opération, et pour tenir compte du fait que la ligne existante a déjà fait l'objet d'une DAS modificative, il convient de créer une nouvelle ligne d'opération dans l'annexe financière de la convention, la fongibilité des subventions entre les deux lignes assurant l'appel de la subvention complète.

L'annexe financière est modifiée comme suit :

Ligne créée :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financement	Subvention ANRU	Taux de subvention ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Acquisition et travaux de restructuration de locaux commerciaux	SERM	245 669€	99 384€		OPPC Cette opération est fongible avec la ligne existante	2012	2 (7)

## **Modification n°9**

Famille Concernée : 12 – Ingénierie et conduite de projet

Objet : Prolongement du financement du GIP et élaboration d'un Plan stratégique local (PSL)

Etant donné les calendriers opérationnels de la CTRU Centre, la mission du GIP a été prolongée. Il est proposé de participer au financement du GIP pour l'année 2011.

Conformément à la demande de l'ANRU, un plan stratégique sur la vocation urbaine du quartier et sur sa gestion au-delà du projet de rénovation urbaine sera élaboré par la Ville de Montpellier, après la période de conventionnement.

Ce plan stratégique local PSL doit permettre de :

- ✓ garantir la pérennité des investissements réalisés,
- ✓ consolider la dynamique de transformation urbaine,
- ✓ renforcer les actions entreprises en matière de mixité sociale dans les quartiers et les actions en faveur de l'égalité des chances.

La Ville s'engage ainsi dans l'élaboration d'un PSL pour les secteurs Gambetta, Gély, Figuerolles, Nord Ecusson qui permettra de poursuivre :

- l'animation des instances partenariales réunissant aux cotés de la Ville, en tant que chef de projet, la DDTM, la SERM aménageur missionné en centre ancien ainsi que les bailleurs sociaux maîtres d'ouvrage de suivi stratégique et opérationnel des projets jusqu'à leur achèvement. En effet, les dernières opérations inscrites dans la CTRU s'achèveront fin 2015 ;
- les actions de gestion urbaine de proximité qui ont permis à la collectivité de se restructurer ;
- l'action volontariste de la Ville de lutte contre l'habitat indigne et de prévention dégradation des copropriétés dans l'ancien, tout en veillant à concilier réhabilitation et maintien de la mixité sociale, dans le cadre de l'Opération programmée de l'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain et de copropriétés dégradées dans les secteurs Gambetta-Figuerolles et Nord Ecusson, de la période 2010 à 2015;
- le dispositif de développement social porté par le CUCS et les projets territoriaux de cohésion sociale et le partenariat existant entre la Mission Grand Cœur, la Cohésion sociale et le GIP, notamment à travers la tenue des comités techniques réguliers;

- l'engagement de la Ville en matière d'insertion par l'économie par l'intégration des clauses d'insertion dans tous ses marchés publics et l'organisation d'un chantier d'insertion par an.

Lignes créées :

Libellé de l'opération	Maître d'ouvrage	Base de financem	Subvention ANRU	Taux d subver ANRU	Commentaire (mode calcul subvention...)	Année démarrage	Semestre démarrage
Plan stratégique local	Ville de Montpellier	20 000€	10 000€	50%	OPPC	2012	2 (3)
Assistance à maîtrise d'ouvrage par le GIP - 2011	GIP DSUA	120 000 €	36 000€	30 %	OPPC	2011	1 (2)

**Article 5.4 :** L'article 6 du titre III de la convention « L'échéancier de réalisation du projet » est complété et modifié comme suit :

Le présent avenant de clôture précise les dates suivantes :

- **La date limite pour l'ensemble des demandes du premier acompte** conformément au règlement comptable et financier de l'agence est fixée au **30 décembre 2014**,  
Au-delà de cette date, toute opération n'ayant pas fait l'objet d'une Décision Attributive de Subvention sera désaffectée.
- **La date limite pour l'ensemble des demandes du solde** conformément au règlement comptable et financier de l'agence est fixée au **30 juin 2016**.  
A cette date, les opérations non encore soldées seront soit soldées en l'état connu des dépenses justifiées, ou feront l'objet d'un recouvrement le cas échéant.

Ces deux dates limites s'imposent à l'ensemble des opérations de la convention pluriannuelle.

**Article 5.6 :** L'article 9 du titre IV de la convention « Le plan de Relogement » est annulé et remplacé par l'article 9 « Le relogement des ménages concernés par les opérations de démolition (s'il y a lieu, les opérations de requalification d'îlot d'habitat dégradé, les actions de portage ou de démolition de copropriété dégradée) » ainsi rédigé :

Le bilan intermédiaire est joint en annexe 5.

**Article 5.7 :** L'article 11 du titre IV de la convention – « Les mesures d'insertion par l'économie et l'emploi des habitants » – est modifié comme suit :

Le bilan intermédiaire est joint en annexe 6.

## **Article 6 : Date d'effet et mesure d'ordre**

Le présent avenant prend effet à compter de la date apposée ci-après par le dernier signataire.

Les clauses de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables.

## **Article 7 : Annexes**

Liste des annexes :

Annexe 1 : Tableau financier de l'avenant

Le code couleur du tableau financier est le suivant :

- ligne rouge : opération modifiée
- ligne verte : opération supprimée
- ligne bleue : opération nouvelle

Annexe 2 : Plan de masse de la Cité Gély.

Annexe 3 : Cartographie de localisation de la nouvelle opération identifiée dans le présent avenant.

Annexe 4 : Point sur le relogement

Annexe 5 : Note sur l'application de la charte d'insertion

Annexe 6 : Tableau des valorisations foncières des aménagements d'espaces publics

Annexe 7 : Plannings prévisionnels des familles :

- a) Construction de logements sociaux publics
- b) Aménagement d'espaces commerciaux, artisanaux, équipements et locaux associatifs
- c) Résidentialisation, Réhabilitation et Démolition
- d) Aménagements

Le présent avenant est établi en 10 exemplaires originaux,

**Montpellier, le**

**L'Etat**

Représenté par le Préfet de la Région  
Languedoc-Roussillon, Préfet du Département de  
l'Hérault, délégué territorial de l'ANRU

**La Ville de Montpellier**

Représentée par son Maire

Hélène MANDROUX

**L'ANRU**

Représentée par son Directeur

**L'Association Foncière Logement (AFL)**

Représentée par son Président

Pierre SALLENAVE

Bruno LUCAS

**Le bailleur ACM OPH de la Communauté  
d'agglomération de Montpellier**

Représenté par son Président

**Le bailleur ICF Sud Est Méditerranée**

Représenté par son Directeur

Louis POUGET

Patrick AMICO

**La Communauté d'Agglomération de  
Montpellier**

Représentée par son Président

**Le bailleur ADOMA**

Représenté par son Directeur Régional

Jean-Pierre MOURE

Christian ARNAUDO

**Le bailleur Hérault Habitat**

Représenté par son Directeur Régional

**Le bailleur SFHE**

Représenté par son Directeur Régional

M. PUJENS



**AVENANT DE CLOTURE MONTPELLIER CENTRE  
TABLEAU DE REDEPLOIEMENT DES SUBVENTIONS**

Crédits à réaffecter	Maitre d'ouvrage	Montant
Opérations modifiées dégageant des subventions		
Démolition partielle cité Gély	ACM	280 178 €
Abandon de la reconstruction 22 PLUS CD Grand Cœur	ACM	81 571 €
Résidentialisation	ACM	16 777 €
Reliquats de subventions de logement social	Bailleurs sociaux	34 621 €
	<b>Total</b>	<b>413 147 €</b>
Programme de LSP reste à identifier		
Abandon de l'opération Vernière en construction neuve	ICF	82 342 €
Opération A2+B2+C2 Ilots et diffus	Ville	172 706 €
	<b>Total</b>	<b>255 048 €</b>
<b>Total des crédits à réaffecter</b>		<b>668 195 €</b>
Redéploiement des crédits	Maitre d'ouvrage	Montant
Opérations de logements logement social public		
Identification opération en AA 31 Cours Gambetta 10 PLUS -4 PLAI	SFHE	182 077 €
Majoration opération en CN rue Lafeuillade 27 PLUS - 9 PLAI -5 PLUS CD	ACM	142 342 €
Majoration opération en AA imp.Château Rouge 9 PLUS - 4 PLAI	ICF	8 938 €
Réhabilitation logements cité Gély	ACM	59 914 €
	<b>Total</b>	<b>393 271 €</b>
Opérations de requalification des espaces publics de la cité Gély		
Démolition de 13 garages	ACM	5 000 €
Restructuration des espaces publics (dont square Figuerolles)	Ville	84 540 €
Construction d'une salle de sports à la cité Gély	Ville	40 000 €
	<b>Total</b>	<b>129 540 €</b>
Autres opérations modifiées ou créées nécessitant un report de subvention		
Acquisition et restructuration de locaux commerciaux en centre ancien	SERM	99 384 €
Financement GIP	GIP	36 000 €
Etude "Plan stratégique local"	Ville de Montpellier	10 000 €
	<b>Total</b>	<b>145 384 €</b>
<b>Total des crédits redéployés</b>		<b>668 195 €</b>



Annexe2 : Plan de masse de la restructuration urbaine de la Cité Gély.



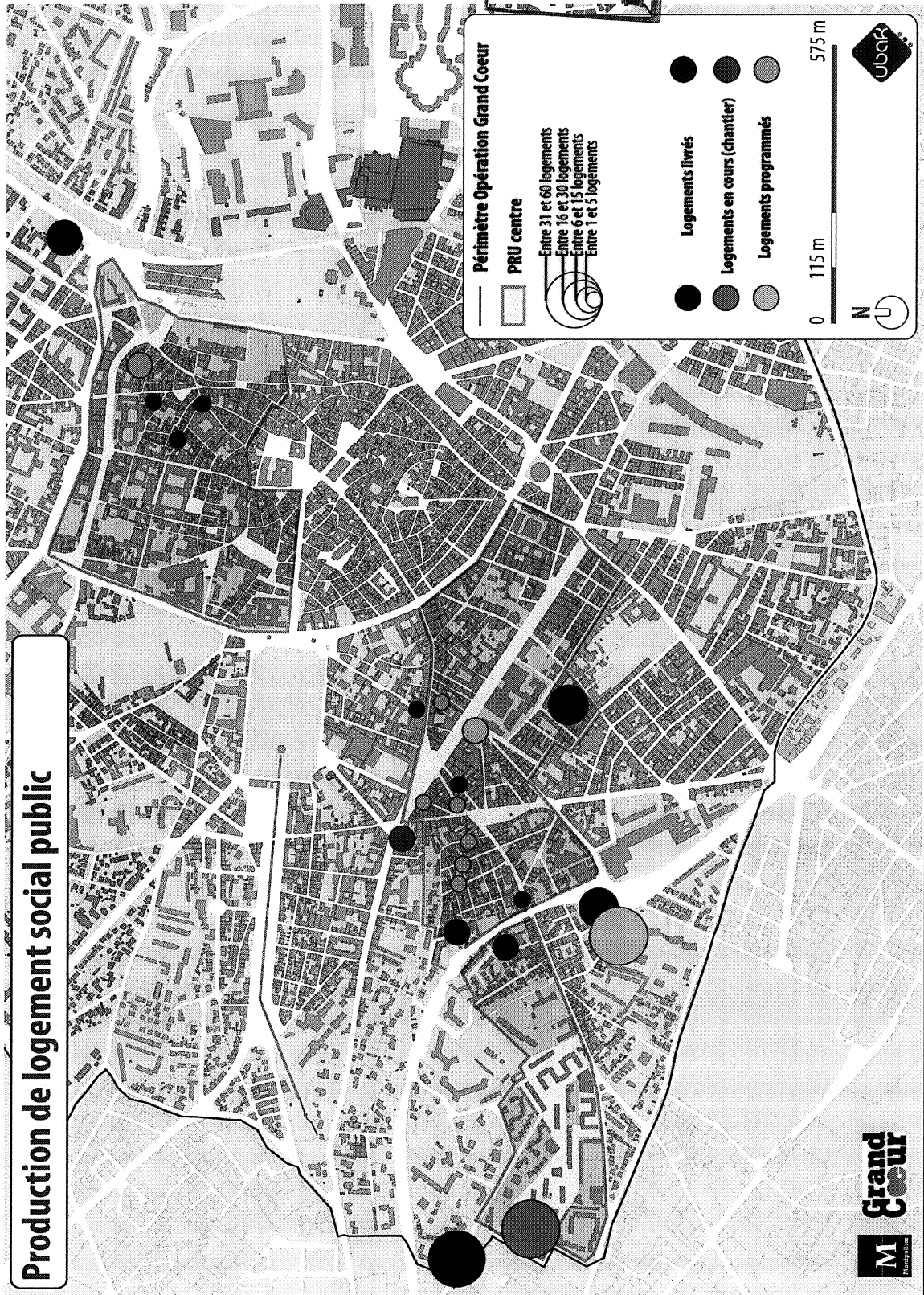
PREFECTURE DE L'HERAULT  
ARRIVEE LE:  
- 1 AOUT 2012  
BUREAU DU COURRIER

**Annexe3 : Identification des opérations de logements compris dans le programme de la CTRU Centre**

	OBJECTIFS (nb de lgts)	PROGRAMMES						Nb total de lgts
		Adresse	Administratif	Bailleur	PLUS	PLAI	+CD	
Logements sociaux publics Résidence sociale	59	Rue Fontcarrade	Convention de 2007	Hérault Habitat				59
Logements sociaux publics Reconstruction sur site cité Gély	55	cité Gély	Validé par avenant n°1	ACM	47	8		55
Logements sociaux publics Construction neuve	100 +5PLUS CD	Rue Chaptal 9 rue Claret 6 rue Reynes 13 route de Nîmes Îlot Vernière Lafeuillade Îlot Vernière Lafeuillade	Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°8 Abandon dans l'avenant de clôture Introduction dans l'avenant de clôture	NLM ACM ACM ICF Sud Est ICF Sud Est ACM ICF Sud Est ACM	16 13 7 15 8 19 -8 8	6 5 2  3 6 -3 3		22 18 9 15 11 28 -11 13
					78	22	5	105
Logements sociaux publics Acquisition Amélioration	80	Résidences rues Fermaud/Merci 58 rue Faubourg Figuerolles 4 rue Daru 14 rue du Refuge 8 rue Ecole de Pharmacie 11 rue Ecoles Laïques 7 rue de Lodeve Résidence Chapeau Rouge 23 Faubourg Figuerolles 3 rue Claparede 16 rue de Metz 4 rue Général Vincent 4 rue du Père Fabre 1 rue St Etienne 31 cours Gambetta	Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°1 Validé par avenant n°8 Validé par avenant n°8 Validé par avenant n°8 Validé par avenant n°8 Validé par avenant n°8 Validé par avenant n°8 Validé par avenant n°8 Introduction dans l'avenant de clôture	ADOMA ICF Sud Est ICF Sud Est ICF Sud Est ICF Sud Est ICF Sud Est ICF Sud Est ICF Sud Est ACM ACM ACM ACM ACM ACM ARCADE - SFHE		17  2 2   1 4 1 1 5 9 3 2 4 1 1 1 10		17 2 3 1 1 1 6 13 4 2 5 4 2 3 14
					45	33	0	78
Logements sociaux privés Loyers conventionnés ANAH	40	Cessions réalisées fin 2011		Loyer "conventionné"				49
								49
Autres logements privés Loyers autres  (HORS FINANCEMENT ANRU)	235	Cessions réalisées fin 2011  SOLDE SOLDE	  En stock Identifiés cession d'ici 2013 En cours d'acquisition cession d'ici 2013	Loyer "Intermédiaire" Loyer "libre" Accession aidée à la propriété				24 55 6 85 65 235



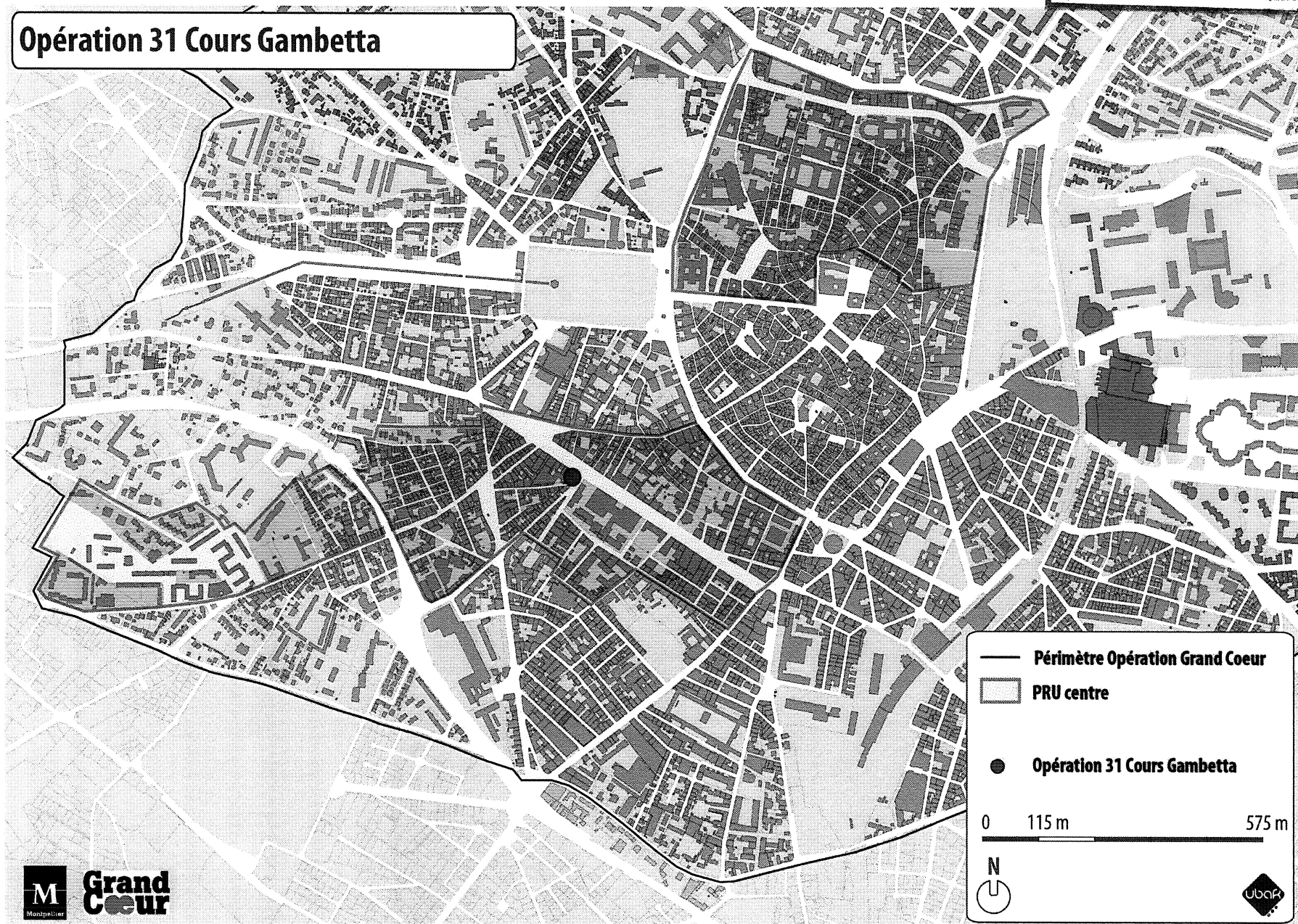
# Production de logement social public



PREFECTURE DE L'HERAULT  
ARRIVEE LE:  
- 1 AOUT 2012  
BUREAU DU COURRIER

Annexe 4 : Cartographie de localisation de la nouvelle opération identifiée dans le présent avenant

**Opération 31 Cours Gambetta**



## OPERATION GRAND CŒUR

Page 31





## BILAN INTERMEDIAIRE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE D'INSERTION

### I – Synthèse EMPLOI (chiffres au 29/02/2012)

#### A - Les clauses sociales dans les opérations de rénovation urbaine :

- **L'implication des maitres d'ouvrages** : au 29/02/2012, 8 maitres d'ouvrage ont intégré une clause sociale dans leurs marchés de travaux - ACM (24), Ville (9), Département (3), ADOMA (2), Héraultaise (1), SNI-NLM (1), SERM (3), ICF (2), Hérault Habitat (2)

La clause sociale est présente dans **47 opérations** -24 sont terminées, 7 chantiers sont en cours de réalisation et 16 en cours de préparation.

- **La réalisation des clauses sociales** : **77 495 heures** d'insertion réalisées soit 44,45 personnes en équivalent temps plein annuel par **144 personnes** (pour 183 contrats de travail) dont **111 habitent** dans un quartier prioritaire soit 77%
- **Les résultats d'insertion** : sur les fins de missions, **13%** ont une solution emploi-formation-insertion à la fin de leur contrat. Ce taux passe à **18%** puis à **28%** 6 mois et 12 mois après la fin du contrat de travail ou du chantier.
- **Récapitulatif clause sociale** :

Opérations avec clause sociale depuis le début du dispositif	47	
Dont chantiers en cours	7	
Nombre d'heures estimées	81 379	
Nombre d'heures réalisées	<b>73 124</b>	<b>95%</b>
Nombre de personnes recrutées	<b>181</b>	
Nombre de personnes différentes	<b>144</b>	
Dont des territoires CUCS	<b>111</b>	<b>77,0%</b>
Taux d'insertion* fin de contrat	13%	
Taux d'insertion* à 6 mois	18%	
Taux d'insertion *à 12 mois	28%	

\* CDI, CDD, intérim, formation qualifiante, contrats aidés,

- **Progression semestrielle de la réalisation de la clause sociale** :

	Juin 2009	Déc. 2009	Juin 2010	Déc.10	Juin 2011	Déc. 2011
Cévennes	5 316	5 794	8 297	10 079	12 594	12 694
Mosson	3 134	13 261	27 142	36 114	46 046	50 994
Centre	1 287	3 421	4 793	7 278	7 708	7 708
Total	9 737	22 476	40 232	<b>53 471</b>	<b>66 348</b>	<b>71 396</b>
		<b>+ 12 739</b>	<b>+ 27 493</b>	<b>+ 13 239</b>	<b>+12 877</b>	<b>+ 5 048</b>

*B – Autres actions relevant du volet emploi du projet de rénovation urbaine - Synthèse :*

<b>Cévennes</b>	
Embauches liées aux travaux PRU hors clause sociale	51
Artisans du territoire ayant accès à des travaux dans le cadre du PRU	10
<b>Centre</b>	
Effectifs chantiers d'insertion Maison des métiers d'arts	22
Opérations spécifiques de recrutement : stewards urbains	3

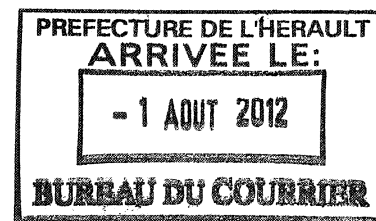
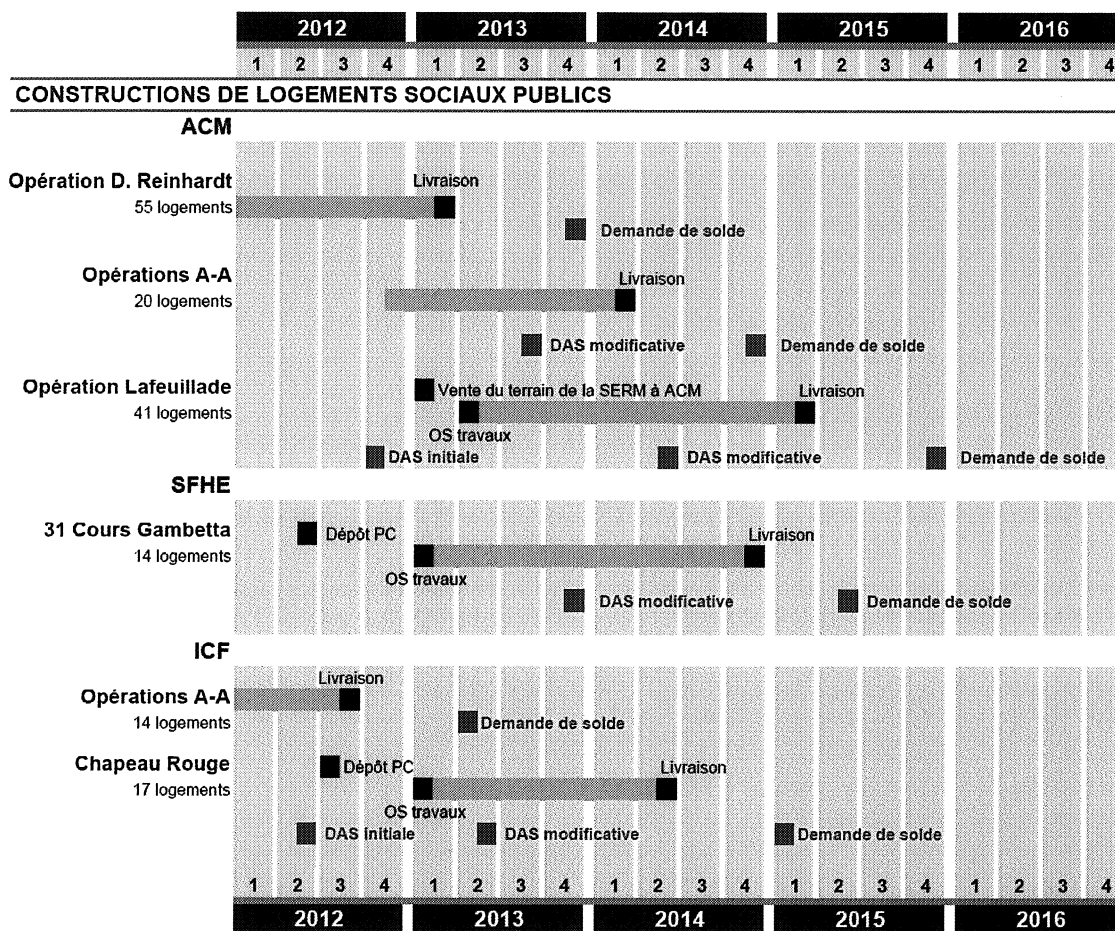
**II – Résultats pour le TERRITOIRE CENTRE**

Noms des opérations	Maitres d'ouvrages	Heures insertion estimées*	début travaux	fin opération estimée	heures insertion réalisée	% réalisée / estimé	commentaires	Nbre pers / opérations	résidents CUCS
<b>Centre</b>									
Django Reinhart	ACM	1 255	sept.-09	juin-10	773	62%	chantier en cours		
Rue de Claret	ACM	369	juil.-09	juin-10	317	86%	opération terminée	3	3
Rue Reynes	ACM	300	janv.-09	mars-10	223	74%	opération terminée	1	1
Réhabilitation Gély - T2 - T3 - T5 - T6	ACM	113	sept.-09	janv.-12	56	49%	chantier en cours	3	3
Rue Fermaud	ADOMA	338	sept.-09	sept.-10	337	100%	opération terminée	2	1
Rue de la Merci	ADOMA	104	sept.-09	sept.-10	109	105%	opération terminée		
Le Maguelonne - Rue Chaptal	NLM-SNI	1 426	janv.-09	déc.-10	3 033	213%	opération terminée	11	6
Calendreta Candola	Ville	500	nov.-08	déc.-09	551	110%	opération terminée	1	0
VDIPP - Ilots Saint Pierre et Aigrefeuille	Ville	2 788	janv.-09	sept.-09	598	21%	chantier en cours	1	1
ICF - 6 opérations	ICF	1 548	juin-10	sept.-11	1 713	111%	opération terminée	2	2
Château rouge ICF (13 logts)	ICF						chantier non commencé		
ACM - 6 opérations (20 logts)	ACM		sept.-12				chantier non commencé		
La feuillade (39 logts)	ACM		nov.-12				chantier non commencé		

- **Synthèse de réalisation de la clause sociale** : **21** personnes pour 22 contrats de travail ont réalisé **7 708** heures d'insertion, 10 opérations ont intégré la clause sociale et 73 nouvelles opérations l'intégreront en 2012.
- **39,3%** des heures de la clause sociale ont été réalisées à ce jour dans l'opération Le Maguelonne, qui a très largement dépassé son objectif (213%).
- Suivi du chantier insertion **Ateliers des Métiers d'arts**. Pour compenser l'impossibilité d'appliquer les clauses sociales sur les petites opérations, un chantier d'insertion a été organisé dans le secteur de Nord Ecusson. Ce chantier s'est déroulé sur 12 mois, de mai 2008 à mai 2009, a permis à **22** personnes (15 bénéficiaires du RMI et 7 jeunes) de travailler dont 15 habitent des quartiers prioritaires. Résultats d'insertion : 7 ont des solutions dès la fin du chantier (1 contrat professionnalisation signé, 4 sont entrés en formation, 2 ont des missions d'intérim).
- Un nouveau chantier d'insertion a été lancé en mai 2011 pour une durée de 12 mois avec intervention pour partie dans le parc La Guirlande qui jouxte la cité Gély. Sur les 12 personnes recrutées pour la première session, **4** résident dans un quartier du CUCS.
- Dans le cadre de l'équipe de « stewards urbains » mise en œuvre au titre du volet commerce du projet Centre avec mission d'information auprès des commerçants et de leur clientèle, recrutement de **3** personnes résidant en quartiers prioritaires de juillet 2010 à juillet 2011.

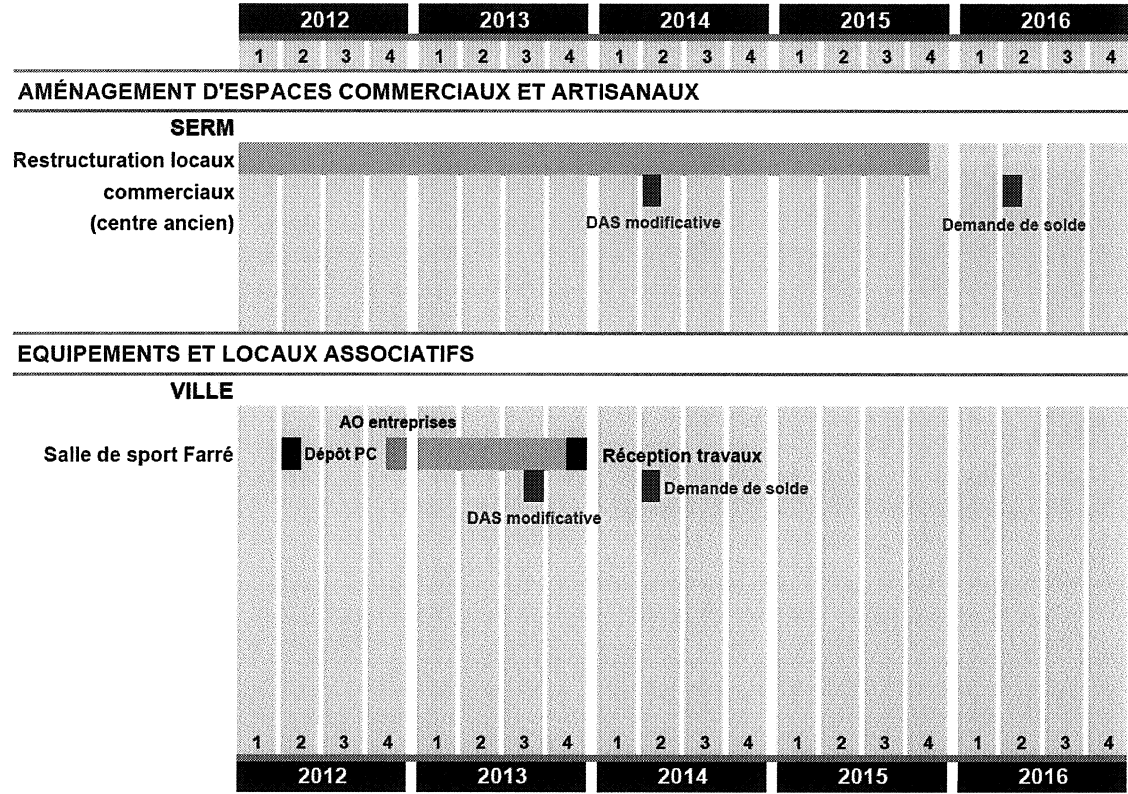
## Annexe 7 : Plannings prévisionnels

### a) Famille 'Construction de logements sociaux publics'

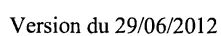


Annexe 7 : Plannings prévisionnels

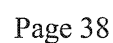
b) Famille 'Aménagement d'espaces commerciaux, artisanaux, équipements et locaux associatifs'



c) Familles 'Démolition de logements sociaux', 'Résidentialisation', 'Réhabilitation'



e) Famille 'Aménagements'





## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR

### Agrément de candidature de

### l'Office public de l'habitat de la Communauté d'agglomération de

### Montpellier (ACM) - 3 rue Claparède

### 4 rue Général Vincent

### 23 rue Faubourg Figuerolles

### 16 rue de Metz

### 4 rue du Père Fabre

### 1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette concession d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER en vue de la cession de 6 immeubles afin de permettre la réalisation d'opérations totalisant 20 logements collectifs en PLUS (prêt locatif à usage social) et PLAI (prêt locatif aidé d'insertion), et ce afin de répondre notamment aux besoins de relogement.

Dénomination du candidat : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER  
407 Avenue du Professeur Etienne Antonelli  
34000 MONTPELLIER

Localisation : 3 rue Claparède

4 rue Général Vincent  
23 rue Faubourg Figuerolles  
16 rue de Metz  
4 rue du Père Fabre  
1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre  
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées :	Respectivement : Section HW n° 70 d'une superficie totale de 86 m <sup>2</sup> Section IZ n° 97 d'une superficie totale de 123 m <sup>2</sup> Section IZ n° 143 d'une superficie totale de 126 m <sup>2</sup> Section IZ n° 253 d'une superficie totale de 126 m <sup>2</sup> Section IZ n° 208 d'une superficie totale de 97 m <sup>2</sup> Section IZ n° 248 d'une superficie totale de 92 m <sup>2</sup>
Nature des projets :	Respectivement : Immeuble R+1 – 2 logements en PLUS Immeuble R+2 – 4 logements collectifs – 3PLUS / 1PLAI Immeuble R+2 et commerce et 4 logements collectifs - 3 PLUS/1 PLAI Immeuble R+3 et garages – 5 logements collectifs – 4 PLUS / 1 PLAI Immeuble R+2 et garages – 2 logements collectifs – 1 PLUS / 1 PLAI Immeuble R+2 – 3 logements collectifs – 2 PLUS / 1 PLAI
Surface des projets :	Respectivement : 109.69 m <sup>2</sup> SU 201.20 m <sup>2</sup> SU 250.38 m <sup>2</sup> SU 208.23 m <sup>2</sup> SU 143.11 m <sup>2</sup> SU 177.65 m <sup>2</sup> SU

La SERM précise que la candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à l'opération Grand Cœur en général et en particulier, à la Concession d'aménagement approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER pour la réalisation d'opérations de logements collectifs en PLUS et PLAI sur les immeubles sis 3 rue Claparède, 4 rue Général Vincent, 23 rue Faubourg Figuerolles, 16 rue de Metz, 4 rue du Père Fabre et 1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**GRAND CŒUR**  
**Concession Publique d'Aménagement**

Demande d'agrément de candidature

3 rue Claparède  
4 rue Général Vincent  
23 rue Faubourg Figuerolles  
16 rue de Metz  
4 rue du Père Fabre  
1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre

Dénomination du candidat : **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**  
407 Avenue du Professeur Etienne Antonelli  
34000 MONTPELLIER

Localisation : 3 rue Claparède  
4 rue Général Vincent  
23 rue Faubourg Figuerolles  
16 rue de Metz  
4 rue du Père Fabre  
1 rue saint Etienne / 21 rue du Père Fabre  
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Respectivement :  
Section HW n° 70 d'une superficie totale de 86 m<sup>2</sup>  
Section IZ n° 97 d'une superficie totale de 123 m<sup>2</sup>  
Section IZ n° 143 d'une superficie totale de 126 m<sup>2</sup>  
Section IZ n° 253 d'une superficie totale de 126 m<sup>2</sup>  
Section IZ n° 208 d'une superficie totale de 97 m<sup>2</sup>  
Section IZ n° 248 d'une superficie totale de 92 m<sup>2</sup>

Nature des projets : Respectivement :  
Immeuble R+1 – 2 logements en PLUS  
Immeuble R+2 – 4 logements collectifs – 3PLUS / 1PLAI  
Immeuble R+2 et commerce et 4 logements collectifs - 3 PLUS/1 PLAI  
Immeuble R+3 et garages – 5 logements collectifs – 4 PLUS / 1 PLAI  
Immeuble R+2 et garages – 2 logements collectifs – 1 PLUS / 1 PLAI  
Immeuble R+2 – 3 logements collectifs – 2 PLUS / 1 PLAI

Surface des projets : Respectivement :  
109.69 m<sup>2</sup> SU – 201.20 m<sup>2</sup> SU – 250.38 m<sup>2</sup> SU –  
208.23 m<sup>2</sup> SU – 143.11 m<sup>2</sup> SU – 177.65 m<sup>2</sup> SU

Montant de charge foncière : 610.924 € TTC |

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24/07/2012**



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOUÏ, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## CONCESSION D'AMÉNAGEMENT MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Agrément de candidature ICF Sud-Est Méditerranée SA HLM 5/7 rue du Chapeau Rouge

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette concession d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature d'ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM en vue de la cession d'un ensemble immobilier afin de permettre la réalisation d'une opération de logements collectifs en PLUS (prêt locatif à usage social) et PLAI (prêt locatif aidé d'insertion), et ce notamment afin de répondre aux besoins de relogement.

- Dénomination du candidat : ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM  
118/124 Boulevard Vivier Merle, Immeuble ANTHEMIS  
69003 LYON

- Localisation : 5/7 rue du Chapeau Rouge  
34 000 MONTPELLIER

- Parcelles cadastrées : 7 rue du Chapeau Rouge Parcelle HO0261 – 699 m<sup>2</sup>  
5 rue du Chapeau Rouge Parcelle HO0262/62 –  
173/134 m<sup>2</sup> - lots de copropriété 2 – 4 – 16 et 20

- Nature des projets : Ensemble immobilier composé de 4 bâtiments  
de hauteurs différentes  
13 logements collectifs & 1 garage - 9 PLUS / 4 PLAI
  
- Surface des projets : 713.40 m<sup>2</sup> SU

La SERM précise que la candidature d' ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à l'opération Grand Cœur en général et en particulier, à la Concession d'aménagement approuvée par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il vous est proposé :**

- d'approuver la candidature d'ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM pour la réalisation d'une opération de logements collectifs en PLUS et PLAI sur l'ensemble immobilier situé 5/7 rue du Chapeau Rouge, anciennement Ecole Saint Joseph
  
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**GRAND CŒUR**  
**Concession Publique d'Aménagement**

Demande d'agrément de candidature

5/7 rue du Chapeau Rouge

- Dénomination du candidat : ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM  
118/124 Boulevard Vivier Merle, Immeuble ANTHEMIS  
69003 LYON
- Localisation : 5/7 rue du Chapeau Rouge  
34 000 MONTPELLIER
- Parcelles cadastrées : 7 rue du Chapeau Rouge Parcelle HO0261 – 699 m<sup>2</sup>  
5 rue du Chapeau Rouge Parcelle HO0262/62 –  
173/134 m<sup>2</sup> - lots de copropriété 2 – 4 – 16 et 20
- Nature des projets : Ensemble immobilier composé de 4 bâtiments  
de hauteurs différentes  
13 logements collectifs & 1 garage - 9 PLUS / 4 PLAI
- Surface des projets : 713.40 m<sup>2</sup> SU

Montant de charge foncière : 339.000 € TTC |

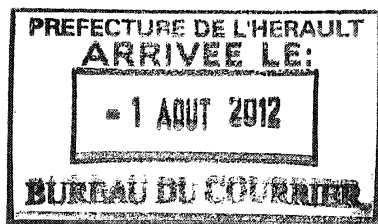
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 24/07/2012**



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## OPERATION GRAND COEUR Immeubles dégradés

### Approbation du premier programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Méditerranée- Sud Comédie » Mise à l'enquête publique de la Déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe

Christian BOUILLE rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de l'opération Montpellier Grand Coeur, poursuit ses actions de renouvellement urbain, en liant les problématiques de l'habitat, de la mixité sociale et de l'amélioration du cadre de vie.

L'intervention publique est orientée durablement dans divers secteurs du quartier Centre où est constatée une forte présence d'habitat ancien dégradé, notamment sur le secteur « Méditerranée-Sud Comédie ».

Le travail d'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH RU) Sud Ecusson/Laissac/Gare mené de 2007 à 2010, complété par les études pré-opérationnelles définissant les objectifs de la nouvelle OPAH RU Saint Guilhem, Laissac, Sud-Comédie dont la mise en œuvre commence au 2<sup>ème</sup> semestre 2012 (DCM du 29 mai 2012), ont permis le repérage précis des immeubles les plus dégradés et conduit à envisager une intervention ciblée sur ces immeubles, en concentrant les moyens mobilisés notamment financiers.

Le dossier mis à l'enquête publique, nécessaire à l'institution de la Déclaration d'utilité publique de travaux, concerne 43 immeubles situés dans le secteur « Méditerranée-Sud Comédie ».

La procédure, régie par le Code de l'urbanisme, prévoit de mener conjointement cette enquête publique avec l'enquête parcellaire.

Les propriétaires concernés disposent d'un délai de 18 mois pour réaliser les travaux qui leur sont prescrits, déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral. A l'issue de ce délai, si l'ensemble des travaux ne sont pas réalisés, la Ville, ou le titulaire de la concession d'aménagement, sera légitime à acquérir les biens concernés non réhabilités par voie d'expropriation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire joints en annexe et constitués en application des articles L 313-4 et suivants du code de l'urbanisme, en vue :
  - de la déclaration d'utilité publique du premier programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Méditerranée-Sud Comédie », au profit de la Ville de Montpellier ou du titulaire de la concession d'aménagement
  - de la déclaration d'enquête parcellaire, au profit de la Ville de Montpellier ou du titulaire de la concession d'aménagement
- de solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault la mise à l'enquête publique des dossiers susvisés,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ces dossiers. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 24/07/2012**

# **OPERATION MONTPELLIER GRAND CŒUR**

## **Déclaration d'Utilité Publique MEDITERRANEE SUD COMEDIE**

### ***Premier Programme De travaux***

#### ***Notice Explicative***

1/ Introduction

2/ Le choix du secteur d'intervention

3/ Une stratégie d'actions complémentaires

- a) Interventions sur les équipements et espaces publics : confortation et requalification
- b) Interventions sur les commerces
- c) Interventions sur l'habitat
  - Les dispositifs d'incitation et les financements mobilisés
  - Les dispositifs coercitifs
  - La production de logements sociaux publics

4/ Les modalités du dispositif opérationnel

- a) Une démarche partenariale : la mission centre ville
- b) Mobilisation des acteurs
- c) L'intervention de la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement

## **I – INTRODUCTION**

La concertation préalable menée sur l'opération « Montpellier Grand Coeur », ainsi que le travail mené depuis 8 ans sur le centre ville, ont permis de mettre en évidence les principaux enjeux urbains liés à sa réalisation, et le rôle qui lui est dévolu dans le cadre de la politique urbaine de l'agglomération.

Ainsi, il a été souligné la volonté d'assurer la pérennité et l'harmonie du développement de Montpellier, métropole régionale, en particulier en renforçant l'attractivité du centre ville dont le rôle urbain d'ores et déjà essentiel va s'accroître en fonction de la croissance démographique exceptionnelle de l'agglomération.

Plusieurs objectifs urbains sont ainsi poursuivis, liés notamment à la recherche d'équilibre entre la périphérie et le centre (en termes de répartition spatiale des logements, équipements, commerces et activités), à la priorité donnée au développement des transports publics (à terme quatre lignes de tramway irrigueront les quartiers centres) et au souhait de rééquilibrer les quartiers en terme de mixité sociale et de qualité de cadre de vie.

Dans ce contexte et en cohérence avec les procédures d'aménagement du territoire de l'agglomération (schéma de cohérence et d'organisation territoriale, plan de déplacements urbains, programme local de l'habitat, l'opération centre ville « Montpellier Grand Coeur » constitue l'un des maillons essentiels de la politique urbaine.

Véritable opération d'aménagement urbain, « Montpellier Grand Coeur » a pour objectif la réhabilitation du parc immobilier de logements, grâce à diverses interventions en faveur de l'habitat ; elle vise également à créer les conditions favorables de ce réinvestissement immobilier patrimonial, par diverses actions en vue de l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain.

Elle prolonge les premières réflexions et actions initiées dans le cadre du Grand Projet de Ville (GPV) en liant les problématiques de l'habitat, la mixité sociale et l'amélioration du cadre de vie, en faveur par conséquent d'une intervention publique orientée durablement sur des perspectives de renouvellement urbain à l'échelle d'un périmètre cohérent, constitué par tous les quartiers centres caractérisés par la forte présence d'habitat ancien.

Sur le volet amélioration de l'habitat, l'opération « Montpellier Grand Coeur » se traduit par la mise en œuvre de divers moyens et dispositifs réglementaires et opérationnels, dont il apparaît que la complémentarité permet d'intervenir de façon significative sur le parc de logements :

- Les premières actions ont été menées sur les quartiers Figuerolles, Clemenceau, Ecusson Nord avec une première Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (2004-2009). Face à un bilan positif les partenaires ont décidé la mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'OPAH RU et de copropriétés dégradées (2010/2015) sur les secteurs de Gambetta- Figuerolles et Nord Ecusson.
- Par ailleurs, sur les quartiers Sud Ecusson Laissac Gare, une première OPAH RU a été animée de 2007 à 2010. En 2011, une étude préalable pour un nouveau dispositif s'est déroulée. En 2012 une nouvelle convention OPAH RU avec un volet de copropriétés dégradées sera mise en place sur les territoires de Saint Guilhem – Laissac et Sud Comédie.
- la mise en valeur et la protection du patrimoine assurée par l'application du Plan de Sauvegarde et de mise en valeur du Secteur Sauvegardé (créé sur le périmètre de « l'Ecusson ») et la mise en œuvre de Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager complémentaires sur les quartiers « Gambetta » et « Méditerranée »

- l'effectivité et la qualité des opérations de réhabilitation et de mise aux normes d'habitabilité des logements sont garanties par la mise en œuvre de déclaration d'utilité publique de travaux de restauration, permettant notamment sur le fondement des articles L 313-4 et suivants du code de l'urbanisme de prescrire l'exécution des travaux.

A terme, l'opération « Montpellier Grand Coeur » va permettre sur l'« Ecusson » et la première couronne de faubourgs (les Arceaux, Boutonnet, les Beaux Arts, les Aubes, Antigone, Gambetta et Figuerolles) la mise aux normes d'habitabilité et de confort de 1600 logements dont 500 logements sociaux. A ce jour -ce sont près de 1 000 logements qui ont été réalisés.

Le présent dossier d'enquête publique est constitué, en application de l'article L 313-4-1 du code de l'urbanisme, en vue de l'institution de la déclaration d'utilité publique des travaux de restauration immobilière sur le secteur et les immeubles ci après désignés.

Conformément à l'article R 313- 24 du code de l'urbanisme le dossier d'enquête comprend :

- un plan permettant de connaître la situation des bâtiments concernés
- la désignation des immeubles concernés
- l'indication du caractère vacant ou occupé des immeubles
- la présente notice
- estimation de la valeur des immeubles avant restauration et l'estimation sommaire di coût des restaurations

La présente enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est organisée par le préfet dans les formes prévues par les articles R 11-4, R11-5, R11-6-1 à R 11-14 du code de l'expropriation en application de l'article R 313-23 du code de l'Urbanisme.

## **II – LE CHOIX DU SECTEUR D'INTERVENTION**

Compte tenu des enjeux et objectifs de l'opération « « Montpellier Grand Coeur », et pour créer une réelle dynamique visible et susceptible d'avoir le plus grand effet d'entraînement, il est apparu indispensable d'intervenir prioritairement sur certains périmètres et d'y concentrer les moyens mobilisés, notamment financiers.

Les premières actions entreprises depuis 2003 sur les quartiers centres en faveur de l'habitat (notamment sous la forme d'animation d'OPAH-RU), ont confirmé l'intérêt et l'opportunité d'une intervention prioritaire sur le secteur correspondant au quartier « Méditerranée – Sud Comédie ».

Les constats établis sur les dysfonctionnements urbains des quartiers ont conduit à engager en priorité diverses actions publiques sur le quartier Sud Comédie, Laissac Gare. Une première OPAH RU a donc été engagée en 2007.

On dénombre sur l'ensemble du périmètre de l'OPAH, 8 890 logements, dont 8 450 logements occupés à titre de résidence principale.

Le taux de vacance relevé s'avère relativement bas (6%).

Le quartier Sud Comédie est un secteur dont les potentialités pourront être développées en maîtrisant le devenir des fonctions commerciales et en agissant sur l'habitat pour éviter la transformation et le morcellement du bâti.

La valorisation de l'ilot SNCF, en bordure de la rue Duguesclin est un atout majeur et probablement incontournable pour désenclaver, redynamiser le quartier et revaloriser son image.

Le quartier Méditerranée nécessite une intervention prioritaire sur l'habitat. C'est un secteur potentiellement à enjeux pour les investisseurs immobiliers en raison de sa situation géographique privilégiée. Il est nécessaire de veiller au maintien des populations les plus fragiles.

Des investigations ont permis de définir une liste d'immeubles, considérés comme prioritaires, au regard de leur état de vétusté, voire d'insalubrité.

Il est donc proposé de solliciter une première DUP de travaux de restauration immobilière portant sur les immeubles ci après désignés.

Ces derniers sont insérés dans 2 îlots sur le quartier Méditerranée et Sud Comédie.

### **III – UNE STRATEGIE D'ACTIONS COMPLEMENTAIRES**

De l'ensemble des constats établis, il résulte qu'une intervention efficace en faveur de l'amélioration de l'habitat doit s'insérer dans une démarche globale de renouvellement urbain, qui mixte l'insertion sociale, la gestion urbaine de proximité, la confortation des services publics, l'achèvement et le développement des équipements publics, la redynamisation de l'activité économique et commerciale.

Par conséquent l'opération « Montpellier Grand Coeur » se traduit par des actions complémentaires sur ces divers volets.

#### **A) Interventions sur les équipements et espaces publics : confortation et requalification**

Ces projets ont pour objectif de renforcer l'identité de chaque quartier en recomposant un paysage urbain de qualité, en valorisant les espaces extérieurs et en réalisant des équipements publics.

Quelques projets actés :

- Réaménagement majeur du secteur Laissac : démolition du parking en ouvrage, reconstruction des halles projetée en 2015-2016, réaménagement des espaces publics de la place Laissac (étude programmatique en cours et travaux projetés en 2016-2017) ;
- Réaménagement des espaces publics aux abords de la Gare St Roch dans le cadre des travaux d'agrandissements de la gare, qui comprend en outre la livraison d'un parking de 1500 places début 2014 ;
- Requalification des espaces publics du corridor de la ligne 3 du tramway (mise en service en avril 2012) ;
- Extension de l'aire piétonne existante de l'Ecusson jusqu'au Cours Gambetta, incluant notamment les boulevards du Jeu de Paume et Ledru-Rollin, les rues du Faubourg de la Saunerie, Faubourg du Courreau, André Michel et Marceau.

#### **B) Interventions sur les commerces**

L'objectif consiste à redynamiser la structure commerciale, en luttant contre la vacance des locaux commerciaux inadaptés dans les rues du centre ville (locaux vétustes, de surface insuffisante, sans dépôt de livraisons.....).

C'est ainsi que l'opération DUGUESCLIN va permettre de dynamiser le commerce sur ce secteur. 6000 m² SHON de surface commerciale vont être réalisées et permettre de dynamiser le commerce générant des flux entre la place de la Comédie et cet îlot entre le Polygone et la gare St Roch. Cette opération va donc permettre d'agrandir l'armature commerciale du centre ville.

D'autres actions sont mises en œuvre en faveur de la redynamisation des activités commerciales :

- Mise en place par la Ville d'un dispositif incitatif pour la requalification des devantures et enseignes commerciales du cœur marchand ciblés sur les secteurs stratégiques au regard des projets d'espace public et de dynamique commerciale, avec la participation du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC)
- Instauration du droit de préemption urbain sur les fonds de commerces sur un périmètre défini en fonction de critères de préservation et de confortement de la diversité des commerces et leur requalification
- Etablissement d'un « Guide pratique et des bonnes pratiques » à l'attention des commerçants
- Etablissement d'un « Guide d'accessibilité au centre-ville » (TC, automobile, mode doux...)

### C) Interventions sur l'habitat

L'opération « Montpellier Grand Coeur » doit permettre un renouvellement durable du parc de logements anciens, offrant une forte qualité résidentielle diversifiée, et qui veille à valoriser la qualité architecturale et patrimoniale des immeubles.

L'objectif consiste également à favoriser la mixité sociale, en luttant contre les phénomènes d'exclusion et de ségrégation en voie d'apparition (liés aux conditions de logement insatisfaisantes de populations captives en situation de précarité) ; en régulant l'offre immobilière locative, par la production de logements sociaux publics, et la mise aux normes d'habitabilité de logements avec loyer maîtrisé.

Les quartiers Sud Ecusson d'une part et Laissac Sud Comédie d'autre part se caractérisent par :

- Une fonction résidentielle affirmée, avec un bâti de forte qualité architecturale, généralement étriqué et morcelé, générant ainsi des situations d'insalubrité ou d'indécence
- Une fonction commerçante marquée avec la présence de locaux en rez de chaussée des immeubles présentant des problèmes de cohabitation avec la fonction résidentielle
- Un secteur où se croisent les 3 lignes de tramway, en pleine mutation tant en terme d'habitat que d'activités.

Ces quartiers demeurent des territoires d'intervention prioritaires.

Pour parvenir à ces objectifs, il a donc été décidé, dès 2007, de mettre en place un dispositif d'intervention volontariste, qui, selon les préconisations des pouvoirs publics (en particulier la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 de la DGUHC relative aux OPAH et au PIG) associe des outils de type incitatif tels que les OPAH et des moyens plus coercitifs, tels que les DUP de travaux.

L'OPAH RU Sud Ecusson – Laissac Gare effective de 2007 à 2010 a permis la réhabilitation de certains immeubles et logements. Elle est restée cependant insuffisante.

La Ville souhaite ainsi poursuivre son action engagée notamment par l'opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain conduite de 2007 à 2010 sur les secteurs Saint Roch, Sainte Anne, Laissac, sud Comédie et Méditerranée.

A ce titre, en partenariat avec l'Anah et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une nouvelle OPAH RU et de copropriétés dégradées sera mise en œuvre au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012. Son champ d'application géographique est multi-sites et couvre les secteurs de Sainte Anne, Saint Roch, Laissac, Sud Comédie et Méditerranée.

Le dispositif mis en place bénéficie par conséquent de la complémentarité des outils et moyens utilisés.

## **1/ Les dispositifs d'incitation et les financements mobilisés**

Le premier de ces dispositifs provient de l'inscription de ces secteurs dans le projet de périmètre de l'OPAH RU et de copropriétés dégradées « Saint Guilhem – Laissac – Sud Comédie ».

Ce classement permet de mobiliser des aides financières (sous la forme de subventions sur travaux, financement d'études pré opérationnelles et de conduite d'opération) consenties par l'ensemble des partenaires : la Ville de Montpellier, l'Agglomération de Montpellier, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

D'une manière générale, l'OPAH RU vise à requalifier durablement les quartiers du centre ville en engageant une démarche incitative et coercitive auprès des propriétaires ainsi que des procédures d'aménagement sur des îlots à restructurer.

Les objectifs qualitatifs recherchés sont :

- Redonner de l'habitabilité aux îlots d'habitat dégradé
- Promouvoir des réhabilitations de qualité s'inscrivant dans l'amélioration durable du cadre bâti et favorisant la mixité sociale
- Lutter contre les marchands de sommeil
- Valoriser l'espace public et améliorer le cadre de vie

Pour cela, les thématiques prioritaires à traiter sont axées sur :

- la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé
- le maintien des propriétaires occupants aux revenus modestes et notamment l'adaptation des logements en faveur de l'autonomie de la personne
- la mise aux normes des copropriétés dégradées
- la lutte contre la précarité énergétique

Le second dispositif incitatif provient de l'inscription du secteur « Méditerranée » dans le périmètre de la ZPPAUP mise en place en 2006..

Associé à la DUP de travaux, ce classement rend l'opération éligible au régime des réhabilitations en loi « Malraux », qui permet de bénéficier de l'aide de l'Etat sous forme de défiscalisation.

## **2/ Les dispositifs coercitifs**

La mise en place d'une Déclaration d'Utilité Publique a pour objet la restauration et la remise en état d'habitabilité d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles dans un périmètre.

Ce dispositif permet en effet de veiller à la qualité architecturale des restaurations, et à l'amélioration du cadre de vie des habitants, grâce aux prescriptions générales et particulières définies pour chaque immeuble concerné dans le respect de la réglementation en vigueur (POS/PLU, ZPPAUP, Secteur Sauvegardé).

Ce dispositif permet également de garantir la réalisation des travaux, grâce à la faculté d'en exiger l'exécution sous contrainte de délai.

#### **IV – LES MODALITES DU DISPOSITIF OPERATIONNEL**

##### **A) Une démarche partenariale : la mission centre ville**

Les principaux acteurs du projet sont représentés au sein de la mission centre ville créée à cet effet, appelée « Mission Grand Cœur ».

Elle est animée par une équipe pluridisciplinaire, chargée de coordonner les nouvelles études et mettre en cohérence les futurs projets d'aménagement et d'urbanisme du centre ville.

Elle est installée au cœur du quartier Centre dans des locaux situés au boulevard du Jeu de Paume, lieu de rencontre et d'information.

L'équipe sur place est composée :

- d'urbanistes, architectes, ingénieurs, techniciens.... de la Ville de Montpellier qui organisent et assurent la « transversalité » entre les directions municipales, sous l'autorité du Directeur général des services et les organisations associées, chargées de projets spécifiques ou de la gestion de l'espace couvert par l'opération « Montpellier Grand Cœur »
- d'une antenne opérationnelle de la Société d'Equipement de la Région de Montpellier (SERM), chargée des interventions en faveur de la réhabilitation du parc immobilier (logements et commerces)

##### **B) Mobilisation des acteurs**

La Ville de Montpellier est maître d'ouvrage de l'opération, elle fédère autour de ce projet :

- La Communauté d'Agglomération et le Département.
- Les autres partenaires habituels du Grand Projet de Ville (GPV) et des comités de pilotage des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), Préfecture, Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), Direction Départementale de l'Equipement (DDTM), Caisse d'Allocation Familiale (CAF), Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), bailleurs sociaux
- Le Conseil du quartier Centre, les comités de quartier
- La société des transports publics de l'agglomération de Montpellier (TAM)

La réussite de l'opération demande une intervention forte de la puissance publique mais son succès dépend de l'implication du secteur privé, notamment en matière de logements et de commerces :

- Les chambres consulaires
- Les représentants des organisations professionnelles, promoteurs constructeurs, notaires, agents immobiliers, Conseil APEB.

### C) L'intervention de la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement

La Ville de Montpellier a confié les actions en faveur de la réhabilitation du parc immobilier, et la création de certains équipements publics d'accompagnement (curetages d'îlots, places de stationnement) à la SERM, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement.

Dans ce cadre, la SERM, en tant qu'opérateur central, assure l'exécution de l'ensemble des missions nécessaires à la bonne fin de l'opération :

- la coordination des montages administratifs (suivi des Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), mise en place des Périmètres de Restauration Immobilière (PRI), obtention des Déclarations d'Utilité Publique de travaux de restauration immobilière....)
- les prescriptions de travaux
- l'animation des propriétaires : aides et conseils (au titre de l'OPAH RU et des PRI)
- les acquisitions immobilières, ainsi que les relogements induits
- la programmation des travaux de réhabilitation
- la définition et la mise en place des produits immobiliers
- le suivi du respect des prescriptions et des Déclarations d'Utilité Publique de travaux

Ces interventions s'effectueront en liaison avec les différents bailleurs sociaux, en particulier à propos des actions en faveur du logement social et pour l'ensemble des démarches se rapportant au relogement.

Le relogement s'effectuera sous contrôle public, puisqu'en application des dispositions prévues par le code de l'urbanisme (articles L 313-5 et suivants), l'opérateur est chargé du suivi des relogements, en faisant respecter par chaque propriétaire ses engagements.

Par ailleurs l'opérateur, en liaison avec les différents bailleurs, procédera aux mesures de relogement sur les immeubles occupés acquis par ses soins dans le cadre de l'opération.

Une enquête sociale sera réalisée par les agents spécialisés de la SERM, et permettra de connaître la situation sociale de la famille et ses besoins, notamment sur le type du logement d'accueil, la localisation souhaitée, les possibilités financières actuelles et les types d'aides mobilisables (allocation logement...).

Ces relogements seront effectués dans le secteur public ou le secteur privé.

Dans le secteur public, le partenariat avec les différents bailleurs permettra de mettre à disposition des logements sur l'ensemble de son parc.

En mettant en place un partenariat avec des associations sociales, dans le secteur privé, les propriétaires privés seront susceptibles d'accepter de prendre des candidats locataires selon un loyer négocié (type conventionné).

Ces actions seront menées dans le respect de la réglementation en vigueur, et en mobilisant l'ensemble des moyens prévus à cet effet. L'ensemble des relogements seront subordonnés au consentement du locataire, en fonction de ses propres critères que ce soit en termes de localisation, de loyer, de typologie d'appartement ou autres. La recherche de relogement du locataire dans son quartier sera privilégiée.

La préfecture et la DDTM seront pendant l'intégralité de l'opération très associés par la mise en place d'un comité de Pilotage.

# DUP MEDITERRANEE-SUD COMEDIE



## LISTE DES IMMEUBLES CONCERNES



Adresse				Bien		PO	Loc	vacant	dep	Statut	Observations
				lot	comm						
HM 276	12	rue	Aristide Ollivier	9	2	1	6				SERM
HM 281	4	rue	Aristide Ollivier	7	3			4		4 Copro	
HM196	1	rue	Mareschal								
HM 263	1	rue	Serane/35 verdun	7	4	1	2			PU (PB)	
HM 334	2	rue	Serane	11	3	2	5		1	PU (PB)	
HM 255	8	rue	Serane	6	2	1	2		1	6 Copro	
HM 268	9	rue	Serane/29 rue de verdun	10	3	2	3		2	8 Copro	
HM 270	11	rue	Serane	10	2	6			2	6 Copro	
HM 253	12	rue	Serane	3		1	2			3 Copro	
HM 248	18	rue	Serane	8			8			PU (PB)	
HM 190	13	rue	de Verdun	15	3	4	4		4	10 Copro	SERM
HM 191	15	rue	de Verdun	6	2	1	3			2 Copro	
HL328	12	rue	Pralon	4			3		1		SERM
HL0331	13	rue	Méditerranée / 8 Pralon	0						Copro	
HL0343	16	rue	Méditerranée	1	1					PU (PB)	
HL327	17	rue	Méditerranée	0						3 copropriétaires	
HL0344	18	rue	Méditerranée	0						PU (PO)	
HL0324	21	rue	Méditerranée	0						1 PB	
HL0322	25	rue	Méditerranée	0						1 PB	
HL0231	26	rue	Méditerranée	0							
HL0232	28	rue	Méditerranée	0						PU (PB)	
HL0318	29	rue	Méditerranée	0						1 PB	
HL0233	30	rue	Méditerranée	0							
HL0317	31	rue	Méditerranée	0						7 coprop.	
HL0315	35	rue	Méditerranée	0						3 copropriétaires	
HL0236	36	rue	Méditerranée	0						2 copropriétaires	
HL 0367	1	rue	d'Alsace	0						PU (PB)	
HL0368	3	rue	d'Alsace	0						PU (PB)	
HL0372	7	rue	d'Alsace	0						6 coproprio (PB)	
HL0307	20 /22	rue	Lamartine							Copro (2 PB - 1 PO)	
HL0282	21	rue	Lamartine (34 rue du pont Juvenal)								
HL0281	23	rue	Lamartine							Copro (4 PB)	
HL0280	25	rue	Lamartine							Copro (3)	
HL0308	21	rue	de l'Aire								
HL 252	12	rue	de l'Aire								
HL 256	14	rue	de l'Aire	9							
HL 257	16	rue	de l'Aire	9							
HL0223	9	rue	Lorraine								
HL0222	11	rue	Lorraine							Copro (3 PO)	
HL0220	15	rue	Lorraine	PU (PB)							
HL0217	21	rue	Lorraine							PU	
HL0216	23	rue	Lorraine								angle 5 rue de l'Aire
HL0215	28	rue	Lorraine							Copro (2 PB)	

12 immeubles (ilot 1)  
31 immeubles (ilot 2)

43 immeubles

## DUP MEDITERRANEE/SUD COMEDIE

### 1<sup>er</sup> Programme de travaux



SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT  
DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE

## OBJET :

- Mise en œuvre d'un Arrêté de DUP travaux et d'une enquête parcellaire portant sur 43 immeubles situés dans le quartier Méditerranée/sud Comédie

## DETAIL DU PROGRAMME :

- DUP portant sur 43 immeubles représentant 210 Logements environ

### CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

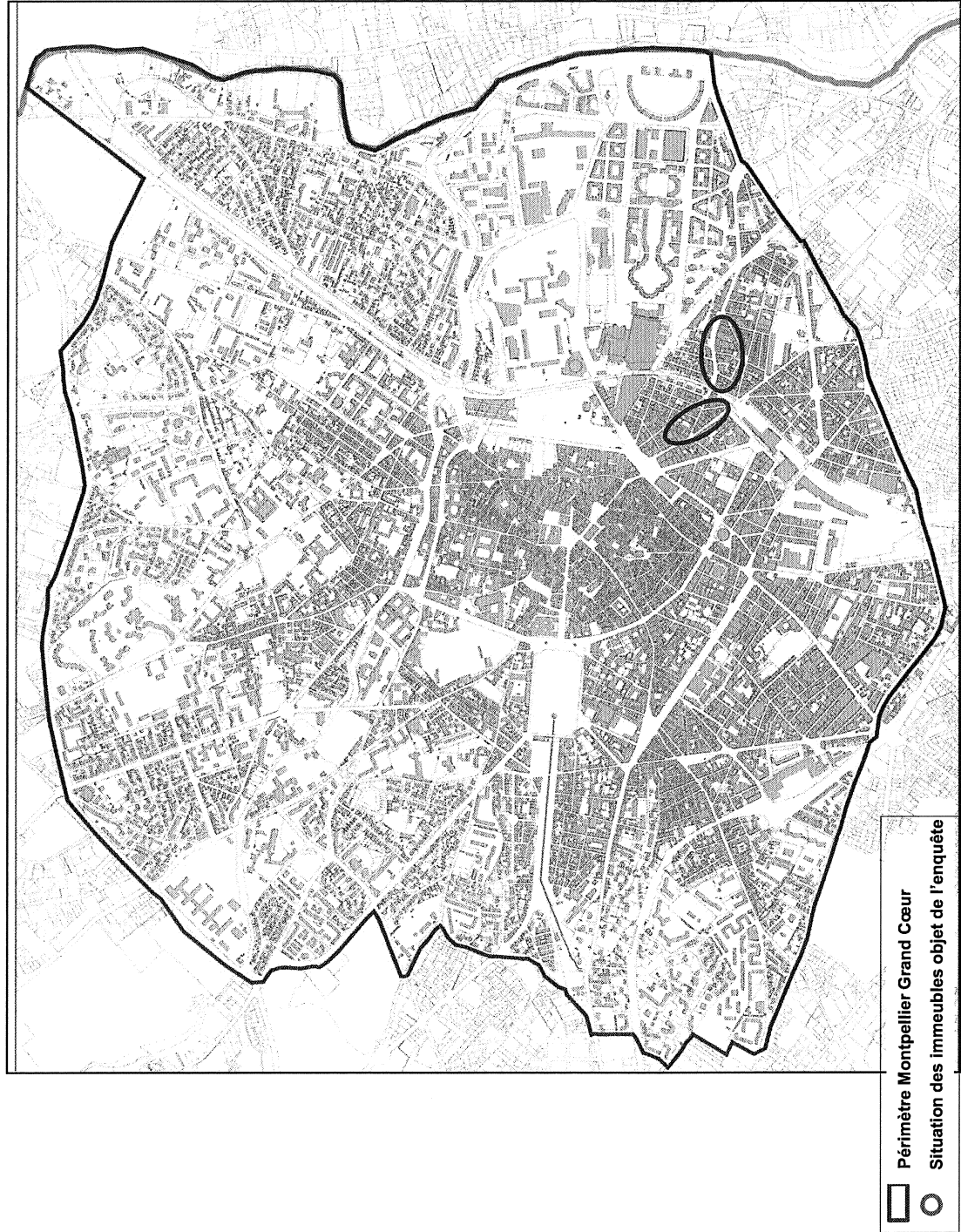
	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril
	2012							2013			
<b>MISE EN ENQUETE</b>											
passage en GTPU	18										
passage en BM		2									
passage en CM		23									
Retour délibération de la Préfecture											
<b>PREFECTURE</b>											
Nomination du Commissaire Enquêteur											
Arrêté d'ouverture d'enquête											
Enquête											
Rapport du Commissaire Enquêteur											
<b>APPROBATION DU DOSSIER</b>											
passage en GTPU											
passage en BM											
passage en CM											
<b>ARRETE PREFECTORAL</b>											

Ce planning prévisionnel a été réalisé sur la base des calendriers des précédentes DUP mises en œuvre dans le cadre de l'opération Montpellier Grand Cœur

2 étapes importantes sont à relever :

- L'enquête publique proprement dite devrait se dérouler en novembre 2012
- Le Conseil Municipal pourra procéder à l'approbation du 1er programme de travaux à partir du mois de janvier 2013

## PLAN DE SITUATION



**Secteur**

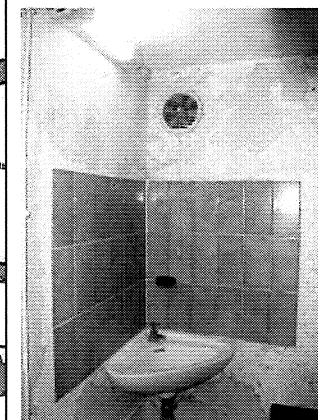
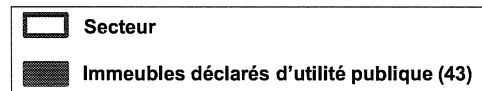
**Immeubles déclarés d'utilité publique (43)**



## OPERATION MONTPELLIER GRAND CŒUR

Déclaration d'Utilité Publique  
et Enquête Parcellaire conjointe  
« Méditerranée- Sud Comédie »

Approbation du premier programme de travaux au profit de la ville de Montpellier ou du titulaire de la concession d'aménagement



## Séance publique du lundi 23 juillet 2012

Convoqué le mardi 17 juillet 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 23 juillet 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Josette CLAVERIE, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Catherine LABROUSSE, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents :

Martine PETITOUT

## PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2011) Avenant n°5

### Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2011)

Christian BOUILLE rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) doit permettre d'améliorer les conditions de vie des habitants, d'assurer une mixité sociale, d'ouvrir le quartier sur la ville et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Ce projet traduit un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier ;
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...) ;
- rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (démolition de 456 logements et reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 270 logements privés, réhabilitation de 355 logements, scission de l'ensemble en plusieurs copropriétés en vue d'en permettre la gestion dans de bonnes conditions).

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, la Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette concession a pour objet de confier à un concessionnaire, sous sa responsabilité, la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et déclarait cessibles et en urgence au profit de la SERM les immeubles nécessaires à ladite opération.

L'avenant n°1 en 2008 actait d'une refaçon de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

L'avenant n°2 en 2009 prévoyait une prorogation de la durée de la concession dont le terme est fixé au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 € (deux années supplémentaires).

L'avenant n°3 en 2010 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

L'avenant n°4 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

L'avenant n°5 intègre l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoit par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

Le bilan qui est présenté a été augmenté en dépenses et recettes, mais la participatiopn de la ville reste inchangée : il s'établit à 57 951 000 € en dépenses et 57 951 000 € en recettes, dont 24 304 000 € réalisés en dépenses et 18 950 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2011.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2011 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2011 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;

- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2011 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions effectuées par la SERM entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2011 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2011 joint à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

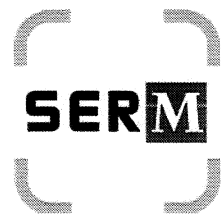
**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 24/07/2012**



**ZAC PRU CEVENNES PETIT BARD - PERGOLA**  
**RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE**  
**ANNEE 2011**

---

*Article L 1524-3 du code général des collectivités territoriales*

### **1. Rappel du contexte administratif de l'opération**

Par délibération en date du 25 Juillet 2005, le Conseil Municipal de MONTPELLIER a approuvé les termes d'une Convention Publique d'Aménagement (CPA), notifiée le 8 Septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique SUD HABITAT (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola

Par traité de concession signé en date du 09/05/2007, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26/03/2007 et reçu en Préfecture le 04/05/07 ; la ville de Montpellier confie à la SERM la poursuite de la rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

- **L'article 2.2.1 a)** de ladite convention prévoit les possibilités d'actions sur le cadre bâti, et notamment « acquérir la propriété, à l'amiable ou par voie d'expropriation ou de préemption... »

#### **Phase n°1 : DUP concernant la copropriété n°9 et les parties extérieures de la copropriété n°8**

- Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 Octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° Phase
- Les enquêtes publiques conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire se sont tenues du 14/11/06 au 14/12/06.
- Par délibération en date du 26 Mars 2007, et faisant suite à la décision de l'Assemblée Générale du GIE SUD HABITAT de dissoudre le groupement, le Conseil Municipal de MONTPELLIER a approuvé la résiliation amiable de la CPA relative à la rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola, notifiée le 8 Septembre 2005 au GIE
- Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14/05/2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique la rénovation du quartier Petit Bard – 1° Phase, et déclarait cessibles et en urgence au profit de la SERM les immeubles nécessaires à ladite opération.

- Par arrêté préfectoral n°2007-01-2166 du 16/10/2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, prorogeait l'arrêté de cessibilité précédemment rendu.
- Par arrêté préfectoral n°2008-01-2743 du 17 Octobre 2008, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire concernant divers propriétaires compris dans le périmètre de l'opération Quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) dans sa première phase, à savoir, la démolition du bâtiment A.
- L'enquête publique s'est déroulée pendant 22 jours consécutifs du 6 Novembre 2008 au 27 Novembre 2008 inclus.
- Par arrêté préfectoral n°2009-01-3540 du 25/11/2009, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire concernant divers propriétaires compris dans le périmètre de l'opération Quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) dans la deuxième phase de la DUP n°1, à savoir, la restructuration des espaces extérieurs de la copropriété n° 8.
- L'enquête publique s'est déroulée pendant 23 jours consécutifs du 14 décembre 2009 au 05 janvier 2010 inclus.
- Par arrêté préfectoral n°2010-I-1380 du 21 Avril 2010 complété par les arrêtés modificatifs n°2010-I-1580 du 12 Mai 2010 et n°2010-I-2016 du 23 Juin 2010, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait cessibles et en urgence la plupart des biens et droits immobiliers concernés par la restructuration des espaces extérieurs de la copropriété n° 8.
- Par arrêté préfectoral n°2010-I-2810 du 14 septembre 2010, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait cessibles et en urgence divers biens et droits immobiliers complémentaires nécessaires à la restructuration des espaces extérieurs de la copropriété n° 8.
- Par arrêté préfectoral n°2011-01-2382 du 09/11/2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait l'ouverture d'une enquête parcellaire complémentaire concernant divers propriétaires compris dans le périmètre de l'opération Quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) dans le cadre de la DUP n°1, à savoir, la restructuration des espaces extérieurs de la copropriété n° 8.
- L'enquête publique s'est déroulée pendant 19 jours consécutifs du 21 novembre 2011 au 09 Décembre 2011 inclus.

**Phase n°2 : DUP concernant les copropriétés n°2, 4, 5, 6, 7, 8, Guillaume Apollinaire, les voiries privées et 3 maisons à usage d'habitation sur l'avenue de Lodève**

- Par arrêté préfectoral n°2011-I-169 du 20 Janvier 2011 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a été ouvert une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 2° Phase
- L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique s'est tenue du 07/02/2011 au 10/03/2011.
- La Déclaration de Projet sur l'intérêt général du Projet de Rénovation Urbaine Cévennes-Petit Bard 2° Phase a été prononcée par délibération du Conseil Municipal de Montpellier le 21 Juin 2011.
- Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11/07/2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique la rénovation du quartier Petit Bard – 2° Phase, au profit de la Ville de Montpellier ou son concessionnaire la SERM.
- Par arrêté préfectoral n°2011-I-763 du 06/04/2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait l'ouverture d'une enquête publique parcellaire concernant la 2° phase du PRU Quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), et concernant les copropriétés n°2,4,5,6,7,8, Guillaume Appolinaire, les voiries privées et 3 maisons à usage d'habitation sur l'avenue de Lodève.
- L'enquête publique s'est déroulée pendant 30 jours consécutifs du 28/04/2011 au 27/05/2011 inclus.
- Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13/09/2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait cessibles et en urgence les biens et droits immobiliers bâtis et non bâtis nécessaires à la 2° Phase du PRU Quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola).

**2. Avancement de l'opération**

En 2011, ont été acquis 60 appartements et 80 places de parkings (Tableau de synthèse ci-joint).

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
21/04/2011	1 appartement 1 parking	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lots 239, 702 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	JAMMES	SERM	28 000,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
21/04/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 529 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	BERNAL	SERM	23 695,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 27 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	SCI NOEL	SERM	40 000,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	1 parking	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 733 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	SCI CESAC	SERM	1 800,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 126 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	AMADOR	SERM	38 000,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 515 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	ALARY	SERM	25 470,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/10/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 116 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	IND AMDOU / DOMINGUEZ	SERM	35 020,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
13/07/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 130 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	ARTERO	SERM	33 660,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 82 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et	IND BONNAFOUS	SERM	32 500,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 86 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	COSTE	SERM	28 500,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
23/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 24 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	IND DAUMAS	SERM	33 660,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard

192

**OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
10/08/2011	1 appartement 1 parking	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lots 213, 732 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	EL GALTA	SERM	36 200,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 520 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	HANYN Fatima	SERM	26 450,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 75 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	SOFRACA IMMOBILIER	SERM	32 980,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
07/12/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 613 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	NESRAT	SERM	27 889,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
19/01/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 214 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	OUHROCHAN	SERM	39 174,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale

**OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 215 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	PETRYKOW	SERM	28 500,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/10/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 218 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	IND RIPOLL	SERM	40 500,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/08/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 561 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	SOULAS	SERM	37 630,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
17/03/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 157 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	IND PONS	SERM	27 082,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 156 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	VATTILINGON	SERM	34 590,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard

194

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 76 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	SCI ILP	SERM	27 000,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/10/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 551 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	IND VICENTE	SERM	42 970,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 557 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	ZAMMOU	SERM	40 680,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/10/2011	2 appartements 2 caves	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lots 79, 80 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	LOPEZ	SERM	54 687,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
08/07/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 536 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	LAZAAR	SERM	39 239,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
14/11/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 567 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	LIEGEOIS / SCI ARIA	SERM	39 150,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
17/03/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 286 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	MAHOUX	SERM	30 206,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	1 appartement 1 cave	8 101	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 2</b> lot 287 2 rue des Nivéoles, square André Chénier et avenue du Petit Bard, Parcelle cadastrée KV 315	SCI CESAC (réhab)	SERM	33 254,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
11/10/2011	1 appartement 1 cave	1 784	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 3</b> lot 31 Square Henri de Regnier et avenue du Petit Bard Parcelle cadastrée KV 299	ACM	SERM	19 732,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
08/09/2011	1 appartement 1 cave	1 784	Commune de Montpellier <b>Copropriété n° 3</b> lot 55 Square Henri de Regnier et avenue du Petit Bard Parcelle cadastrée KV 299	ACM	SERM	22 652,40 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Païement :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard

# OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
09/12/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 191 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>SOFRACA IMMOBILIER</b>	<b>SERM</b>	41 470,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 196 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>MOTTE</b>	<b>SERM</b>	28 974,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 198 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>SCI BCLP</b>	<b>SERM</b>	32 870,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 11 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>MAHUL</b>	<b>SERM</b>	32 870,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 18 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>SEDDIKI</b>	<b>SERM</b>	40 050,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
08/09/2011	2 appartements 2 caves	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lots 89, 159 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>ACM</b>	<b>SERM</b>	45 304,80 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	2 appartements 2 caves	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 121, 51 square Henri de Régner et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	<b>SCI CESAC</b>	<b>SERM</b>	48 582,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
21/04/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 125 square Henri de Régnier et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	BELLAIRECHE	SERM	32 000,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
02/02/2011	1 appartement 1 cave	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lot 155 square Henri de Régnier et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	BRUNET	SERM	27 081,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	2 appartements 2 caves	2 248	<b>Copropriété n° 4</b> lots 35, 37 square Henri de Régnier et rue des Araucarias, Parcelle cadastrée KV 302	GUYON	SERM	80 000,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
11/10/2011	1 appartement 1 cave	2 051	<b>Copropriété n° 5</b> lot 20 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	ACM	SERM	19 730,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/10/2011	1 parking	2 051	<b>Copropriété n° 5</b> lot 113 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	BELLARI	SERM	2 160,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
14/11/2011	3 Parkings	2 051	<b>Copropriété n° 5</b> lots 114, 120, 138 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	SCI ILP	SERM	5 400,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 parking	2 051	<b>Copropriété n° 5</b> lot 124 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	SOFRACA IMMOBILIER	SERM	2 160,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
14/11/2011	1 parking	2 051	<b>Copropriété n° 5</b> lot 144 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	COSTE	SERM	2 160,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	1 parking	2 051	<b>Copropriété n° 5</b> lot 145 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	GAFORG	SERM	2 160,00 €	<b>Générales :</b> <b>Particulières :</b> <b>Paie ment :</b> à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
26/10/2011	1 parking	2 051	Copropriété n° 5 lot 148 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	EL BOUZIDI	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/08/2011	1 appartement 1 cave	2 051	Copropriété n° 5 lot 17 5 rue des Alisiers, Parcelle cadastrée KV 304	BRISSAC	SERM	37 380,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
26/10/2011	1 appartement 1 cave	1 988	Copropriété n° 6 lot 36 rue des Saxifrages, Parcelle cadastrée KV 305	MARCO	SERM	23 866,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
21/04/2011	1 parking	1 988	Copropriété n° 6 lot 101 rue des Saxifrages, Parcelle cadastrée KV 305	EL GHARRAS	SERM	1 800,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
17/03/2011	1 parking	1 988	Copropriété n° 6 lot 112 rue des Saxifrages, Parcelle cadastrée KV 305	LAPASSADE	SERM	1 800,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	2 parking	1 988	Copropriété n° 6 lots 115, 117 rue des Saxifrages, Parcelle cadastrée KV 305	SOFRACA IMMOBILIER	SERM	4 320,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
09/12/2011	1 parking	1 988	Copropriété n° 6 lot 124 rue des Saxifrages, Parcelle cadastrée KV 305	MAHUL	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
11/10/2011	1 appartement 1 cave	2 174	Copropriété n° 7 lot 32 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	ACM	SERM	19 730,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
28/12/2011	1 appartement 1 cave	2 174	Copropriété n° 7 lot 58 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	GRAFF	SERM	30 000,00 €	Générales : Particulières : Païement : à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard

# **OPERATION : OPE 1800. - PETIT BARD**

CONCESSION D'AMENAGEMENT VILLE / SERM DU 09/05/2007

ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SERM en 2011

BILAN en application de la loi du 8 février 1995 n° 95127

DATE DE L'ACTE	DESIGNATION	SURFACE	LOCALISATION REF CADASTRALES	VENDEUR	ACQUIREUR	PRIX T.I.C. en €	CONDITIONS
09/12/2011	1 appartement 1 cave	2 174	Copropriété n° 7 lot 71 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	LATASTE	SERM	37 181,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
08/09/2011	1 appartement 1 cave	2 174	Copropriété n° 7 lot 73 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	ACM	SERM	19 157,89 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/08/2011	1 parking	2 174	Copropriété n° 7 lot 105 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	DOMINGUEZ	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/08/2011	1 parking	2 174	Copropriété n° 7 lot 115 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	JUMEAU	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/08/2011	1 parking	2 174	Copropriété n° 7 lot 117 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	KING-SOON	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
14/11/2011	1 parking	2 174	Copropriété n° 7 lot 123 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	POTTIER	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
13/07/2011	1 parking	2 174	Copropriété n° 7 lot 125 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	CEMAL	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
10/10/2011	1 parking	2 174	Copropriété n° 7 lot 126 rue du Lyciet, Parcelle cadastrée KV 306	PEREZ	SERM	2 160,00 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale
08/09/2011	1 appartement 1 cave	9 155 1 968 154 776	Copropriété n° 8 lot 62 3 square Henri de Régnier, Parcelle cadastrée KV 320, Parcelle cadastrée KV 321, Parcelle cadastrée KV 301, Parcelle cadastrée KV 303.	ACM	SERM	10 829,91 €	Générales : Particulières : Paiement : à l'acte, sur présentation attestation notariale

Acquisitions Petit Bard